



**cme**c

Conseil des  
ministres  
de l'Éducation  
(Canada)

**Rapport à la CEE-ONU et à l'UNESCO sur  
les indicateurs de l'éducation en vue du développement  
durable**

**Rapport pour le Canada  
2007-2010**

**Octobre 2010**

**Document préparé par le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)**

**en collaboration avec**

**la Commission canadienne pour l'UNESCO et**

**Environnement Canada**



**CANADIAN COMMISSION FOR UNESCO  
COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO**

[www.unesco.ca](http://www.unesco.ca)



**Environment  
Canada**

**Environnement  
Canada**

## Table des matières

Sommaire .....	4
Contexte du rapport .....	8
Instances responsables de l'éducation .....	11
Cadres politiques, réglementaires et opérationnels .....	11
Coopération pancanadienne .....	12
Cadres stratégiques pour l'éducation.....	15
Stratégie fédérale de développement durable pour le Canada .....	19
Le développement durable dans l'éducation formelle, non formelle et informelle.....	20
Aborder les thèmes principaux du développement durable dans l'éducation formelle .....	20
Enseignement primaire et secondaire .....	21
Enseignement postsecondaire.....	27
Stratégies de mise en œuvre de l'éducation en vue du développement durable .....	30
Approche institutionnelle globale .....	36
Systèmes d'évaluation et d'amélioration de la qualité .....	43
L'EDD dans l'éducation non formelle et informelle .....	46
Gouvernementaux provinciaux/territoriaux et administrations municipales .....	46
Exemples du gouvernement fédéral.....	48
Organisations non gouvernementales et le secteur privé.....	53
La mise en œuvre de l'EDD en tant que processus multidécisionnel.....	56
Gouvernements et société civile .....	57
Centres d'expertise régionaux pour l'éducation en vue du développement durable .....	58
Groupes de travail provinciaux et territoriaux sur l'EDD .....	60
Commission canadienne pour l'UNESCO.....	64
Doter les éducatrices et éducateurs des compétences nécessaires en développement durable	67
Outils et matériels nécessaires à l'EDD.....	74
Recherche-développement en EDD.....	83
Coopération internationale dans le domaine de l'EDD .....	89
Savoirs autochtones, locaux et traditionnels .....	92
Problèmes et obstacles.....	96
Améliorer la mise en œuvre de l'EDD.....	99

Remarques de conclusion .....	100
Annexe – Sources utilisées lors de la préparation du rapport .....	102
Ministères provinciaux et territoriaux responsables de l'éducation.....	102
Ministères et organismes du gouvernement du Canada .....	103
Liens pancanadiens .....	105
Organisations non gouvernementales, organismes à but non lucratif, société civile et secteur privé .....	105
Établissements postsecondaires et centres de recherche .....	110
Documents .....	113

Note : Le rapport a été soumis à la CEE-ONU en anglais sous un format différent. Veuillez noter que le contenu est le même dans les deux versions, dans ce rapport et dans le questionnaire soumis à la CEE-ONU.

## Sommaire

**Contexte du rapport** : En 2004, les Nations Unies ont déclaré que la période allant de 2005 à 2014 serait la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable et que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) serait le principal organisme responsable de cette décennie. En 2005, les fonctionnaires des ministères de l'Éducation et de l'Environnement des pays faisant partie de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) ont adopté une stratégie commune pour l'éducation en vue du développement durable. La préparation de rapports sur sa mise en œuvre dans les pays membres de l'organisme est un aspect important de la stratégie de la CEE-ONU. L'UNESCO et la CEE-ONU se sont entendus pour adopter un format commun pour le rassemblement des informations sur les progrès de l'éducation en vue du développement durable. Le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), la Commission canadienne pour l'UNESCO et Environnement Canada travaillent en collaboration pour préparer les rapports sur la mise en œuvre de la stratégie et de la décennie au Canada. Le présent rapport fournit, en réponse aux questions fournies par le questionnaire de la CEE-ONU, des exemples d'éducation en vue du développement durable. Il est important de souligner que ce document n'a pas pour but d'être un rapport complet et détaillé; il cherche plutôt à montrer la diversité, la qualité et l'éventail des activités d'éducation en vue du développement durable à travers le Canada et la diversité des organismes qui offrent ces activités.

**Instances responsables de l'éducation** : Au Canada, les pouvoirs législatifs exclusifs en matière d'éducation sont conférés aux provinces par la *Loi constitutionnelle du Canada de 1867*; des responsabilités similaires sont déléguées aux territoires par le gouvernement fédéral. Dans chacune des 13 instances — soit 10 provinces et trois territoires — on a donc un ministère qui est responsable de l'organisation, de l'offre et de l'évaluation des programmes et des services éducatifs aux niveaux primaire et secondaire. Les établissements du système postsecondaire bénéficient de divers degrés d'autonomie accordés par les autorités gouvernementales de leur province ou territoire. Les ministres responsables de l'éducation dans les provinces et territoires se réunissent au sein du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) pour discuter des questions d'intérêt commun, entreprendre des initiatives de coopération en éducation et défendre les intérêts des provinces et des territoires sur la scène nationale et internationale.

**Cadres politiques, réglementaires et opérationnels** : On a créé deux réseaux pancanadiens qui travaillent activement à la réalisation des tâches relatives à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable. Les ministères de l'Éducation ont publié des cadres stratégiques pour l'introduction des concepts du développement durable dans l'éducation et des plans pour souligner les principes de l'éducation en vue du développement durable (EDD). Le gouvernement du Canada a adopté une *Loi fédérale sur le développement durable* et élaboré des priorités et des stratégies en vue d'assurer la durabilité de l'environnement.

**Le développement durable dans l'éducation formelle, non formelle et informelle** : Ce chapitre du rapport couvre six questions essentielles :

- La première section porte sur le développement durable dans l'éducation formelle et montre l'intégration qui est faite des thèmes du développement durable partout dans le programme d'études, depuis les domaines généraux de l'apprentissage ou les résultats d'apprentissage les plus généraux jusqu'aux résultats d'apprentissage spécifiques des matières, en passant par les autres paliers de planification et les documents du programme d'études.
- Pour mettre en œuvre le développement durable, les provinces et les territoires introduisent les concepts du développement durable dans le programme d'études sous la forme de composantes essentielles des cours de base, de cours spécifiques, de stratégies et d'éléments de contenu qu'on peut introduire dans n'importe quelle matière et à n'importe quel niveau, de résultats d'apprentissage faisant l'objet d'un développement plus approfondi à mesure que les élèves progressent dans leur scolarité, d'éléments de contenu d'ordre transdisciplinaire et d'éléments de contenu et de méthodes pédagogiques intégrés à tous les niveaux du programme d'études, de l'enseignement et de l'apprentissage.
- On insiste de plus en plus, à travers le Canada, sur le concept d'approche institutionnelle globale de l'éducation en vue du développement durable et de pratiques relevant du développement durable. Dans certains cas, cet effort correspond à une politique gouvernementale adoptée par les ministères, y compris le ministère de l'Éducation, puis par les conseils et commissions scolaires, les institutions postsecondaires et les écoles individuellement. Il peut aussi s'agir d'un programme de soutien et de reconnaissance au niveau ministériel ou bien l'initiative peut émaner de la division scolaire ou de l'établissement. Dans certains cas, on se concentre sur le fonctionnement et les infrastructures; dans d'autres, on modifie le contenu, l'enseignement et l'apprentissage dans les cours et l'approche pédagogique adoptée.
- Les systèmes de mesure et d'évaluation de la qualité pour l'éducation en vue du développement durable se retrouvent dans une large mesure dans les résultats d'apprentissage des programmes, même si on est également en train d'entreprendre certains travaux de recherche plus généraux pour évaluer les progrès sur le plan des connaissances, des compétences et des attitudes.
- L'offre d'une éducation non formelle et informelle en vue du développement durable est assurée partout au Canada par des ministères et organismes des gouvernements, des organismes à but non lucratif, des fondations, des associations et des organismes du secteur privé, dans de nombreux cadres et sous de nombreux formats différents, pour les enfants, les jeunes, les familles et les adultes. Les programmes se concentrent le plus souvent sur les aspects environnementaux du développement durable, mais certains portent sur les enjeux d'ordre social. Les aspects économiques du développement durable font l'objet d'une attention moindre.
- L'EDD s'illustre sous la forme d'un processus multidécisionnel, grâce à la mise en relief des travaux des cinq centres d'expertise régionaux pour l'éducation en vue du

développement durable au Canada (à Toronto, à Montréal, à Sudbury, en Saskatchewan et à Vancouver), de bon nombre des groupes de travail sur l'éducation en vue du développement durable des provinces et des territoires et de la Commission canadienne pour l'UNESCO — qui font tous intervenir dans la réalisation de leurs objectifs de multiples parties intéressées au sein des gouvernements, des établissements éducatifs, des systèmes scolaires, de la société civile et souvent du secteur privé.

**Compétences des éducatrices et éducateurs** : La formation des enseignantes et enseignants et des autres professionnelles et professionnels participant à l'éducation en vue du développement durable est assurée par les ministères, les conseils et commissions scolaires, les associations d'enseignantes et enseignants, les universités, les organismes à but non lucratif et de nombreux autres groupes, dans le cadre de salles de classe et d'un apprentissage actif, et elle mène souvent à la formation de réseaux d'éducatrices et éducateurs.

**Outils et matériels** : Il existe un vaste éventail de ressources liées aux résultats d'apprentissage se rapportant aux enjeux relevant de l'éducation en vue du développement durable. Les ministères de l'Éducation assurent la production de ces ressources, leur financement, y apportent leur contribution, en font l'évaluation et les mettent à la disposition des gens. Les organisations non gouvernementales peuvent jouer bon nombre de ces mêmes rôles : certaines définissent leurs thèmes de façon générale et incluent des ressources qui peuvent avoir été examinées par des éducatrices ou éducateurs. D'autres se concentrent sur les ressources relevant de l'environnement et certains exemples se concentrent sur des matières ou des régions géographiques précises. Tous les groupes et de nombreux autres encore offrent des outils et des ressources qui soutiennent l'enseignement et l'apprentissage dans le domaine du développement durable.

**Recherche-développement en EDD** : On trouve des activités de recherche sur les enjeux du développement durable dans les établissements postsecondaires, les organisations non gouvernementales et les gouvernements. Les instituts de recherche et les divisions spécialisées des collèges et universités travaillent sur des aspects spécifiques du développement durable et participent souvent à l'enseignement et aux collaborations avec des partenaires des secteurs public et privé. Le travail des Chaires UNESCO indique une approche internationale de la recherche sur le développement durable et de la diffusion des travaux de recherche.

**Coopération internationale** : La coopération entre les institutions et organisations canadiennes et leurs homologues internationaux s'effectue à tous les niveaux d'éducation, à la fois dans l'éducation formelle et dans l'éducation non formelle. Bon nombre des projets bénéficient d'un financement du gouvernement du Canada par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international. Les exemples fournis ici mettent l'accent sur la coopération avec les autres pays de la région CEE-ONU.

**Savoirs autochtones, locaux et traditionnels** : En plus de leur travail avec les gouvernements et les organismes à travers le Canada, afin de transmettre leur savoir et de faire en sorte qu'il s'intègre dans les pratiques de développement durable et dans l'éducation en vue du

développement durable, les groupes autochtones s'efforcent, au sein de leurs propres organisations, de faire avancer le travail sur les enjeux et de protéger les droits des peuples et des communautés autochtones en matière de développement durable.

**Problèmes et obstacles** : Le rapport met en évidence un éventail très riche et varié d'activités dans le domaine de l'éducation en vue du développement durable, que ce soit sur le plan des sujets, des fournisseurs de services, des approches, des ressources ou de la recherche — et, comme on le répète, ce rapport est loin d'être complet. Malgré cela, il reste des problèmes et des obstacles, en particulier en ce qui a trait à la véritable intégration de l'éducation en vue du développement durable dans l'éducation à tous les niveaux. Nous décrivons les problèmes dans les catégories suivantes : terminologie, priorités en éducation, responsabilité, processus de changement, intégration et financement.

**Amélioration de la mise en œuvre de l'EDD** : L'examen des problèmes et des obstacles offre un certain point de vue sur les besoins requis à la mise en œuvre de la stratégie, car il faut s'efforcer de régler chacun de ces problèmes. Tous les problèmes et tous les obstacles exigent des efforts soutenus pour éduquer, négocier, adapter, planifier et faire changer les choses au niveau législatif, au niveau des politiques, des programmes et des stratégies.

**Remarques de conclusion** : La longueur et la complexité de ce *Rapport pour le Canada 2007-2010* prouve que l'éducation en vue du développement durable fait l'objet d'un véritable engagement à travers le Canada. Tout en reconnaissant et en célébrant ces progrès, il est également important de prendre conscience qu'il reste beaucoup à faire pour que l'éducation en vue du développement durable soit pleinement intégrée dans l'éducation au Canada.

# Introduction

## Contexte du rapport

1. En 2004, les Nations Unies ont déclaré que la période allant de 2005 à 2014 serait la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD) et que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) serait le principal organisme responsable de cette décennie. En 2005, les fonctionnaires des ministères de l'Éducation et de l'Environnement des pays faisant partie de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) ont adopté une stratégie commune pour l'éducation en vue du développement durable. La CEE-ONU est le forum au sein duquel tous les pays d'Europe occidentale, centrale et orientale, d'Asie centrale et d'Amérique du Nord — soit 56 pays au total — se rassemblent pour forger les outils de leur coopération économique.

### **Thèmes importants de l'EDD**

2. L'objectif de la stratégie de la CEE-ONU est d'incorporer les principaux thèmes de l'éducation en vue du développement durable dans tous les systèmes éducatifs. Comme l'indique le document *Learning from each other: The UNECE Strategy for ESD* (l'apprentissage réciproque – stratégie de la CEE-ONU pour l'EDD), parmi ces principaux thèmes on trouve la lutte contre la pauvreté, la citoyenneté, la paix, l'éthique, la responsabilité dans un contexte local et dans le contexte planétaire, la démocratie et le gouvernement, la justice, la sécurité, les droits de la personne, la santé, l'égalité entre les sexes, la diversité culturelle, le développement rural et urbain, l'économie, les tendances dans la production et dans la consommation, la responsabilité des sociétés commerciales, la protection de l'environnement, la gestion des ressources naturelles, la diversité biologique et la diversité des paysages. L'éducation en vue du développement durable (EDD) se caractérise comme étant un processus qui dure toute la vie et qui fait intervenir l'éducation formelle, l'éducation non formelle et l'éducation informelle. Il s'agit d'un processus qui favorise les dimensions systémique, critique et créative de la pensée et de la réflexion et qui favorise le respect et la compréhension de différentes cultures.

### **Partenaires essentiels pour l'EDD**

3. Le document de la CEE-ONU décrit également l'éducation en vue du développement durable comme exigeant la coopération entre de multiples parties intéressées et un partenariat entre les gouvernements, les autorités locales, les secteurs de l'éducation, des sciences et de la santé, le secteur privé (y compris l'industrie, les transports et l'agriculture), les organismes ouvriers et syndicaux, les médias de masse, les organisations non gouvernementales (ONG), la société civile, les collectivités, les peuples autochtones et les organisations internationales.



4. La préparation de rapports sur sa mise en œuvre dans les pays membres de l'organisme est un aspect important de la stratégie de la CEE-ONU. L'UNESCO et la CEE-ONU se sont entendus pour adopter un format commun pour le rassemblement des informations sur les progrès de l'éducation en vue du développement durable. Le Canada est membre des deux organisations et est représenté depuis 2005 au sein du Comité directeur de l'éducation en vue du développement durable de la CEE-ONU. Il est également membre du Groupe d'experts sur les compétences en matière d'éducation en vue du développement durable et du *Global Evaluation and Monitoring Expert Group* (groupe mondial d'experts en évaluation et de suivi) de l'UNESCO pour la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD).
5. Le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), la Commission canadienne pour l'UNESCO et Environnement Canada travaillent en collaboration pour préparer les rapports sur la mise en œuvre de la stratégie et de la décennie au Canada. En 2007, ils ont publié le premier rapport, *Rapport à la CEE-ONU et à l'UNESCO sur les indicateurs de l'éducation au développement durable – Rapport pour le Canada*, qui couvrait les années 2005 à 2007. Le présent rapport, qui est le second, examine les activités entreprises pendant la période allant de 2007 à 2010. Un troisième rapport portera sur les années restantes de la décennie. Le rapport couvrant les années 2005 à 2007 peut être considéré comme allant de pair avec le présent rapport, puisqu'il met en relief les premières phases du développement de bon nombre des politiques et des initiatives incluses dans notre description des activités de 2007 à 2010.
6. Conformément aux principes du développement durable, le présent rapport est le fruit d'un processus de collaboration et de consultation. La Stratégie de la CEE-ONU pour l'éducation en vue du développement durable et la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable ont eu un impact considérable sur l'éducation à tous les niveaux dans les provinces et les territoires du Canada. Pour tenir compte de ce vaste champ d'activité, le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), la Commission canadienne pour l'UNESCO et Environnement Canada ont fourni des ressources et des contacts avec des organismes éducatifs, communautaires, non gouvernementaux et gouvernementaux et nous avons fait des recherches sur les sites Web des principales collaboratrices et des principaux collaborateurs. Nous avons fait circuler des ébauches du rapport auprès des ministères de l'Éducation des 13 instances responsables de l'éducation au Canada, d'organisations non gouvernementales (ONG), d'organismes de la société civile et d'experts affiliés à la Commission canadienne pour l'UNESCO et aux ministères pertinents du gouvernement du Canada, pour qu'ils en fassent l'examen. Nous avons incorporé leurs commentaires et leurs révisions dans la version définitive du rapport, de façon à dresser un tableau pancanadien de l'éducation en vue du développement durable.
7. Cette approche visant à représenter un vaste éventail de perspectives illustre la portée et l'inclusivité de l'EDD au Canada. Il est cependant important de souligner que nous ne pouvons inclure que des exemples limités des politiques, des textes de loi, des

programmes, des recherches et des autres activités entreprises. Ce document n'a pas pour but d'être complet ou exhaustif. Nous fournissons des exemples choisis afin d'illustrer la diversité, la qualité et l'éventail des activités en EDD dans toutes les régions du Canada. Le choix s'est fait de façon à représenter les différences selon les régions, les groupes de clients, les types d'initiatives, les niveaux d'éducation et les parties intéressées. L'éducation en vue du développement durable n'a pas à englober tous les thèmes décrits ci-dessus, mais peut se concentrer sur des aspects spécifiques, comme les droits de la personne, l'environnement ou la diversité culturelle. Selon les buts de la stratégie éducative ou du projet éducatif, les partenaires, les outils, le contenu et les stratégies d'enseignement peuvent être différents.

8. Vous trouverez des informations détaillées sur l'EDD au Canada sur les sites Web des ministères de l'Éducation des provinces et des territoires (qui sont les organismes responsables de l'éducation), des organisations non gouvernementales, des organismes de la société civile, des établissements postsecondaires et des ministères du gouvernement fédéral. Les adresses des sites Web sont fournies à l'annexe, de même que la liste des documents consultés pour la préparation de ce rapport.
9. Le format pour les rapports fourni par la CEE-ONU s'appuie sur un questionnaire très détaillé avec une série de questions à réponse « oui/non » et des listes dans lesquelles on indique l'existence d'activités en cochant les lignes correspondantes. Étant donné que l'éducation relève de 13 instances différentes au Canada, que d'autres organismes gouvernementaux sont concernés et que tout un éventail d'ONG travaillent dans le domaine de l'EDD, nous avons modifié ce format afin de mieux tenir compte de la réalité des activités au Canada. Le présent rapport fournit, en réponse aux questions et aux thèmes du questionnaire de la CEE-ONU, des exemples illustrant la mise en œuvre de l'EDD.

### **Plan du rapport**

10. Le format des rapports défini par la CEE-ONU se fonde sur neuf principaux enjeux, qui correspondent aux différents chapitres du présent rapport :
  - faire en sorte que les cadres politiques, réglementaires et opérationnels soutiennent l'EDD;
  - promouvoir le développement durable par l'éducation formelle, non formelle et informelle;
  - doter les éducatrices et éducateurs des compétences nécessaires pour qu'ils puissent intégrer le développement durable dans leurs programmes d'enseignement;
  - assurer l'accès aux outils et matériels nécessaires à l'EDD;
  - promouvoir la recherche-développement en matière d'EDD;
  - renforcer la coopération dans le domaine de l'EDD à tous les niveaux dans la région de la CEE-ONU;

- préserver, utiliser et promouvoir les savoirs des peuples autochtones dans l'EDD;
  - décrire les problèmes et les obstacles rencontrés lors de la mise en œuvre de la stratégie;
  - décrire l'assistance nécessaire pour améliorer la mise en œuvre.
11. La Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable a eu lieu à Bonn, en Allemagne, en 2009. Lors de cette conférence, on a publié une déclaration commune intitulée *Déclaration de Bonn* pour appeler les parties intéressées à passer à l'action. Ce document a été largement diffusé au Canada et exerce une influence sur les politiques et les programmes.
  12. Nous avons préparé le rapport pour le Canada dans le cadre de ce contexte très général de l'éducation en vue du développement durable — qui englobe les thèmes du questionnaire, les multiples enjeux véhiculés par le terme de « développement durable » et les nombreux groupes constituant des parties intéressées par l'EDD.

## Instances responsables de l'éducation

13. Au Canada, les pouvoirs législatifs exclusifs en matière d'éducation sont conférés aux provinces par la *Loi constitutionnelle du Canada de 1867* et des responsabilités similaires sont déléguées aux territoires par le gouvernement fédéral. Dans chacune des 13 instances (soit 10 provinces et trois territoires), on a donc un ministère qui est responsable de l'organisation, de l'offre et de l'évaluation des programmes et des services éducatifs aux niveaux primaire et secondaire. Les établissements du système postsecondaire bénéficient de divers degrés d'autonomie selon les autorités gouvernementales de leur province ou territoire. Dans certaines instances, on a un ministère responsable de l'éducation au primaire et au secondaire et un autre responsable de l'enseignement supérieur et du développement des compétences. Les ministres responsables de l'éducation dans les provinces et territoires se réunissent au sein du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) pour discuter des questions d'intérêt commun, entreprendre des initiatives de coopération en éducation et défendre les intérêts des provinces et des territoires sur la scène nationale et internationale. Vous trouverez des informations plus détaillées sur la structure, le financement et le fonctionnement de l'éducation au Canada sur le site Web du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) ([www.cmec.ca](http://www.cmec.ca)) .

## Cadres politiques, réglementaires et opérationnels

14. Les cadres politiques, réglementaires et opérationnels tels qu'ils sont présentés dans ce rapport comprennent trois domaines d'activité : les structures importantes qui ont été créées pour assurer la coopération pancanadienne entre de multiples parties intéressées (l'une au niveau gouvernemental et l'autre combinant le secteur gouvernemental et le secteur non gouvernemental); l'élaboration de politiques et de

cadres stratégiques pour l'éducation en vue du développement durable aux niveaux provincial et territorial; et le rôle juridique et stratégique du gouvernement fédéral.

## Coopération pancanadienne

15. En avril 2008, le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) (CMEC) a publié *L'Éducation au Canada – Horizon 2020*. Il s'agit d'un cadre stratégique guidant les ministres de l'Éducation des provinces et des territoires dans leurs efforts en vue d'améliorer les systèmes éducatifs du Canada, les possibilités d'apprentissage offertes aux apprenantes et apprenants et les résultats globaux obtenus par ces systèmes. Ce cadre stratégique s'appuie sur les quatre piliers de l'apprentissage à vie, à savoir : l'apprentissage et le développement de la petite enfance; les systèmes scolaires primaires et secondaires; l'enseignement postsecondaire; et l'apprentissage et le développement de compétences des adultes. Le document présente également huit domaines d'activités principaux et l'éducation pour le développement durable est un de ces domaines importants. Le but de l'éducation en vue du développement durable est de sensibiliser davantage les élèves et de les encourager à s'engager activement dans les efforts visant à constituer une société durable.
  
16. En juin 2008, le Comité consultatif des sous-ministres de l'Éducation a mis sur pied le Groupe de travail sur l'éducation en vue du développement durable (GTEDD), de façon à ce que les provinces et les territoires fassent preuve, à travers le CMEC, de leadership en matière de développement et de promotion de l'éducation en vue du développement durable dans les institutions éducatives partout au Canada. Le GTEDD comprend des représentantes et représentants des ministères de l'Éducation de presque toutes les instances. Les objectifs de ce groupe de travail du CMEC sont les suivants :
  - coordonner les mesures de soutien et de renforcement à l'intégration de l'EDD dans les provinces et territoires;
  - élaborer un Cadre pancanadien de collaboration et d'action pour l'EDD qui, reposant sur les activités actuelles, accentuera la collaboration entre les instances;
  - encourager les activités au primaire et au secondaire par l'intégration du développement durable aux programmes d'études, la création de matériel pédagogique sur le développement durable ainsi que la formation et le perfectionnement sur les concepts et pratiques en matière de développement durable;
  - positionner le Canada comme chef de file en EDD et faire valoir cette position dans des rapports de progression vers les objectifs établis.

17. Le groupe de travail a commencé par rassembler des informations auprès de chaque instance sur les activités, les ressources disponibles, la formation du personnel enseignant et l'intégration de l'EDD au-delà du programme d'études dans les écoles. En 2010, il a publié le document de travail intitulé *Élaboration d'un cadre pancanadien de coopération et d'action pour l'EDD*. L'étape suivante, à savoir l'élaboration d'un cadre stratégique de collaboration et d'action, est en cours pour le primaire et le secondaire, avec quatre domaines prioritaires :

- intégrer les compétences en EDD dans le programme d'études des provinces et des territoires;
- développer les capacités en EDD dans le cadre du perfectionnement professionnel et de la recherche;
- mettre en évidence et promouvoir les ressources pédagogiques favorisant le développement des compétences en EDD;
- mettre en œuvre l'EDD à l'échelle globale des systèmes dans leur ensemble.

Pour chacun de ces domaines prioritaires, on est en train d'élaborer des buts, des principes, des stratégies et des résultats visés, ainsi que des indicateurs des progrès accomplis, des partenariats et des stratégies de communication. La Stratégie de la CEE-ONU pour l'éducation en vue du développement durable et la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable ont inspiré et guidé une bonne partie du travail du GTEDD du CMEC.

18. La Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable a également inspiré le partenariat entre l'organisation non gouvernementale L'éducation au service de la Terre (LST), le ministère de l'Environnement du gouvernement fédéral et le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Enseignement postsecondaire et de l'Alphabétisation du Manitoba. Grâce à leurs efforts, on a mis en place des groupes de travail sur l'éducation en vue du développement durable dans les provinces et les territoires qui rassemblent des représentantes et représentants des gouvernements provinciaux et territoriaux, du gouvernement fédéral, des établissements d'enseignement, des programmes d'éducation non formelle et informelle, d'ONG et d'organismes communautaires, du secteur privé, du personnel enseignant et d'autres personnes concernées par l'EDD. Ces groupes de travail sont en pleine activité dans leurs instances respectives mais travaillent aussi en coopération à un niveau pancanadien sous le leadership d'EDD Canada.

19. Le conseil national d'EDD Canada (auparavant appelé Conseil national d'experts en éducation en vue du développement durable) a été mis en place en 2006 afin d'offrir un point de vue complémentaire et pancanadien sur le travail effectué par les groupes de travail provinciaux et territoriaux. La fonction d'EDD Canada et des groupes de travail est de favoriser les changements d'ordre systémique en vue d'intégrer l'EDD dans les systèmes d'éducation formelle, non formelle et informelle, afin d'aider les citoyennes et citoyens à acquérir les connaissances, les compétences et les valeurs dont ils ont besoin

pour contribuer au développement d'une société durable sur le plan social, environnemental et économique. Le conseil national d'EDD Canada fonctionne dans le cadre de quatre sous-comités :

- Le comité de la communication a pour objectif de susciter la sensibilisation et le soutien pour l'EDD en collaborant avec les groupes de travail provinciaux sur l'EDD et d'autres publics cibles.
  - Le comité de la recherche a pour objectif de trouver, d'encourager et de distribuer les travaux de recherche en EDD aux groupes de travail provinciaux/territoriaux et aux organisations nationales et internationales.
  - Le comité de l'innovation et de la direction recueille des informations sur les projets et les programmes en EDD afin de mieux comprendre ce qui existe déjà et de fournir des exemples en vue d'améliorer d'autres programmes. Il a élaboré une grille d'évaluation et un résumé de l'évaluation.
  - Le comité de la collecte de fonds cherche à trouver des possibilités de financement et de partenariats.
20. Les priorités et les mesures adoptées par chaque groupe de travail provincial ou territorial correspondent aux besoins et aux circonstances qui s'appliquent à l'instance concernée. Le Groupe de travail sur l'éducation pour le développement durable de la Saskatchewan (GTEDDS) est l'un des groupes qui se concentrent sur l'élaboration d'un cadre d'action en EDD. Une bonne part des efforts de ce groupe est de favoriser les mesures écologiques, mais il s'efforce également de dépasser le cadre purement environnemental pour aborder des questions socioéconomiques et favoriser le développement culturel. La mission de ce groupe est de favoriser la planification stratégique et la collaboration entre les personnes et les organisations ayant des intérêts communs en matière d'EDD et ses efforts se font dans le cadre de communications, de partenariats et de mesures pour renforcer les moyens d'action des gens.
21. En 2009, le comité directeur du GTEDDS a publié un document intitulé *A Guide to the Saskatchewan Education for Sustainable Development (ESD) Action Framework* (guide pour le cadre d'action du Groupe de travail sur l'éducation pour le développement durable de la Saskatchewan). Ce document décrit l'organisation, le défi du développement durable et l'éducation en vue du développement durable et présente ensuite quatre buts, avec des objectifs, des mesures et des exemples de projets. Les buts sont les suivants :
- favoriser l'éducation du public et sa sensibilisation au développement durable;
  - faciliter la mise à contribution de tous les secteurs;
  - intégrer le développement durable dans l'éducation formelle;
  - promouvoir l'apprentissage par l'action.

Les mesures incluent l'utilisation des médias pour la promotion, l'élaboration de sessions de formation, l'intégration de l'EDD dans les programmes de formation du personnel enseignant et l'aide aux jeunes pour qu'ils passent à l'action dans le domaine du développement durable.

22. La Saskatchewan n'est qu'un exemple des nombreuses activités entreprises par les groupes de travail en EDD des provinces et des territoires. Vous trouverez tout au long de ce rapport des informations sur leurs programmes et ceux de nombreuses autres parties intéressées.

## **Cadres stratégiques pour l'éducation**

23. Dans les politiques et les documents des gouvernements provinciaux et territoriaux, on peut aborder l'EDD dans toute son envergure ou des aspects particuliers de l'EDD dans des cadres stratégiques pour l'enseignement et l'apprentissage ou bien les mettre en relief dans des documents de stratégie. Dans certaines provinces et certains territoires, la vision et les objectifs pour l'éducation peuvent correspondre aux principes directeurs de l'EDD sans faire directement référence au développement durable.
24. En 2008, le ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique a mis sur pied le *Sustainability Education Framework* (cadre stratégique pour l'éducation en vue du développement durable) en vue d'encourager le système éducatif M-12 à faire preuve de leadership dans l'adoption et la promotion de pratiques durables sur le plan environnemental et d'activités d'apprentissage qui soutiennent la préservation d'environnements sains, naturels, sociaux et économiques pour la génération actuelle et les générations à venir. Cette vision s'aligne sur le *BC Energy Plan* (plan de développement des énergies propres de la Colombie-Britannique), qui énonce une stratégie visant à encourager la population de la Colombie-Britannique à assumer la responsabilité du climat et de l'environnement. Le cadre stratégique contribue à garantir que tous les élèves M-12 soient éduqués sur les notions de base du développement durable et examinent les enjeux dans le contexte de la prospérité économique, de la consommation, de la justice sociale et de la préservation de l'environnement.
25. Le *Sustainability Education Framework* de la Colombie-Britannique s'appuie sur une approche englobant l'ensemble de l'école, c'est-à-dire à la fois le personnel enseignant, les élèves, les parents, le personnel administratif, le personnel de soutien et la collectivité. Parmi les objectifs et les principaux messages de ce cadre stratégique, on note les suivants :
  - Le développement durable exige le respect de toutes les cultures et la prise en compte de l'interdépendance de tous les peuples dans la communauté planétaire.

- Les peuples autochtones ont une grande tradition de respect du développement durable dans le cadre de leurs savoirs traditionnels sur l'environnement.
  - Les leçons sur le développement durable apprises à l'école se transposent à la maison et dans la communauté.
  - Le développement durable, le changement climatique, la consommation d'énergie et la sensibilisation au problème des déchets sont des enjeux d'importance sur le plan environnemental et socioéconomique.
  - Les questions concernant le développement durable et l'environnement devraient être abordées dans un aussi grand nombre de matières que possible, dans un contexte adapté à l'âge des élèves et à l'aide de tout un éventail de méthodes pédagogiques : réflexion sur les systèmes et les théories prospectives, enquête, découverte, apprentissage actif et résolution de problèmes.
26. En juin 2007, le Groupe de travail sur l'éducation environnementale de l'Ontario a publié son rapport intitulé *Préparons nos élèves – Préparons notre avenir : L'éducation environnementale dans les écoles de l'Ontario*. Ce rapport énonce une vision de l'éducation environnementale avec des recommandations dans quatre domaines principaux : élaboration d'une politique sur l'éducation environnementale; leadership et responsabilisation dans toutes les régions de la province, au ministère de l'Éducation, dans les conseils scolaires et dans les écoles; initiatives concernant le curriculum avec intégration transdisciplinaire et travail sur le contenu du curriculum; et enseignement et ressources.
27. La politique d'éducation environnementale pour les écoles de l'Ontario, intitulée *Préparons l'avenir dès aujourd'hui*, a été publiée en 2009. Elle s'inscrit dans le contexte de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable et répond aux recommandations du groupe de travail en promouvant une approche intégrée de l'éducation environnementale. Les stratégies et les mesures pour le ministère, les conseils scolaires et les écoles sont axées sur trois buts :
- À la fin de la 12<sup>e</sup> année, les élèves acquerront les connaissances, les habiletés et les perspectives favorisant chez eux une compréhension des liens fondamentaux les unissant aux autres, au monde qui les entoure et à tous les êtres vivants.
  - Intensifier l'engagement des élèves en favorisant leur participation active à des projets portant sur l'environnement et l'établissement de liens entre l'école et la communauté.
  - Accroître la capacité des leaders du système à mettre en œuvre des programmes d'éducation environnementale et des pratiques de gestion écologiques fondés sur des données probantes.
28. La *Loi sur l'éducation* du Nunavut, qui a reçu la sanction royale le 18 septembre 2008, stipule que le système d'éducation publique doit se fonder sur les valeurs de la société des Inuits et sur les principes et les concepts de l'*Inuit Qaujimaqatuqangit*, expression



qui peut se traduire par « ce que les Inuits savent depuis longtemps ». La population du Nunavut est composée à plus de 80 p. 100 d'Inuits et l'éducation reflète leurs principaux systèmes de croyances, y compris dans leurs relations les uns avec les autres et avec la terre. Bon nombre de ces croyances correspondent aux questions abordées dans l'éducation en vue du développement durable, tant pour ce qui est du contenu que pour ce qui est de la pédagogie :

- respect des autres, relations et efforts pour prendre soin des gens;
- développement d'un bon esprit grâce à une attitude d'ouverture et d'accueil favorisant l'intégration de toutes et de tous;
- offre de services et de soins envers la famille, la collectivité ou les deux;
- processus de prise de décisions fondé sur la discussion et le consensus;
- développement de compétences par la pratique, l'effort et l'action;
- travail collaboratif sur un enjeu commun;
- innovation et ingéniosité;
- manifestation de respect et de soins envers la terre, les animaux et l'environnement.

29. Le plan du Nouveau-Brunswick pour la revitalisation de l'éducation, intitulé *Les enfants au premier plan*, n'aborde pas spécifiquement l'EDD, mais bon nombre de ses dispositions sont conformes aux buts et aux préceptes de l'EDD. Le point de départ fondamental pour l'éducation en vue du développement durable est l'accès à un système éducatif de qualité et la capacité de retenir les individus au sein de ce système, ce qui est conforme à la fonction que cherche à remplir *Les enfants au premier plan*. La vision de ce plan décrit les enfants comme étant des individus capables de faire preuve de créativité dans la résolution de problèmes, des citoyens éclairés responsables et solidaires et des individus qui comprennent le monde et apportent une contribution à leur communauté en s'appuyant sur les habiletés dont ils ont besoin pour réussir leur vie. Le plan porte sur la préparation de l'enfant à la scolarité, les notions de base, l'éveil de la passion d'apprendre, le renforcement des moyens d'action des enseignantes et enseignants, l'inclusion scolaire, la création de nouveaux liens entre l'école et son milieu, le développement d'une forte identité culturelle et linguistique et sur la création de milieux scolaires sains et sécuritaires. Les liens spécifiques entre l'EDD et le document du Nouveau-Brunswick incluent la préparation des enfants au rôle de citoyen actif qui comprend les systèmes politiques, sociaux et économiques dans un contexte planétaire et les principes et les mesures adoptés par les sociétés justes, pluralistes et démocratiques.

30. L'historique du développement durable au gouvernement du Manitoba commence au début des années 1990, avec l'établissement d'une Table ronde manitobaine sur le développement durable en vue de redéfinir les politiques du gouvernement en matière de développement durable. À la fin des années 1990, le Manitoba a promulgué une *Loi sur le développement durable* faisant office de cadre stratégique pour l'élaboration et la

mise en œuvre de politiques en matière de développement durable. Le Manitoba a continué de développer, de peaufiner et de réviser ses stratégies visant à garantir l'intégration de l'éducation en vue du développement durable dans tout l'éventail des déclarations ministérielles, des politiques et des programmes. L'engagement pris par le ministère de l'Éducation se manifeste dans son énoncé de mission, qui garantit que tous les enfants et tous les jeunes du Manitoba aient accès à un vaste éventail de possibilités éducatives, de façon à ce que l'ensemble des apprenantes et apprenants aient l'occasion de connaître la réussite grâce à une éducation pertinente, motivante et de grande qualité qui les prépare à poursuivre leur apprentissage à vie et à jouer pleinement leur rôle de citoyennes et citoyens dans une société démocratique et durable caractérisée par la justice sociale. Le premier but global de cet engagement est de garantir que le système éducatif au Manitoba aide les élèves à apprendre ce que vivre de façon durable signifie et à vivre selon une telle approche.

31. Le ministère de l'Éducation du Manitoba a également élaboré un *Plan d'action sur l'éducation pour la durabilité (2004-2008)*, qui a servi à orienter les premières étapes en vue de favoriser l'enseignement et l'apprentissage du développement durable dans les salles de classe du primaire et du secondaire. Depuis ce premier plan d'action, les écoles et les divisions scolaires du Manitoba ont fait des progrès considérables dans la mise en œuvre de l'EDD. Vous trouverez de nombreux exemples de programmes et d'initiatives tout au long du présent rapport.
32. Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest offre un exemple d'initiative allant au-delà du système d'éducation formelle, avec la publication de *Building a Path for Northern Science: The NWT Science Agenda* (piste d'avenir pour les sciences dans le Nord : le programme scientifique des T.N.-O.), cadre stratégique pour le développement et la gestion des connaissances scientifiques et l'utilisation des savoirs traditionnels dans tous les travaux de recherche scientifique et autres. Le document met en évidence cinq domaines sur lesquels devra se concentrer la recherche : le développement durable et la culture; le développement durable et la protection de l'environnement; la santé et le bien-être; la gestion des ressources naturelles; et les collectivités durables. Les stratégies de mise en œuvre comprennent des activités éducatives à l'intention des fonctionnaires du gouvernement, des collectivités, du système éducatif et des groupes d'Autochtones en vue de faire la promotion de la mise à contribution des collectivités, de l'éducation scientifique et du développement des capacités. Ce cadre stratégique a été élaboré par un comité gouvernemental incluant des représentantes et représentants des ministères provinciaux suivants : Affaires autochtones et Relations intergouvernementales; Éducation, Culture et Emploi; Environnement et Ressources naturelles; Santé et Services sociaux; Industrie, Tourisme et Investissement; Travaux publics; et Transports.
33. L'Alberta a un document décrivant l'élaboration et la mise en œuvre du programme d'études de la province, qui définit les buts de ce programme. Les premiers de ces buts évoquent tout particulièrement l'éducation en vue du développement durable :

- tenir compte des connaissances, des compétences et des attitudes dont les élèves de l'Alberta ont besoin pour être bien préparés à la poursuite de leur apprentissage et au monde du travail;
  - anticiper sur les besoins à venir et préparer cet avenir en tenant compte des changements et des développements dans la société, comme les tendances en matière d'emploi, la mondialisation, les progrès technologiques et la protection de l'environnement;
  - fournir aux apprenantes et apprenants les attitudes, les compétences et les connaissances qui leur permettront de devenir des citoyennes et citoyens engagés, actifs, informés et responsables;
  - favoriser la reconnaissance et le respect de l'identité individuelle et collective, qui sont des aspects essentiels dans une société pluraliste et démocratique
34. Les exemples de la présente section montrent comment les cadres stratégiques et autres documents de politique pour l'éducation des provinces et des territoires sont axés sur les concepts qu'on retrouve dans l'éducation en vue du développement durable ou incluent ces concepts, que ce soit en les citant délibérément ou parce que ce sont des qualités inhérentes de l'éducation qui est offerte. L'éducation en vue du développement durable peut être une approche globale touchant tous les aspects de l'éducation. Cependant, toutes les applications de l'éducation en vue du développement durable n'englobent pas nécessairement toutes ses composantes ou ne l'intègrent pas à tous les niveaux dans l'établissement ou le système éducatif concerné. Les chapitres suivants du rapport fournissent de multiples exemples de stratégies, d'ententes, de parties intéressées et de programmes illustrant la diversité de l'EDD au Canada et le fait qu'elle peut être perçue comme étant un concept inclusif pour l'éducation ou bien abordée par l'intermédiaire de ses différentes composantes en vue d'offrir des possibilités d'apprentissage et des occasions de faire bouger les choses sur le plan social.

## **Stratégie fédérale de développement durable pour le Canada**

35. Le gouvernement du Canada est en train de mettre en œuvre la *Loi fédérale sur le développement durable*, qui a été adoptée en juin 2008 et qui exige l'élaboration d'une stratégie fédérale de développement durable, en vue de renforcer les efforts faits par le gouvernement pour favoriser la durabilité de l'environnement et améliorer la transparence et la responsabilisation des parties concernées par ces efforts. Cette stratégie, qui concerne l'ensemble du gouvernement, présente un tableau intégré des mesures visant à assurer la durabilité de l'environnement; établit un lien entre la planification et la production de rapports en matière de développement durable et le système gouvernemental de planification et de production de rapports pour les dépenses de base; et établit des critères, des activités de surveillance et émet des

rapports efficaces pour faire le suivi des progrès et en rendre compte aux Canadiennes et Canadiens.

36. Le gouvernement a publié un document de consultation intitulé *Planifier un avenir durable – Stratégie fédérale de développement durable pour le Canada* en mars 2010 afin de permettre à la population canadienne de faire des commentaires sur le contenu et les priorités du plan. Les quatre thèmes — relever les défis des changements climatiques et de la qualité de l'air; maintenir la qualité et de la disponibilité de l'eau; protéger la nature; et réduire l'empreinte environnementale, en commençant par le gouvernement — sont accompagnés de buts, de cibles et de stratégies de mise en œuvre. Ces stratégies incluent des activités relevant de l'éducation non formelle et informelle, comme l'élaboration et la promotion d'outils de sensibilisation du grand public et de pratiques exemplaires en matière de protection de l'environnement, à l'aide de programmes d'information et d'outils de prise de décisions pour l'ensemble de la population canadienne sur des questions comme la qualité de l'eau et l'efficacité énergétique des véhicules, et pour le personnel du gouvernement fédéral sur les comportements permettant d'économiser de l'énergie.
37. Les cadres stratégiques qui ont été instaurés au Canada au cours des dernières années comprennent des groupes de travail provinciaux/territoriaux et pancanadiens, des documents des ministères de l'Éducation guidant l'intégration du développement durable dans l'éducation et une stratégie fédérale guidant les buts et les activités du gouvernement.

## **Le développement durable dans l'éducation formelle, non formelle et informelle**

38. Ce chapitre rend compte de nombreuses composantes cruciales de l'éducation en vue du développement durable — l'inclusion des thèmes principaux du développement durable dans l'éducation formelle, les stratégies de mise en œuvre de l'EDD, la présence d'approches institutionnelles globales de l'EDD, l'intégration de l'EDD dans des programmes d'évaluation de qualité, le développement durable dans l'apprentissage non formel et informel et la participation à l'EDD de multiples parties intéressées.

### **Aborder les thèmes principaux du développement durable dans l'éducation formelle**

39. Les multiples thèmes du développement durable figurent dans l'introduction du présent document. Les résultats d'apprentissage généraux des programmes éducatifs M-12 abordent souvent tout ou partie de ces thèmes, qui sont également intégrés dans diverses matières du programme d'études. Les méthodes d'enseignement et d'apprentissage et les résultats d'apprentissage peuvent également englober plusieurs

pratiques éducatives de nature plus active, critique ou participative, qui s'alignent sur les principes de l'EDD. L'enseignement postsecondaire offre également tout un éventail de programmes portant sur les principaux thèmes de l'éducation en vue du développement durable.

## Enseignement primaire et secondaire

40. Dans cette section, nous présentons les philosophies de l'éducation, les principaux apprentissages et les résultats d'apprentissage généraux afin d'indiquer dans quelle mesure les programmes d'études des provinces et des territoires s'alignent sur les concepts de l'EDD. Dans certains cas, nous suivons le fil de ces éléments d'ordre général pour aboutir à ceux d'une matière spécifique, afin de montrer le processus par lequel les principes généraux de l'apprentissage deviennent spécifiques. Nous fournirons plus d'exemples propres à certaines matières dans la prochaine section, qui concerne la mise en œuvre de l'éducation en vue du développement durable.
41. Au cours de la dernière décennie, le Québec s'est occupé de la restructuration de son programme d'études pour le primaire et le secondaire. Le processus a commencé aux niveaux les plus bas et s'est achevé, au niveau le plus élevé, en 2008. Le *Programme de formation de l'école québécoise* décrit les objectifs, les stratégies et le contenu de cette révision et se fonde sur des domaines généraux de formation portant sur les grands enjeux contemporains auxquels les jeunes sont confrontés au cours de leur vie. Ces domaines de formation correspondent aux thèmes principaux du développement durable :
- Santé et bien-être – comprend la conscience de soi et de ses besoins fondamentaux, la connaissance des conséquences de ses choix personnels sur sa santé et son bien-être, le mode de vie actif et les comportements sécuritaires et enfin la conscience des conséquences des choix collectifs sur le bien-être des individus.
  - Orientation et entrepreneuriat – porte sur la connaissance de soi, de son potentiel et de ses modes d'actualisation, l'appropriation des stratégies liées à un projet et la connaissance du monde du travail, des rôles sociaux, des professions et des métiers.
  - Environnement et consommation – met en relief la connaissance de l'environnement, l'utilisation responsable des biens et des services, la conscience des aspects sociaux, économiques et éthiques du mode de consommation et la construction d'un environnement viable dans une perspective de développement durable.
  - Médias – couvre le constat de la place et de l'influence des différents médias sur la vie quotidienne et dans la société, l'appréciation des représentations médiatiques de la réalité, l'appropriation des modalités de production de documents médiatiques et la connaissance et le respect des responsabilités et droits individuels et collectifs relativement aux médias.

- Vivre-ensemble et citoyenneté – englobe la valorisation des règles de vie en société et des institutions démocratiques, l’engagement, la coopération et la solidarité et enfin l’appropriation de la culture de la paix.
42. La justification et la philosophie du programme de l’Alberta pour les sciences humaines de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année fournissent un autre exemple d’intégration de bon nombre des composantes du développement durable dans l’ensemble du programme d’études. Le programme de sciences humaines est décrit comme étant un programme qui offre aux élèves des occasions de développer les attitudes, les compétences et les connaissances qui leur permettront de devenir des citoyennes et citoyens engagés, actifs, informés et responsables. Parmi les valeurs, les connaissances, les compétences et les processus décrits sous la forme de résultats d’apprentissage dans l’enseignement des sciences humaines, on retrouve bon nombre d’éléments qui correspondent à l’EDD pour ce qui est du contenu enseigné et des méthodes d’enseignement et d’apprentissage :
- reconnaître la valeur de la diversité, respecter la dignité et défendre l’égalité de tous les êtres humains;
  - faire preuve de compassion, d’équité et de justice sur le plan social;
  - montrer qu’on est conscient des limites de l’environnement naturel et de la nécessité de bien gérer les terres et qu’on comprend les principes du développement durable;
  - comprendre la diversité des traditions, des valeurs et des attitudes des Autochtones;
  - comprendre les problèmes et les contributions des peuples autochtones dans le monde contemporain dans des cadres urbains, ruraux, culturels et linguistiques;
  - comprendre le rôle des institutions sociales, politiques, économiques et juridiques pour ce qui est du bien-être individuel et collectif et de la viabilité de la société;
  - se livrer activement à des enquêtes et faire preuve d’esprit critique et de créativité dans la réflexion;
  - se livrer à un processus de résolution de problèmes et de résolution de conflits en ayant conscience des enjeux éthiques de la prise de décisions;
  - reconnaître les injustices qui se produisent dans les écoles, les collectivités, au Canada et dans le monde et adopter une attitude responsable en vue d’y remédier.
43. Le rapport annuel pour 2008-2009 du ministère de l’Éducation de la Saskatchewan met en relief ses activités d’élaboration du programme M-12, lequel englobe l’éducation environnementale, la préservation de l’environnement et le développement durable. Le gouvernement a révisé les programmes d’orientation, d’anglais, de santé et d’éducation physique, de sciences humaines, de mathématiques, de sciences et d’éducation artistique à différents niveaux, de façon à ce qu’ils abordent l’EDD en prêtant une

attention particulière à l'environnement, à l'économie et à la justice sociale. L'éducation environnementale se manifeste spécialement dans les buts, les résultats d'apprentissage et les indicateurs élaborés pour les nouveaux programmes de sciences et de sciences humaines.

44. Ces changements sont conformes aux programmes d'études révisés fondés sur les résultats d'apprentissage que la Saskatchewan a introduits en 2008, avec leurs domaines généraux d'apprentissage visant à produire des individus qui sont capables de poursuivre leur apprentissage à vie, qui ont conscience de leur propre personne et de la communauté et qui sont des citoyennes et citoyens engagés. Les compétences transdisciplinaires s'alignent sur l'apprentissage en matière de développement durable dans la mesure où elles développent la réflexion, l'identité et l'interdépendance, les différentes formes de littératie et la responsabilité sociale. À titre d'exemple, le programme révisé d'éducation artistique pour les niveaux allant de la 6<sup>e</sup> à la 9<sup>e</sup> année comprend un thème pour chaque niveau, avec des résultats d'apprentissage fondamentaux :

- En 6<sup>e</sup> année, le thème est l'identité et les élèves mettent en évidence les modes d'expression utilisés par les artistes des Premières nations, des Métis et des Inuits pour exprimer leur identité culturelle dans leurs œuvres contemporaines.
- En 7<sup>e</sup> année, le thème est la géographie et les élèves créent des œuvres de danse, de musique, de théâtre et d'arts visuels qui expriment des idées sur l'importance de la géographie, dans les relations avec la terre et avec les environnements urbains et ruraux, par exemple.
- En 8<sup>e</sup> année, le thème porte sur les problèmes de société et les élèves créent des œuvres de danse, de musique, de théâtre et d'arts visuels qui expriment les idées et les points de vue des élèves sur la pauvreté, le racisme, l'homophobie, le développement durable et les gangs.
- En 9<sup>e</sup> année, le thème est le passage à l'action et les élèves analysent le rôle des arts pour ce qui est de sensibiliser les gens et de susciter l'évolution de la société; ils appliquent cette analyse à leur réflexion sur leurs propres œuvres.

45. Les programmes du Manitoba ont tous en commun quatre domaines de compétences fondamentales et neuf éléments essentiels, qui sont ensuite développés dans les résultats d'apprentissage généraux et spécifiques pour chaque discipline. Le tableau ci-dessous présente les éléments essentiels pour tous les programmes et les résultats d'apprentissage pour les sciences humaines, en guise d'exemple illustrant le passage d'éléments essentiels à des résultats d'apprentissage spécifiques :

<b>Compétences fondamentales pour tous les programmes</b>	<b>Éléments essentiels pour tous les programmes d'études</b>	<b>Résultats d'apprentissage généraux pour les sciences humaines</b>	<b>Résultats d'apprentissage spécifiques pour les sciences humaines</b>
Technologie de l'information	Développement durable	Interdépendance planétaire	Compétences pour une citoyenneté démocratique active
Résolution de problèmes	Perspectives autochtones	Pouvoir et autorité	Compétences pour gérer les idées et les informations
Relations humaines	Apprentissage basé sur les ressources	Économie et ressources	Créativité et esprit critique dans la réflexion
Littératie et communication	Enseignement différencié	Identité, culture et communauté	Compétences en communication
	Égalité des sexes	La terre, les lieux et les gens	
	Liens avec les matières	Liens avec l'histoire	
	Représentations adaptées à l'âge		
	Diversité humaine		
	Lutte contre le racisme et les préjugés		

46. Pour faciliter la mise en œuvre de ces éléments à l'échelle de l'ensemble du programme d'études, le ministère de l'Éducation du Manitoba a mis sur pied un site Web pour l'éducation sur le développement durable. La fonction de ce site est d'aider le personnel enseignant du Manitoba à intégrer le développement durable — soit en tant que sujet à aborder dans l'apprentissage, soit en tant que sujet de discussion ou de débat, soit en tant qu'approche de l'apprentissage — dans ses activités en salle de classe. L'initiative sur l'EDD au Manitoba est liée à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable et s'appuie sur une vision des élèves en tant que décideurs éclairés et responsables, qui jouent un rôle actif en tant que citoyennes et citoyens du Canada et du monde et contribuent au bien-être social, environnemental et économique et à l'offre d'une qualité de vie équitable à toutes et à tous dès aujourd'hui et à l'avenir. Le Manitoba est en train d'intégrer l'EDD dans le programme d'études M-12 avec des résultats d'apprentissage spécifiques définis en sciences, en sciences humaines, en santé et en éducation physique, ainsi que l'élaboration de nouveaux



programmes et l'analyse des programmes existants, y compris dans l'enseignement technique et professionnel, pour déterminer si on peut y introduire les concepts du DD.

47. En 2008, les provinces de l'Atlantique (c'est-à-dire le Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve-et-Labrador, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard) ont révisé leur programme de sciences pour la 5<sup>e</sup> et la 6<sup>e</sup> année. Le but des études scientifiques dans les provinces de l'Atlantique est de développer la « littératie scientifique », qui est décrite comme étant la combinaison en évolution constante des attitudes, des compétences et des connaissances se rapportant aux sciences dont les élèves ont besoin pour développer leurs capacités en recherche, en résolution de problèmes et en prise de décisions, pour devenir des apprenantes et apprenants à vie et pour conserver la capacité de s'émerveiller devant le monde qui les entoure.
48. Le programme de sciences des provinces de l'Atlantique se fonde sur des résultats d'apprentissage transdisciplinaires, qui sont les connaissances, les compétences et les attitudes que tous les élèves sont censés avoir à la fin de leurs études secondaires. Certains de ces résultats d'apprentissage transdisciplinaires correspondent aux principes de l'EDD :
- Le civisme : les diplômées et diplômés seront en mesure d'apprécier, dans un contexte local et mondial, l'interdépendance sociale, culturelle, économique et environnementale.
  - La communication : les diplômés et diplômées seront capables de comprendre, de parler, de lire et d'écrire une langue (ou plus d'une), d'utiliser des concepts et des symboles mathématiques et scientifiques afin de penser logiquement, d'apprendre et de communiquer efficacement.
  - Le développement personnel : les diplômés et diplômées seront en mesure de poursuivre leur apprentissage et de mener une vie active et saine.
  - La résolution de problèmes : les diplômés et diplômées seront capables d'utiliser les stratégies et les méthodes nécessaires à la résolution d'une grande variété de problèmes, y compris les stratégies et les méthodes relatives aux concepts liés au langage, aux mathématiques et aux sciences.
49. Dans les provinces de l'Atlantique, les résultats d'apprentissage généraux du programme d'études qui relie ces apprentissages essentiels au programme de sciences sont les domaines des sciences, de la technologie, de la société et de l'environnement, dans lesquels les élèves apprennent à comprendre la nature des sciences et de la technologie et les contextes sociaux et environnementaux dans lesquels elles s'inscrivent. Dans le programme de sciences de 5<sup>e</sup> et de 6<sup>e</sup> année, on définit ensuite les résultats d'apprentissage spécifiques de la matière. Parmi ces résultats d'apprentissage spécifiques, on retrouve les concepts de protection de l'environnement et de sens des responsabilités vis-à-vis du bien-être des autres, des êtres vivants et de l'environnement.

50. La Nouvelle-Écosse a défini des résultats d'apprentissage pour les programmes de diverses matières qui se rapportent à l'éducation en vue du développement durable et a évalué des ressources axées sur l'EDD. Bon nombre de ces ressources ont pu ainsi être ajoutées à la *Liste des ressources autorisées* approuvée par la province.
51. Nous avons plus haut fait référence à la politique d'éducation environnementale pour les écoles de l'Ontario, intitulée *Préparons l'avenir dès aujourd'hui*. Pour faciliter la réalisation des buts définis dans ce document, le ministère de l'Éducation est en train d'intégrer les attentes et contenus d'apprentissage en éducation environnementale à tous les niveaux et dans toutes les matières du programme d'études de l'Ontario. Il produit un document annuel sur la portée des attentes et leur organisation en séquence, qui indique quand et où les diverses matières peuvent incorporer l'éducation environnementale, de façon à couvrir toutes les matières à l'école primaire et à l'école secondaire. À titre d'exemple, dans le programme d'affaires et de commerce en 9<sup>e</sup> et en 10<sup>e</sup> année, les élèves peuvent montrer qu'ils comprennent l'éthique et la responsabilité sociale dans les affaires et expliquer les pratiques controversées dans les affaires d'un point de vue local, national et international. Le cours d'orientation de 10<sup>e</sup> année examine les enjeux en milieu de travail tels que les droits et responsabilités des employeurs et des employées et employés. Dans les programmes de sciences et de technologie de la 1<sup>re</sup> à la 12<sup>e</sup> année, on établit des liens entre le domaine des sciences et de la technologie et la société et l'environnement dans le cadre des attentes spécifiques définies à chaque niveau et pour chaque cours. À titre d'exemple, dans le programme-cadre de sciences et de technologie de 5<sup>e</sup> année, les élèves peuvent analyser les conséquences à long terme sur la société et sur l'environnement des utilisations que font les êtres humains des sources d'énergie et des ressources naturelles et suggérer des approches pour réduire ces effets. Deux nouveaux cours de sciences de l'environnement de 11<sup>e</sup> année permettent aux élèves d'étudier le sujet de façon approfondie et c'est également le cas dans les cours sur l'environnement et la gestion des ressources en 12<sup>e</sup> année. En outre, l'environnement est un concept fondamental qui sous-tend l'ensemble des cours de la 9<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année en études canadiennes et mondiales.
52. Les organisations non gouvernementales se sont également efforcées d'intégrer l'EDD dans le programme du primaire et du secondaire. L'organisation non gouvernementale L'éducation au service de la Terre, mentionnée plus haut, a mis sur pied une Initiative de révision de programmes d'enseignement sur le développement durable au Canada, qui identifie ce qui devrait être inclus dans le programme d'études formel ainsi que les approches pédagogiques les plus appropriées pour l'apprentissage de douze thèmes d'action clés, sélectionnés parmi les thèmes de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable. Cette initiative vise à informer les éducatrices et éducateurs sur les concepts, les outils, les habiletés et les valeurs pour apporter l'EDD aux salles de classe. L'organisation a élaboré des documents pour cinq des 12 thèmes : l'eau, les changements climatiques, les écosystèmes, l'énergie et la biodiversité, avec pour chacun le contexte et une description de la thématique, des

notes pour les conceptrices et concepteurs de programmes d'études, des programmes d'éducation exemplaires pour différents niveaux scolaires et des tableaux de progression des apprentissages.

53. Certains travaux de recherche récents ont examiné le niveau des élèves dans différents domaines de l'EDD et les sources de leur apprentissage. Le rapport de 2009 sur le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de 2006, entrepris par l'Organisation de coopération et de développement économiques, s'est penché sur le niveau des élèves de 15 ans en sciences environnementales et en géosciences. Plus de 90 p. 100 des élèves du Canada présentent au moins des compétences de base en sciences environnementales, ce qui les situe parmi les meilleurs résultats sur les 57 pays concernés par l'étude. En outre, 26 p. 100 des élèves canadiens âgés de 15 ans ont un score se situant au niveau A, qui est le niveau de maîtrise le plus élevé, ce qui les place là encore parmi les meilleurs scores à l'échelle internationale. Pour ce qui est de la sensibilisation des élèves, plus de 90 p. 100 des élèves âgés de 15 ans disent être plus ou moins familiers avec les sujets suivants : la pollution atmosphérique, les pénuries d'énergie, l'extinction des plantes et des animaux, le défrichage des forêts pour d'autres utilisations des terres et les pénuries d'eau.
54. Le niveau de responsabilité des élèves vis-à-vis de ces facteurs tels qu'ils l'expriment eux-mêmes se situe entre 76 p. 100 pour les pénuries d'eau et 93 p. 100 pour la pollution atmosphérique. Pour chacune de ces questions, les élèves disent qu'ils n'ont que peu d'espoir que la situation s'améliore au cours des 20 prochaines années — avec entre 10 et 17 p. 100 seulement d'élèves qui disent être assez optimistes, selon la question concernée. La principale source d'informations des élèves sur l'environnement est l'école; les médias, le réseau Internet, les livres, la famille et les amis étant les autres sources. Près de 30 p. 100 des élèves disent que leur école offre un cours sur des sujets en rapport avec l'environnement et 98 p. 100 disent que les questions environnementales sont abordées dans le cadre du cours de sciences naturelles, 72 p. 100 dans le cadre du cours de géographie et 62 p. 100 dans le cadre d'un autre cours.
55. Les exemples de ce chapitre soulignent combien les thèmes du développement durable sont bien intégrés partout dans le programme d'études, en commençant par le niveau général des grands domaines de formation ou des résultats d'apprentissage généraux et en se propageant ensuite à tous les autres niveaux dans la planification et le contenu des programmes, pour finir par apparaître dans les résultats d'apprentissage spécifiques des matières.

## **Enseignement postsecondaire**

56. Les thèmes du développement durable figurent également en bonne place dans l'enseignement postsecondaire, même s'ils sont plus difficiles à repérer, parce que chaque établissement élabore ses propres programmes. L'Association des collègues

communautaires du Canada a dressé une liste non exhaustive dans le cadre de recherches informelles, qui montre qu'il y a plus de 100 programmes qui comportent un thème relatif à l'environnement, offerts dans près de 60 établissements et collèges membres de l'association. Ces programmes ont des titres comme « Études environnementales appliquées », « Technologie environnementale », « Sciences de l'environnement et de la conservation » et « Conservation et régénération de l'environnement ». Voici quelques exemples de ces programmes :

- Le Collège Lethbridge de l'Alberta offre un programme d'études appliquées de quatre ans sur l'application des lois sur la conservation de l'environnement, qui fournit aux étudiantes et étudiants les outils nécessaires pour gérer les questions relatives aux animaux sauvages qui posent problème, pour enquêter sur les infractions et pour faire exécuter les lois sur les ressources, afin de prévenir l'exploitation illégale des terres, de la faune et des ressources de la pêche.
  - Le Collège Cambrian a un centre sur l'énergie durable dans lequel les étudiantes et étudiants du programme de technologie des systèmes énergétiques peuvent surveiller l'équipement et les matériaux de construction, la consommation d'énergie, la facilité d'installation, les facultés de récupération et le coût.
  - Les étudiantes et étudiants du programme *Sustainable Building Design and Construction* (conception et construction de bâtiments durables) du Collège Fleming en Ontario ont construit un centre des arts de la scène à partir de matériaux de construction durables et recyclables.
57. Il y a également quelques programmes en gestion, en résolution de conflit et en consolidation de la paix, et enfin en développement économique communautaire. Le *Mir Centre for Peace Studies in Canada* (centre d'études sur la paix au Canada) du Collège Selkirk en Colombie-Britannique offre des programmes qui combinent des cours en sciences humaines, sciences sociales et en sciences et un cours de base en études sur la paix et en résolution de conflits. L'un des programmes se concentre sur la paix et l'environnement et l'autre sur la paix dans un contexte culturel et international.
58. Au Québec, le Cégep de Saint-Hyacinthe et l'Association québécoise pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement ont entrepris des recherches en vue de dresser un inventaire des activités pédagogiques se rapportant à l'environnement dans tous les cégeps. Cet inventaire a recueilli les réponses de 430 formatrices et formateurs dans 40 établissements publics et privés et fournit des descriptions détaillées de nombreux cours.
59. Le Collège Boréal, qui est le collège communautaire francophone pour les régions du Nord et du Centre/Sud-Ouest de l'Ontario, offre un certain nombre de programmes dans la catégorie « Environnement et développement durable » qui sont propres à cet établissement. Il offre des programmes de deux ou trois ans en foresterie, en gestion de la pêche et de la faune et en chimie environnementale.

60. La base de données des programmes de l'Association des universités et collèges du Canada dresse la liste des programmes menant à un grade, à un diplôme ou à un certificat offerts en français et en anglais par les établissements membres de l'association partout au Canada. Voici un échantillon des domaines susceptibles d'être reliés au développement durable, avec le nombre de programmes offerts dans chacun :

- design et architecture environnementaux – 9
- biologie environnementale – 20
- toxicologie environnementale – 11
- écologie – 32
- génie de l'environnement et génie de la salubrité de l'environnement – 85
- diversité interculturelle/multiculturelle – 16
- santé environnementale – 11
- bioéthique et éthique de la médecine – 11

61. Il existe des initiatives basées dans des universités spécifiques qui illustrent la façon dont le développement durable est intégré dans les programmes offerts à ce niveau partout au Canada :

- L'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario de l'Université de Toronto offre un programme menant à un certificat et un programme de cycle supérieur en éducation des adultes et en développement communautaire, avec des cours en éducation des adultes pour le développement durable.
- L'Université McMaster de Hamilton, en Ontario, a mis sur pied un *Centre for Peace Studies* (centre d'études sur la paix) qui offre des cours de premier cycle universitaire. Ce centre est étroitement lié aux sciences de la santé et se spécialise en recherche et en application de méthodes de consolidation de la paix par l'entremise d'initiatives dans le domaine de la santé.
- Le *Coady International Institute* (institut international Coady) de la Nouvelle-Écosse se concentre sur le développement communautaire. Son programme de 19 semaines en leadership sur le développement offre un cadre stratégique pour le développement juste et durable, qui se fonde sur une approche participative et holistique basée dans la communauté.
- L'Université Dalhousie de la Nouvelle-Écosse a lancé en 2009 un *College of Sustainability* (collège du développement durable), qui offre un programme interdisciplinaire sur l'environnement, le développement durable et la société. Ce programme comprend des cours de résolution de problèmes dans le cadre d'activités d'apprentissage par l'expérience à l'université et dans la communauté.
- L'Université de l'Alberta est en train de mettre au point un programme de deuxième cycle menant à un diplôme en éducation environnementale et en développement durable.

- À l'automne 2011, l'Université de Winnipeg, au Manitoba, va offrir un nouveau programme de cycle supérieur en pratiques de développement qui se concentrera sur le développement des communautés autochtones, en partenariat avec la Fondation MacArthur. Ce programme comprendra un volet pratique sur le terrain.
  - À l'Université de Moncton, université francophone du Nouveau-Brunswick, le Groupe littoral et vie au sein de la faculté des sciences de l'éducation intègre l'éducation en vue du développement durable dans ses interactions avec le personnel enseignant, les étudiantes et étudiants et les collectivités. Ce groupe a créé des stratégies pédagogiques efficaces utilisables aussi bien auprès des adultes que des enfants et a entrepris des recherches sur l'interaction des gens avec leurs environnements, les mesures pour encourager les individus et les collectivités à passer à l'action et l'impact de ces interventions.
62. Même s'il y a de nombreux programmes du postsecondaire qui portent sur les aspects environnementaux, sociaux et économiques du développement durable, la structure des disciplines et des diplômes fait qu'il est extrêmement difficile d'adopter une approche plus intégrée de l'éducation en vue du développement durable.

### **Stratégies de mise en œuvre de l'éducation en vue du développement durable**

63. Le questionnaire de la CEE-ONU explore la façon dont l'EDD est intégrée dans le programme d'études, que ce soit dans le cadre de cours existants, d'approches transdisciplinaires, de programmes spécifiques ou de cours isolés. Dans les instances du Canada, on utilise bon nombre de ces approches pour intégrer l'EDD dans la salle de classe.
64. On retrouve les concepts et les résultats d'apprentissage du développement durable dans bon nombre de programmes du ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique, avec quatre cours qui se concentrent tout particulièrement sur les questions relatives au développement durable. Ces cours ont bon nombre de sujets et de résultats d'apprentissage semblables. Le ministère de l'Éducation a élaboré, à partir de ces points communs, un document intitulé *Sustainability Course Content: A Curriculum Framework* (contenu des cours sur le développement durable : cadre stratégique pour le programme d'études) avec sept modules qu'on peut utiliser individuellement en les adaptant pour les intégrer dans des cours existants ou en en faisant des cours complets. Pour chacun de ces modules, le document définit les sujets et les résultats d'apprentissage et fournit une liste complète de ressources pédagogiques. Les sept modules couvrent les domaines suivants :
- introduction au développement durable;
  - éthique environnementale et développement social;
  - écologie et nature;

- difficultés environnementales et solutions durables;
  - design et transports durables;
  - trouver l'équilibre entre l'écologie et l'économie;
  - actions durables.
65. Depuis 2009, tous les programmes de langue anglaise élaborés par le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance de l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.) intègrent l'éducation en vue du développement durable dans le contexte de l'enseignement et de l'apprentissage. À titre d'exemple, le programme de sciences appliquées 701A invite les élèves à se livrer à un projet sur l'énergie qui favorise leur apprentissage du point de vue social, environnemental et économique et leur permet d'explorer les liens de corrélation et d'interdépendance entre ces thèmes. Les résultats d'apprentissage visés à la fin de la 12<sup>e</sup> année comprennent une responsabilité personnelle et commune concernant le maintien de la durabilité de l'environnement, la capacité d'anticiper les conséquences de mesures qu'on se propose de prendre sur le plan personnel, social et environnemental et le désir de passer à l'action pour maintenir la durabilité de l'environnement.
66. D'autres programmes de l'Î.-P.-É. mettent l'accent sur d'autres aspects de l'EDD. En éducation artistique, on se concentre, dans l'EDD, sur la défense de l'équité, en valorisant, en appréciant et en acceptant la nature diverse multiculturelle et multiraciale de la société, mais aussi en favorisant la sensibilisation des élèves aux formes individuelles et systémiques de discrimination et en les conduisant à en faire une analyse critique. Dans le programme de géographie 521A, sous le résultat d'apprentissage général « Citoyenneté, pouvoir et gouvernement », on aide les élèves à analyser les facteurs influençant les mouvements et les lieux où s'installent les êtres humains et le développement dans les régions.
67. Le programme éducatif du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec offre des études en sciences humaines pour le deuxième cycle du secondaire et comprend un programme « Histoire et éducation à la citoyenneté » et un programme « Monde contemporain ». Les documents du programme « Histoire et éducation à la citoyenneté » montrent que les questions de développement durable se situent au cœur de l'apprentissage. Le programme « Monde contemporain » est axé sur le développement de deux compétences : interpréter un problème du monde contemporain et prendre position sur un enjeu du monde contemporain. Le contenu du programme s'articule sur cinq thèmes qui font partie intégrante du développement durable. Pour chacun de ces thèmes, les élèves peuvent choisir entre deux enjeux sur lesquels ils doivent prendre position personnellement :
- Le thème « Population » propose la gestion de l'expansion urbaine ou la migration et le monde du travail.

- Le thème « Tension et conflits » propose l'application de principes d'assistance humanitaire ou l'intérêt des intervenants *versus* l'intérêt des populations.
  - Le thème « Environnement » propose l'utilisation et la consommation des ressources ou l'harmonisation des normes environnementales
  - Le thème « Pouvoir » propose la capacité d'action des États ou la souveraineté des États et les regroupements économiques ou politiques.
  - Le thème « Richesse » propose l'équilibre entre justice sociale et développement économique ou le contrôle des ressources.
68. Pour donner un dernier exemple de stratégies de mise en œuvre de l'éducation en vue du développement durable dans le programme de formation du Québec, l'enseignante ou enseignant est en mesure d'enseigner les sciences environnementales de plusieurs façons : l'enseignante ou enseignant peut par exemple se concentrer sur le contenu, en vue d'aider les élèves à acquérir des connaissances sur l'environnement; il s'agit alors d'une éducation sur l'environnement. Si l'environnement fait office de ressource pédagogique pour l'enseignement des sciences et de la technologie, alors on a une éducation utilisant l'environnement. L'éducation pour l'environnement se concentre sur la résolution de problèmes et la prévention des problèmes environnementaux et l'éducation dans l'environnement se sert de l'environnement pour définir l'apprentissage en utilisant les environs de l'école ou le contexte biophysique ou social.
69. Le Yukon offre certains cours spécifiques adoptant des approches transdisciplinaires et axées sur le développement durable. Le cours de sciences expérientielles de 11<sup>e</sup> année combine des cours de biologie, de géographie, de sciences forestières, de chimie, d'éducation artistique et de méthodes expérimentales enseignés dans le cadre de divers thèmes tournant généralement autour de la gestion des ressources. Le programme *ACES : Achievement, Challenge, Environment, Service* (ACES : accomplissement, défi, environnement, service) offre des activités motivantes qui aident les élèves à se développer sur le plan intellectuel, physique, social, affectif et culturel, de façon à devenir des citoyennes et citoyens responsables. Le programme ACES a entre autres objectifs celui d'assurer le développement continu chez les élèves des attitudes, des compétences et des connaissances suivantes :
- attitude responsable vis-à-vis de l'apprentissage, des échanges, de la coopération et des enquêtes;
  - attitude responsable vis-à-vis d'eux-mêmes, de leur comportement, de leur condition physique et de leurs attitudes personnelles;
  - attitude responsable vis-à-vis de leur rôle dans la société;
  - connaissance et appréciation de l'environnement naturel au Yukon, au Canada et dans le monde;
  - meilleure compréhension des questions de gestion des ressources au Yukon, au Canada et dans le monde;
  - compétences en leadership, en travail en équipe et en conscience collective.



70. Le document *Program of Studies for Newfoundland and Labrador* (programme d'études pour Terre-Neuve-et-Labrador) présente de nombreux exemples pour introduire les questions de développement durable dans les cours existants. On met en place les bases au premier cycle du primaire (de la 1<sup>re</sup> à la 3<sup>e</sup> année), où l'éducation physique, par exemple, aide les élèves à comprendre le contexte social et environnemental dans lequel ils vivent, à acquérir des stratégies personnelles pour vivre en harmonie dans ce contexte et à adopter une attitude appropriée vis-à-vis du changement lorsque cela est nécessaire. Au deuxième cycle du primaire (de la 4<sup>e</sup> à la 6<sup>e</sup> année), les sciences mettent l'accent sur l'acquisition d'une compréhension des liens entre les sciences, la technologie, la société et l'environnement. Cette approche se poursuit tout au long du programme d'études en sciences, de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année.
71. Au niveau intermédiaire (de la 7<sup>e</sup> à la 9<sup>e</sup> année) de la province de Terre-Neuve-et-Labrador, le programme de santé est organisé selon les axes suivants : bien-être environnemental et social; sexualité humaine; réseau de relations; tabagisme, alcool et drogues; vie active; nutrition; et santé environnementale et sécurité. Au deuxième cycle du secondaire (de la 10<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année), le programme d'études sur la consommation examine l'opposition entre besoins et désirs, les méthodes d'achat efficaces pour les consommateurs et la conscience sociale des entreprises. Le cours d'études religieuses examine diverses approches de nombreuses religions différentes vis-à-vis des questions éthiques auxquelles est confrontée l'humanité : moralité et éthique; sexualité et rôles des sexes; la création et l'environnement; la paix et la sécurité; et la tolérance et la bienveillance. Le programme d'un cours de sciences conçu spécifiquement pour l'éducation des adultes, intitulé *A Global View of Ecosystem Sustainability and Weather* (vision globale de la durabilité des écosystèmes et de la météorologie), examine le développement durable et son application aux écosystèmes. Le cours du secondaire en sciences de l'environnement se sert du développement durable pour aborder divers enjeux sociaux et environnementaux, de façon à permettre aux élèves d'acquérir les connaissances, les compétences, les attitudes et les perspectives nécessaires pour relever les défis du développement durable. Ce cours est fortement apparenté aux objectifs de la DEDD de l'ONU.
72. On trouve dans le programme d'études de la Saskatchewan une approche transdisciplinaire du développement durable. Dans les sciences humaines de la 6<sup>e</sup> à la 9<sup>e</sup> année, le but général défini est que les élèves se fassent une idée de leur rôle de participantes et participants actifs et de citoyennes et citoyens dans un monde favorisant l'intégration, culturellement divers et interdépendant. Pour cela, le programme définit des buts qui mentionnent les diverses disciplines concernées :
- Le but « Interactions et interdépendance » englobe l'anthropologie, l'archéologie, la philosophie, la psychologie et la sociologie.

- Le but « Relations dynamiques » combine l’histoire et la géographie pour analyser les relations dynamiques entre les gens et la terre, les environnements, les événements et les idées.
- Le but « Pouvoir et autorité » inclut les sciences politiques et le droit.
- Le but « Ressources et richesse », qui examine diverses visions du monde en ce qui a trait à l’utilisation et à la répartition des ressources et des richesses par rapport aux besoins des individus, des collectivités, des nations et de l’environnement naturel, fait intervenir l’économie et les études environnementales.

L’enseignement et l’apprentissage se fondent sur l’exploration, et le programme précise que l’éducation pour le développement durable et l’éducation sur le développement durable touchent tous les cours de sciences humaines de 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> année, selon un axe général qui inclut les aspects environnementaux, économiques et sociaux du développement durable.

73. Le ministère de l’Éducation du Manitoba a mis en œuvre de multiples stratégies pour l’éducation en vue du développement durable. Parmi ces stratégies figurent des tableaux de corrélation avec le développement durable sur les résultats d’apprentissage des élèves. Dans ces tableaux, le ministère de l’Éducation a fait l’analyse du programme de la maternelle à la 10<sup>e</sup> année et a organisé par niveau les résultats d’apprentissage en sciences humaines, en sciences et en éducation physique et éducation à la santé qui sont liés aux priorités du Manitoba pour le développement durable. En plus de l’intégration de l’EDD dans le programme d’études, le ministère de l’Éducation est en train de refondre son cours de 12<sup>e</sup> année sur les enjeux mondiaux pour en faire un cours « Citoyens du monde et développement durable », qui mettra fortement l’emphase sur le développement durable.
74. Dans les brochures préparées par le ministère de l’Éducation du Manitoba pour les parents d’élèves, figurent des illustrations de l’intégration de l’EDD dans toutes les matières du programme et des efforts faits pour aller au-delà de la salle de classe et toucher également les élèves et leur famille à domicile. Ces brochures expliquent l’intégration qui est faite des thèmes de l’EDD dans chaque matière à chaque niveau, en mettant l’accent sur les sciences humaines, les sciences et l’éducation physique et l’éducation à la santé. D’après ces brochures, de la maternelle à la 4<sup>e</sup> année, les thèmes globaux de l’EDD sont les suivants :
- le respect et le souci des autres personnes dans leur milieu de vie local et ailleurs dans le monde;
  - le souci de toutes les choses vivantes dans l’environnement. Ainsi, les élèves apprendront que la survie des humains dépend de leur environnement.

Les thèmes développés de la 5<sup>e</sup> à la 10<sup>e</sup> année sont les suivants :

- prendre des décisions grâce auxquelles ils pourront mieux comprendre et mieux gérer leur environnement;
- acquérir les connaissances, les habiletés et les valeurs qui les inciteront à prendre soin de leur collectivité et à participer aux activités qui s’y déroulent;
- élaborer un plan d’action afin de promouvoir l’activité physique et des habitudes de vie saines.

75. Si l’on examine le programme du secteur francophone du ministère de l’Éducation du Nouveau-Brunswick, on constate qu’il comprend diverses approches des questions relatives à l’EDD. Les résultats d’apprentissage se rapportant à la santé personnelle et aux droits de la personne démontrent la progression des élèves au fil des années d’étude :

<b>De la maternelle à la 2<sup>e</sup> année</b>	<b>De la 3<sup>e</sup> à la 5<sup>e</sup> année</b>	<b>De la 6<sup>e</sup> à la 8<sup>e</sup> année</b>	<b>De la 9<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année</b>
<b>Santé personnelle</b>			
Reconnaître l’importance de développer des habitudes de vie saines et actives	Expliquer les bienfaits associés au développement d’habitudes de vie saines et actives	Développer des habitudes de vie saines et actives	Valoriser et pratiquer de façon autonome des habitudes de vie saines et actives
<b>Droits de la personne</b>			
Faire preuve de respect, de politesse et de collaboration dans la classe et dans l’environnement immédiat des élèves	Démontrer des habiletés favorisant le respect, la politesse et la collaboration au sein de divers groupes	Élaborer des stratégies permettant aux élèves de s’acquitter de leurs responsabilités au sein de divers groupes	Évaluer et analyser les rôles et les responsabilités des élèves au sein de divers groupes et réajuster leurs stratégies visant à améliorer leur efficacité et leur participation

76. Le programme de sciences de l’environnement du secteur francophone au Nouveau-Brunswick pour le deuxième cycle du secondaire situe les sciences dans les dimensions humaine, sociale, culturelle et éthique et les relie à la responsabilité individuelle et collective vis-à-vis de l’environnement. Les thèmes du cours comprennent : équilibre et écosphère; sol et végétation; eau et écosystèmes aquatiques; air et pollution atmosphérique; et énergie.

77. En Nouvelle-Écosse, on a préparé une ressource transdisciplinaire intitulée *Energy and Me* (l'énergie et moi) axée sur l'éducation en vue du développement durable pour les élèves de 2<sup>e</sup> et de 3<sup>e</sup> année, qui est utilisée dans les écoles de la province.
78. Les provinces et les territoires mettent en œuvre les concepts du développement durable dans le programme d'études sous la forme d'éléments essentiels des cours fondamentaux, de cours séparés, de stratégies et d'éléments de contenu qui peuvent être introduits dans n'importe quelle matière et à n'importe quel niveau, de résultats d'apprentissage qu'on développe davantage à mesure que les élèves progressent dans leur scolarité, d'éléments de contenu transdisciplinaires et d'éléments de contenu et d'approches pédagogiques touchant tous les aspects du programme d'études, de l'enseignement et de l'apprentissage.

### **Approche institutionnelle globale**

79. Le point suivant dans le questionnaire de la CEE-ONU concerne la question de savoir si les institutions éducatives ont adopté une approche du développement durable qui englobe toute l'institution — non seulement l'enseignement et l'apprentissage, mais aussi l'infrastructure et les pratiques au sein de l'institution.
80. L'Institut international du développement durable (IIDD) est un institut de recherche sur les politiques basé au Canada qui effectue des recherches sur le développement durable. Il est en train d'explorer, en partenariat avec le ministère de l'Éducation du Manitoba, le rôle des politiques d'éducation en vue du développement durable pour ce qui est d'amener les institutions à renforcer leur apprentissage sur le développement durable et à améliorer leurs habitudes de vie. L'IIDD a une banque appelée *Sustainable School and Campus Policy Bank* (banque de stratégies durables pour l'école et le campus) qui fournit des modèles de politiques aux établissements d'enseignement de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année et au niveau postsecondaire. Cette base de données est organisée selon des rubriques comme « programme d'études », « gestion de l'énergie », « gestion écologique des installations et des propriétés », « gestion des produits chimiques et des matières dangereuses », « achats et approvisionnement », « gestion des déchets et recyclage », « transports » et « éducation pour l'environnement et en vue du développement durable ». Elle fournit le contexte, l'engagement et les lignes directrices pour les mesures durables que prennent les institutions et les cadres stratégiques pour faire un suivi du rendement des activités et des résultats obtenus.
81. En 2008, l'Institut international du développement durable, ayant constaté que les activités en développement durable dans les conseils scolaires et dans les écoles étaient quelque chose de relativement nouveau, a publié le document intitulé *Environment and Sustainable Development Policy Development in K-12 Schools in Manitoba and Canada: An Initial Exploration* (élaboration de politiques sur l'environnement et le développement durable dans les écoles M-12 au Manitoba et au Canada : première exploration).

82. Le ministère de l'Éducation du Manitoba a mis sur pied en 2009 le programme « Écoles éco-globe », conçu pour souligner les réalisations des écoles qui participent à diverses activités de promotion et d'intégration de l'EDD et pour faciliter l'échange d'idées et de pratiques novatrices. Il existe trois niveaux de participation : « Sensibilisation », niveau auquel la communauté scolaire fait preuve de sensibilisation générale en matière de principes et de pratiques de durabilité; « Action », niveau caractérisé par un engagement de la communauté scolaire à diverses pratiques continues axées sur la durabilité; et « Transformation », niveau démontrant une culture d'école transformée par un engagement continu aux principes et aux pratiques d'EDD.
83. Le ministère de l'Éducation du Manitoba et Manitoba Hydro offrent des subventions pour l'éducation en vue du développement durable, qui couvrent des dépenses comme les activités paraprofessionnelles pour les enseignantes et enseignants, le perfectionnement professionnel et les ressources didactiques et pédagogiques. Parmi les récipiendaires des subventions en 2010, on trouve des projets d'« écologisation » des écoles et des terrains, d'écologie et d'éducation en plein air. Les divisions scolaires reçoivent également des subventions en vue d'incorporer l'EDD dans tous les aspects de leurs activités et de celles de leurs écoles, du fonctionnement et des programmes.
84. L'Institut international du développement durable, mentionné plus haut, a préparé, avec le soutien du gouvernement du Manitoba, un document intitulé *Sustainability Policies at the School Division Level in Manitoba: The Status of Policy Development and Its Relationship to Actions in the School* (politiques en développement durable au niveau des divisions scolaires au Manitoba : l'élaboration des politiques et ses liens avec les mesures instaurées dans l'école). Ce rapport examine la situation relative à l'élaboration de politiques et de mesures et fait des recommandations en vue d'en améliorer leur coordination et efficacité. En réponse à l'une de ces recommandations, le ministère de l'Éducation du Manitoba est en train d'élaborer, en collaboration avec des représentantes et représentants des divisions scolaires, un cadre stratégique qui inclurait des politiques, des recommandations, des ressources et des outils pour les divisions en vue d'aider les écoles individuellement à planifier et à adopter des mesures axées sur la durabilité.
85. Le gouvernement de la Colombie-Britannique est en train de s'efforcer d'arriver à la carboneutralité en 2010 et le ministère de l'Éducation apporte son aide à la réalisation de ce but dans son fonctionnement et dans ses activités éducatives dans les districts scolaires. La *Climate Action Charter* (charte d'action climatique) a été signée par l'ensemble des 60 conseils scolaires de la province. En échange de leur engagement à prendre des mesures de réduction des émissions dans leur fonctionnement et dans les transports et de l'offre d'options éducatives aux élèves, en partenariat avec les parents, afin de promouvoir le développement durable et le passage à l'action face au changement climatique à l'école et à la maison, les conseils scolaires se voient

rembourser chaque année le total de la taxe carbone qu'ils ont versée l'année précédente.

86. D'autres initiatives écologiques en Colombie-Britannique se concentrent sur le soutien aux enseignantes et enseignants et aux élèves, le développement des communautés scolaires et l'amélioration des infrastructures scolaires et des systèmes de transport. Pour sensibiliser davantage les élèves et les pousser à l'action dans le domaine du développement durable, la province organise une compétition provinciale appelée *BC Green Games* (jeux écologiques de la Colombie-Britannique), qui motive les élèves à agir dans le domaine environnemental, facilite l'échange d'idées et récompense et célèbre les écoles pour leurs efforts sur le plan écologique. Afin d'encourager les écoles à prendre des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre et à utiliser de façon sage les ressources, le gouvernement a préparé un document intitulé *Sustainable Schools Best Practice Guide* (guide des pratiques exemplaires dans les écoles durables). Ce document décrit certaines pratiques exemplaires sur le plan écologique, dans des domaines comme l'énergie, les déchets, l'eau, les terrains des écoles et les transports.
87. Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec a publié son *Plan d'action de développement durable 2008-2012*, qui correspond au plan d'action adopté pour l'ensemble du gouvernement. Les principales activités du ministère sont les suivantes :
- mettre en œuvre des activités contribuant à la réalisation du Plan gouvernemental de sensibilisation et de formation des catégories de personnel de l'administration publique;
  - faire connaître des comportements responsables en matière de développement durable;
  - soutenir les programmes et la conception d'outils pour améliorer la santé, la sécurité et l'environnement;
  - adopter des pratiques et réaliser des activités contribuant à la mise en œuvre des dispositions de la Politique pour un gouvernement écoresponsable;
  - mettre en œuvre les dispositions du plan d'action gouvernemental pour l'accompagnement des acteurs des réseaux des établissements d'enseignement qui soutiennent le dynamisme territorial;
  - maintenir la contribution financière du ministère et offrir son expertise dans des programmes de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
  - mettre à la disposition de la population des services éducatifs appropriés pour augmenter la scolarité, la diplomation et la qualification de tous.
88. Il y a désormais 1 000 Établissements verts Brundtland au Québec qui prennent des mesures au niveau local soutenues par une réflexion d'envergure planétaire afin de contribuer à créer un monde écologique, paisible, uni et démocratique. Les écoles entreprennent des projets de réduction, de réutilisation, de récupération et de recyclage et relient leurs mesures aux concepts de partage, de coopération, de

démocratie, d'équité, de solidarité, de paix, de droits de la personne et de respect. Les projets, parrainés par la Centrale des syndicats du Québec, concernent les questions énergétiques, la lutte contre la pauvreté et le racisme, le changement climatique, la sécurité alimentaire, les enfants du monde et l'investissement dans les collectivités.

89. L'Ontario a près de 1 000 écoles qui font partie du programme EcoSchools, programme en cinq étapes visant à aider les écoles à jouer un rôle dans la protection de l'environnement naturel pour les générations à venir. Ces étapes sont les suivantes : formation de l'Équipe verte; évaluation des besoins de l'école par une étude permettant de déterminer où la consommation d'énergie peut être réduite; mise en œuvre d'un plan d'action avec la participation de toute la communauté scolaire; et contrôle et évaluation des progrès. La province a également élaboré des guides pour réduire la consommation d'énergie, limiter les déchets et réaménager les espaces à l'école.
90. Le ministère de l'Éducation de l'Ontario aide et encourage les conseils scolaires à adopter des pratiques assurant la durabilité de l'environnement dans la construction et l'entretien des édifices. Au cours des deux exercices financiers de 2009 à 2011, le ministère va investir 550 millions de dollars en vue d'améliorer l'efficacité énergétique des écoles pour des projets comme des vérifications de la consommation d'énergie; l'installation de technologies du domaine de l'énergie renouvelable; l'amélioration du contrôle, du suivi et de la réduction de la consommation d'énergie dans les écoles; le remplacement et l'installation de composantes éconergétiques; et des rénovations et mises aux normes. On a également accès à des fonds pour faire des tests et présenter de nouvelles technologies et de nouveaux produits écologiques et innovants.
91. Le ministère de l'Éducation du Yukon s'est engagé à faire la promotion de la protection de l'environnement au sein du ministère et dans les écoles, dans le cadre du *Climate Change Action Agenda* (plan d'action sur le changement climatique) du gouvernement. Pour réduire l'empreinte énergétique du ministère de l'Éducation, un partenariat entre plusieurs ministères — Environnement; Énergie; Mines et Ressources; Réseau routier et Travaux publics; et Éducation — a permis d'élaborer un cadre stratégique global pour le système qui inclut la réduction des dépenses en énergie et le renforcement des connaissances de base sur l'environnement. Le ministère de l'Éducation a affecté un fonds offrant des subventions aux écoles pour des programmes éducatifs et des activités dans le domaine du recyclage. La *SEEDS Foundation* (fondation SEEDS) gère un programme d'écoles écologiques et plus de la moitié des écoles du Yukon y participent. Ce programme promeut les valeurs et les compétences associées aux comportements civiques responsables sur le plan écologiques et encourage les élèves à développer une meilleure compréhension de l'environnement et à faire des choix responsables.
92. Le ministère de l'Éducation de la Saskatchewan est en train d'élaborer un plan stratégique global pour le ministère en vue d'aider les divisions scolaires dans leurs efforts en matière d'EDD. Il est prévu que le plan stratégique et les mesures qui en résulteront aideront les divisions scolaires, les écoles et le personnel enseignant à initier

et à perfectionner des pratiques et des politiques au niveau du conseil scolaire, de l'école et de la salle de classe qui portent sur les principes de l'EDD et encouragent l'adoption de pratiques durables à tous les niveaux. L'un des autres aspects du plan stratégique est l'élaboration de ressources destinées à aider les responsables de la rédaction des programmes d'études à incorporer l'éducation en vue du développement durable dans tous les programmes d'études à mesure qu'ils seront révisés.

93. L'organisation L'éducation au service de la Terre (LST) s'efforce de faire progresser l'EDD dans tous les domaines de l'éducation et en particulier en collaborant avec les écoles afin de mettre en œuvre un « modèle de durabilité à l'échelle de l'école ». Dans ce modèle, les écoles ont recours à la durabilité comme contexte d'intégration pour l'enseignement et l'apprentissage, la prise de décisions, la participation civique, les partenariats communautaires et les pratiques de fonctionnement de l'école. Le rôle de LST à l'instauration de l'EDD dans l'école est de : motiver et de stimuler l'intérêt des enseignantes et enseignants, des membres du personnel, des élèves, des directrices et directeurs et de la communauté scolaire; faciliter la prise de décisions collaborative; favoriser le développement des enseignantes et enseignants grâce à l'établissement de réseaux de relations et d'apprentissage par observation; créer des possibilités pour des projets d'action importants; et mesurer et documenter les effets et les résultats.
94. Les établissements postsecondaires ont également adopté l'approche institutionnelle globale du développement durable. Les collèges et instituts ont relevé le défi du développement durable, avec 50 établissements (à compter du 14 mai 2010) ayant signé un *Pan-Canadian Protocol for Sustainability (protocole pancanadien pour le développement durable)* élaboré par l'Association des collèges communautaires du Canada. Chaque établissement signataire convient de prendre plusieurs mesures, dont les suivantes :
- établir une politique en matière de développement durable et un plan institutionnel qui suit les progrès de près;
  - intégrer les principes et les pratiques exemplaires en matière de développement durable à ses principaux documents et rapports;
  - intégrer les principes du développement durable au programme d'études;
  - intégrer les pratiques du développement durable aux procédures et aux opérations;
  - travailler en collaboration avec les gouvernements, les entreprises et la communauté pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies conjointes afin de faire progresser la société sur la voie du développement durable.

Le Réseau des collèges canadiens en matière d'environnement établit des liens entre éducatrices et éducateurs, étudiantes et étudiants, employeurs et programmes afin de faciliter la communication, l'échange d'informations et la collaboration dans le domaine de l'éducation, de la formation et de la recherche entre les programmes des collèges sur l'environnement et avec des partenaires externes.



95. Voici quelques exemples de projets dans les collèges et instituts du Canada :

- Le *Greening of Nova Scotia Community College* (projet d'écologisation du collège communautaire de la Nouvelle-Écosse) – vision à paliers multiples faisant intervenir la construction d'édifices sans danger pour l'environnement, la création de programmes axés sur l'écologie et l'élaboration de pratiques à la fine pointe en matière de connaissances sur l'environnement et de développement durable. Le collège a récemment ajouté un programme de deux ans intitulé *Energy Sustainability Engineering Technology* (technologie d'ingénierie basée sur l'énergie durable) qui se concentre sur la création d'édifices durables.
- Le Collège Camosun de la Colombie-Britannique a incorporé l'*Energy Project Charter* (charte de projet énergétique) à son mandat d'organisation, élaboré un plan stratégique de communication, effectué des enquêtes de sensibilisation auprès du personnel, du corps professoral et des étudiantes et étudiants et a organisé un événement sur le développement durable à l'échelle du campus tout entier.
- Le Collège Aurora dans les Territoires du Nord-Ouest a installé un système hybride pour produire de l'électricité pour son propre institut de recherche.
- Au Collège de Red Deer en Alberta, on a intégré des concepts LEED – *Leadership in Energy and Environmental Design* (leadership dans la conception énergétique et environnementale) dans la conception des édifices et la planification globale sur le campus. On a créé un groupe de travail *Green Campus* (campus vert) chargé d'explorer les initiatives à l'échelle du campus, comme des modes de transport de substitution, des programmes de recyclage et de nombreuses initiatives pour économiser l'énergie et conserver l'eau.

96. Les universités ont également pris des mesures en vue d'« écologiser » leurs institutions. Le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux investissent, dans le cadre du Programme d'infrastructure du savoir, plus de quatre milliards de dollars dans la construction et l'amélioration des infrastructures de recherche et d'enseignement dans les établissements éducatifs postsecondaires partout au Canada. Les universités font référence à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable et se servent d'une partie de ces fonds pour assurer la réduction de leur empreinte carbonique. À titre d'exemple, à l'Université de la Colombie-Britannique, on a choisi de rénover les édifices qui se détérioraient plutôt que de les remplacer. L'Université de Calgary est en train de construire une centrale de cogénération et de mettre en œuvre un programme sur le rendement énergétique à l'échelle du campus, qui permettra de diminuer de plusieurs millions de dollars les dépenses annuelles en énergie et de réduire de façon sensible les émissions de carbone. Les universités du Canada atlantique se servent de ces fonds pour des projets d'améliorations éconergétiques et de renouvellement des infrastructures qui permettront de réduire la consommation d'énergie et, dans certains d'utiliser des sources d'énergie de substitution.

97. Dans son document intitulé *Horizon 2012 : Orientations de développement de l'Université Laval*, cet établissement universitaire de la ville de Québec aborde la question de la gouvernance et du développement durable. L'énoncé fixe des objectifs et des stratégies visant à favoriser le développement durable, promouvoir la santé physique et psychologique des membres de la communauté universitaire, améliorer les conditions de vie des étudiantes et étudiants et de l'ensemble de la communauté universitaire et à assurer un service de qualité aux étudiantes et étudiants. À l'Université de l'Alberta à Edmonton, on a créé, dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, un Bureau du développement durable, qui collabore avec le corps professoral et les étudiantes et étudiants sur une initiative en développement durable. Le processus a commencé par une étude de durabilité qui a permis d'identifier les pratiques exemplaires en la matière et les difficultés à surmonter. Plusieurs projets, comme par exemple un projet de mise aux normes de l'éclairage, sont en cours. L'Université de Waterloo en Ontario est en train d'agrandir et de rénover les installations de sa faculté d'études environnementales avec un édifice « vert » qui servira de site de démonstration pour l'enseignement et l'apprentissage en études environnementales.
98. Le groupe de travail et réseau de la Colombie-Britannique sur l'éducation en vue du développement durable, appelé *Walking the Talk*, fait partie d'EDD Canada (voir plus haut). Il s'agit d'un groupe de travail et réseau de collaboration rassemblant plusieurs secteurs, financé par Environnement Canada, L'éducation au service de la Terre et les ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et du Développement du marché du travail de la Colombie-Britannique. Ce groupe a entrepris des recherches pour suivre comment les institutions postsecondaires ont répondu à la décision du gouvernement de la Colombie-Britannique d'exiger que toutes les institutions gouvernementales atteignent la carboneutralité d'ici 2010, d'évaluer les mesures qui ont été prises et de connaître les difficultés qu'elles rencontrent. À l'époque où la recherche s'est déroulée (c'est-à-dire en 2009), toutes les institutions interrogées disaient avoir pris certaines mesures en vue d'atteindre la carboneutralité et se situaient à divers stades dans le processus visant à parvenir à la durabilité. C'est le financement qui représentait la plus grosse difficulté à laquelle elles étaient confrontées. Les résultats de cette recherche ont paru sous le titre *Taking Action: British Columbia's Universities and Colleges Respond to Greenhouse Gas Reduction Targets Act (agir : les universités et collèges de la Colombie-Britannique répondent à la loi sur les objectifs de réduction de gaz à effet de serre)*.
99. ENvironnement JEUnesse est un réseau de jeunes qui se sentent concernés par les questions environnementales au Québec. Il s'agit d'un organisme à but non lucratif qui se concentre sur les activités d'éducation formelle et informelle dans les établissements éducatifs et les entreprises. L'un des projets de l'organisme est d'attribuer le certificat écologique de « Cégep Vert du Québec ». Pour obtenir ce statut, le cégep se livre à un processus structuré dans le cadre duquel il établit un comité d'action et de concertation

en environnement, composé de membres de l'ensemble de la communauté collégiale. Le comité dresse un bilan environnemental initial, élabore des plans d'action, crée un fonds environnemental pour les interventions, la formation et le soutien offerts par ENvironnement JEUnesse et entreprend des projets. Il y a quatre niveaux de certificats et les établissements progressent à travers les différents niveaux en fonction de leur nombre de projets et de formations.

100. En mai 2010 a eu lieu le 4<sup>e</sup> Colloque sur l'écodéveloppement des institutions d'enseignement du Québec, qui a rassemblé des déléguées et délégués des commissions scolaires, des cégeps et des universités. Cet événement, créé par l'Association québécoise pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement, combine deux volets fondamentaux de l'écodéveloppement. Le premier volet est un volet de gestion, sur des questions comme la qualité de l'air, la consommation d'eau, l'efficacité énergétique et la gestion des déchets. Le second volet est un volet d'éducation, qui soutient l'instauration d'une culture environnementale favorisant la sensibilisation et l'éducation des gens sur l'environnement et l'intégration de l'environnement dans les activités de formation.
101. Le concept consistant à faire intervenir globalement l'institution ou l'école tout entière dans l'éducation en vue du développement durable et dans les pratiques de développement durable est en plein développement au Canada. Dans certains cas, il correspond à une politique gouvernementale adoptée par des ministères, y compris le ministère de l'Éducation, puis par les conseils ou commissions scolaires, les établissements postsecondaires et les écoles individuellement. Il peut aussi s'agir d'un programme de soutien et de reconnaissance au niveau ministériel, ou bien l'initiative peut émaner d'une division scolaire ou d'une institution. Dans certains cas, on se concentre sur le fonctionnement et l'infrastructure; dans d'autres, on fait évoluer le contenu des cours, l'enseignement et l'apprentissage et l'approche de l'éducation.

## **Systemes d'évaluation et d'amélioration de la qualité**

102. Comme dans tout changement dans le domaine éducatif, il est essentiel que le processus comprenne un suivi des progrès accomplis et des améliorations. Dans bon nombre des mesures d'intégration de l'éducation en vue du développement durable dans les programmes d'études et la pédagogie décrites ci-dessus, on a souligné les résultats d'apprentissage se rapportant aux principes du développement durable. La présente section fournit quelques exemples d'outils et de travaux de recherche particuliers des ministères de l'Éducation et des organisations non gouvernementales.
103. L'*Ontario Principals' Council* (conseil des directrices et directeurs de l'Ontario) (OPC), le *Catholic Principals' Council of Ontario* (conseil catholique des directrices et directeurs de l'Ontario) et l'Association des directions et directions adjointes des écoles franco-ontariennes ont publié conjointement une liste des résultats visés en matière d'éducation environnementale sur le plan des connaissances, des compétences et des

attitudes des élèves. Voici des exemples de résultats d'apprentissage figurant dans chacune des catégories suivantes :

- **Connaissances**
  - comprendre les ressources de la terre, en particulier le sol, l'eau, les minéraux et l'air, leurs caractéristiques et leur rôle dans la survie des organismes vivants;
  - être conscient des caractéristiques des sociétés humaines et de l'impact de chacune de ces caractéristiques sur l'environnement naturel;
  - comprendre le processus d'urbanisation et les répercussions de la déruralisation;
  - mesurer les liens d'interdépendance entre les enjeux politiques, économiques, environnementaux et sociaux dans le monde actuel.
  
- **Compétences**
  - acquérir des compétences en résolution de problèmes et en réflexion critique et corrective, y compris la capacité de raisonner et de faire preuve de logique, de reconnaître et d'introduire des concepts abstraits, de mettre en évidence les liens et les rapports entre idées et problèmes et de tester les idées face à de nouvelles informations, à sa propre expérience personnelle et à ses propres croyances;
  - s'efforcer de négocier un consensus lorsqu'il y a différents points de vue;
  - reconnaître la nécessité d'incorporer un point de vue environnemental dans les modèles de prise de décisions.
  
- **Attitudes**
  - mesurer la faculté de récupération, la fragilité et la beauté de la nature et apprendre à faire preuve de respect vis-à-vis de la place et de la fonction de chaque être vivant dans l'écosystème planétaire global;
  - prendre conscience du fait que la vie humaine dépend des ressources limitées de la planète;
  - tenir compte des points de vue différents du sien et être prêt à faire évoluer ses idées et ses croyances lorsque cela est approprié, par exemple par respect pour les concepts du savoir traditionnel des Premières nations, des Métis et des Inuits.

104. En 2008, l'Institut international du développement durable (IIDD) et la province du Manitoba ont entrepris un projet pilote d'étude en vue de mesurer la compréhension, les attitudes et le comportement des gens vis-à-vis du développement durable et de l'éducation en vue du développement durable. Cette recherche a porté à la fois sur des populations adultes et sur des populations étudiantes. En janvier 2008, on a envoyé par la poste un questionnaire à un échantillon aléatoire de 5 000 ménages. On a reçu en retour 10 p. 100 des questionnaires, auxquels on a appliqué une pondération pour tenir compte de la composition démographique de la province dans son ensemble. Les

résultats indiquent que les personnes interrogées ont un niveau de connaissances assez élevé et une attitude généralement positive vis-à-vis du développement durable. Les gens sont moins nombreux à indiquer qu'ils ont des comportements conformes au développement durable. On peut appliquer ces résultats à la conception d'un outil d'enquête plus précis.

105. Le questionnaire adressé aux élèves a été envoyé à des élèves de 6<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> à 12<sup>e</sup> année de trois districts scolaires — c'est-à-dire un « échantillon de commodité » fondé davantage sur la facilité d'accès que sur la constitution d'un échantillon statistique. Les bases de connaissances des élèves ne sont pas aussi fortes que celles des adultes, mais on voit une progression au fil des niveaux, à la fois dans les connaissances et dans les attitudes. Cependant, on constate une chute sensible dans les comportements positifs, puisque les plus jeunes élèves sont plus susceptibles d'adopter des comportements conformes au développement durable. Les résultats ont paru dans un document intitulé *Measuring Knowledge, Attitudes and Behaviours towards Sustainable Development: Two Exploratory Studies* (mesure des connaissances, des attitudes et des comportements envers le développement durable : deux études exploratoires).
106. On s'est servi de ce qu'on avait appris grâce à ces deux études pour peaufiner le questionnaire et une nouvelle étude est en cours, avec un échantillon statistiquement assez représentatif d'élèves de 10<sup>e</sup> année de l'ensemble du Manitoba. Les résultats de cette étude fourniront des données de référence sur ce que les élèves savent, croient et font en matière de développement durable. L'IIDD refera la même étude vers la fin de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable afin de voir si les activités d'EDD dans la province auront débouché sur des changements importants dans le niveau de compréhension et dans les choix des jeunes.
107. Le Comité de l'innovation et de la direction de l'organisation non gouvernementale EDD Canada a préparé une grille d'évaluation qui servira à évaluer les projets et les programmes en EDD. Cette grille comprend des catégories comme les buts, les partenariats, la transférabilité, l'échelonnabilité, l'innovation et le leadership.
108. La Société pour la nature et les parcs du Canada et le chapitre de la Colombie-Britannique du Sierra Club du Canada ont publié un document intitulé *Measuring the Success of Environmental Education Programs* (mesurer le degré de réussite des programmes d'éducation environnementale). Ce document examine l'utilisation d'une évaluation axée sur les résultats visés et de processus pour évaluer des facteurs difficiles à évaluer comme les changements dans le comportement et les bienfaits pour l'environnement et comprend une boîte à outils, une liste de vérification et des exemples d'évaluations.
109. Avec le lancement de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, on a pris conscience du fait que l'évaluation était une composante essentielle de la stratégie de mise en œuvre. L'UNESCO a mis sur pied un

Groupe d'experts chargés du suivi et de l'évaluation qui offre des conseils sur les mécanismes de suivi appropriés en vue d'évaluer les progrès accomplis à l'échelle planétaire dans la mise en œuvre de la DEED et d'évaluer la propre contribution de l'UNESCO à cette mise en œuvre. Le Groupe d'experts a recommandé de publier trois rapports d'évaluation au cours de la décennie. Le premier rapport, intitulé *Review of Contexts and Structures for Education for Sustainable Development* (étude des contextes et des structures pour l'éducation en vue du développement durable), a été publié en 2009 et se concentre sur le contexte et les structures du travail sur l'EDD dans les états membres de l'UNESCO; le second rapport, à paraître en 2011, mettra en relief les processus et les initiatives d'apprentissage se rapportant à l'EDD; et le troisième présentera les impacts et les résultats obtenus grâce à la DEED. Le Canada a un représentant au sein du MEEG, Alex Michalos, de l'Université du Nord de la Colombie-Britannique et de l'Université de Brandon. Le groupe est chargé de concevoir les outils destinés à rassembler les informations et de préparer les rapports.

110. Les systèmes d'évaluation et d'amélioration de la qualité pour l'éducation en vue du développement durable se trouvent en grande partie dans les résultats d'apprentissage des programmes d'études, même si l'on est également en train d'entreprendre certains travaux de recherche de portée plus générale pour évaluer les progrès accomplis dans les connaissances, les compétences et les attitudes.

## **L'EDD dans l'éducation non formelle et informelle**

111. Il existe de nombreux exemples d'intégration de l'EDD dans l'éducation non formelle et informelle au Canada — qu'il s'agisse de programmes offerts par les gouvernements, par des organisations non gouvernementales ou par le secteur privé. Dans de nombreux cas, ce sont les trois secteurs qui sont concernés. On offre des programmes éducatifs et des campagnes de sensibilisation aux adultes, aux familles, aux enfants et aux jeunes dans les écoles et dans les collectivités. La présente section du rapport ne met en relief qu'une très petite proportion des activités d'apprentissage disponibles, mais illustre la diversité des prestataires, des sujets et des approches.

## **Gouvernements provinciaux/territoriaux et administrations municipales**

112. Le programme *One Simple Act* (un simple geste) est un programme d'information et d'éducation du gouvernement de l'Alberta, destiné au grand public, qui aide et encourage la population albertaine à adopter un mode de vie plus respectueux de l'environnement. Ce programme aide les gens à économiser l'énergie, à réduire leur production de déchets et à conserver l'eau, en leur offrant des informations et des ressources qui les encouragent à passer à l'action à domicile, au travail, dans la communauté et à l'école. Le site Web *One Simple Act* propose des reportages pour les bulletins d'information, des posters pour l'affichage, des manuels d'instructions et des outils pour calculer les émissions de gaz à effet de serre des individus et des entreprises lors de leurs déplacements.

113. Le guide pour le programme *One Simple Act at Work* (un simple geste en action) de l'Alberta décrit un processus en sept étapes qui commence par la formation d'une équipe de mise en œuvre des mesures écologiques. Le guide fournit des instructions détaillées pour chaque étape, ainsi qu'une liste de fiches. Une fois qu'elles sont remplies, ces fiches peuvent constituer le projet écologique de l'entreprise. Pour compléter ces guides, on propose en ligne un guide pour les achats écologiques et une liste de plus de 100 mesures qu'il est possible de prendre.
114. Le gouvernement du Nouveau-Brunswick offre aux collectivités et aux organismes une aide financière pour des projets axés sur le passage à l'action menant à des résultats tangibles et mesurables dans l'optique de protéger, de préserver et de revaloriser l'environnement naturel de la province. En 2010-2011, la province a consacré un total de plus de 1,3 million de dollars à des programmes éducatifs, des publications et des expositions pour le grand public, pour le secteur professionnel et pour les écoles. Voici quelques exemples de projets financés par la province :
- La Première nation de Fort Folly va installer des panneaux qui expliquent les utilisations traditionnelles des plantes indigènes à des fins médicinales et l'importance de la biodiversité et de la santé des écosystèmes.
  - *Bathurst Sustainable Development* (développement durable de Bathurst) va gérer un centre d'action sur le changement climatique qui fournira des informations sur le changement climatique, sur les économies d'énergie et sur la réduction des gaz à effet de serre. L'organisme va également célébrer l'Année internationale de la biodiversité en encourageant les individus à passer à l'action et offrir des programmes au public sur l'adoption de changements positifs en vue de lutter contre le changement climatique.
  - Le Centre d'interprétation de la nature Cape Jourimain va mettre sur pied un carrefour provincial d'information sur les sources d'énergie renouvelable à petite échelle.
  - L'organisme Partenaires pour la jeunesse poursuivra son projet « Enviromania », dans lequel les jeunes explorent des habitats et acquièrent des attitudes axées sur la conservation tout en apprenant à mieux comprendre la complexité des équilibres environnementaux.
115. La ville de Charlottetown à l'Île-du-Prince-Édouard a élaboré un *Plan intégré de développement communautaire durable*, créé en consultation avec la communauté et destiné à fournir des orientations en vue d'atteindre les objectifs de développement durable sur le plan environnemental, économique, social et culturel. L'énoncé de vision de ce plan montre qu'il est de portée générale et les buts et les plans d'action mentionnent des activités dans les quatre domaines, en mettant l'emphase sur la participation du public, la consultation, l'éducation et la sensibilisation.

116. L'*Association of Yukon Communities* (association des collectivités du Yukon) gère à l'heure actuelle, en coopération avec le ministère de l'Éducation du Yukon, un projet quadriennal portant sur les axes suivants : le renforcement de la gouvernance, des partenariats et des institutions; la protection de l'environnement; et la construction de communauté saines et sécurisées. On offre des formations aux municipalités et aux Premières nations pour les aider à renforcer leur propre capacité d'entretenir leurs infrastructures existantes et futures et leurs arrangements en matière de gouvernance.

### Exemples du gouvernement fédéral

117. Le gouvernement du Canada offre également des possibilités d'apprentissage en éducation non formelle et informelle liées au développement durable. Les ministères du gouvernement fédéral fournissent des formations sur le développement durable pour les étudiantes et étudiants et pour les adultes dans le cadre de séminaires, de sessions de sensibilisation, d'expositions et d'autres approches, faisant intervenir les musées, les parcs, les médias et des activités de liaison avec les collectivités.
118. La Biosphère d'Environnement Canada est un musée de l'environnement qui se situe à Montréal, au Québec, mais dont le mandat est d'envergure nationale. Ce musée propose des expositions, des visites guidées, des activités et des programmes d'animations. Les visiteuses et visiteurs peuvent explorer et étudier les problèmes environnementaux auxquels est confrontée la planète, y compris le changement climatique et les problèmes de qualité de l'air. La Biosphère a mis au point des programmes novateurs et uniques en leur genre qui informent la population canadienne de l'importance de la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'encouragent à jouer son rôle dans la protection de l'environnement. Le musée a récemment élaboré et mis à l'essai deux nouveaux programmes éducatifs visant à aider les jeunes et les jeunes adultes à construire des projets en DD. L'une des initiatives du musée offrait des formations, du mentorat et un soutien logistique pour les jeunes travailleuses et travailleurs qui proposaient et créaient des projets en DD dans leur entreprise; l'autre aidait les jeunes âgés de 13 à 17 ans, en leur faisant suivre des formations et en leur apportant du soutien pour lancer des projets communautaires. Ces projets figureront dans une exposition de la Biosphère en été 2010.
119. Depuis 2007, la Biosphère a élaboré une série de vidéoconférences thématiques sur le changement climatique et la qualité de l'air à l'intention des jeunes dans les écoles à travers le Canada. Les élèves peuvent parler directement aux spécialistes, consulter des présentations et des activités en direct sur le changement climatique et poser des questions sur la formation des gaz à effet de serre et sur ce qu'ils peuvent faire pour minimiser l'impact de ces gaz. Près de 7 000 élèves ont profité de ces événements. La Biosphère a élaboré une vidéoconférence sur la biodiversité intitulée *Vive la différence!* qui aide les élèves à comprendre l'importance de la biodiversité et les pressions qui s'exercent sur l'environnement naturel. Elle a également deux nouvelles



vidéoconférences intitulées *Goutte à goutte*, sur l'eau et *Un monde, une planète*, sur la consommation responsable.

120. La Biosphère d'Environnement Canada apporte aussi son soutien à l'EDD en proposant une série de BioTrousse dont la fonction est d'encourager les familles à explorer les zones naturelles et les paysages urbains. Il y a une BioTrousse Urbaine qui encourage les participantes et participants à découvrir la biodiversité dans des villes canadiennes comme Montréal, Halifax et Edmonton. En feuilletant les pages de cette trousse, on explore les différentes facettes de la nature à travers les images, les sons, les odeurs et la diversité des espèces qu'on trouve aux alentours de sa maison et dans les parcs du voisinage. La BioTrousse Nature complète la BioTrousse Urbaine et offre aux participantes et participants l'occasion d'explorer la biodiversité dans la nature sauvage et d'en apprendre davantage sur des thèmes comme les plantes carnivores et les espèces en péril. La Biosphère a également élaboré des BioTrousse pour deux sites spécifiques : l'une pour la Réserve nationale de faune du cap Tourmente et l'autre pour l'île Sainte-Hélène, où se trouve le musée.
121. Parmi les autres programmes pour les familles, on trouve le film *Météo X-Trême*, qui contient des images de grands désastres naturels dans le monde et au Canada et évoque leur impact et leur lien avec le changement climatique, et qui vous apprend comme vous y préparer et vous protéger. L'exposition intitulée *VIRAGE – Vers un transport durable* traite des impacts des véhicules personnels sur l'environnement et sur la santé publique et, aussi, des transports alternatifs. Elle comprend des zones interactives s'articulant autour d'une automobile disséquée dont les pièces sont étalées, ce qui permet ainsi de mieux comprendre l'empreinte écologique d'une voiture.
122. Le programme *Adieu Bazou* aide les Canadiennes et Canadiens à recycler leur vieux véhicule polluant et à faire des choix durables en matière de transport, de façon à réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre. Ce programme est offert par Summerhill Impact, organisation nationale à but non lucratif, qui s'appuie sur tout un réseau d'organismes locaux, de partenaires offrant des mesures incitatives et de services de recyclage. Il comprend un volet éducatif important qui cherche à sensibiliser les propriétaires de vieux véhicules, à leur faire comprendre l'impact de leur véhicule sur l'environnement, à les encourager à faire des choix plus respectueux de l'environnement pour les transports et à s'assurer que tous les véhicules retirés de la circulation sont recyclés de façon raisonnable sur le plan environnemental.
123. Parcs Canada, qui est l'organisme responsable des parcs nationaux et des lieux historiques du Canada, est un autre ministère du gouvernement fédéral qui offre des programmes en rapport avec le développement durable. Il offre par exemple à l'heure actuelle un programme « Citoyens de la science » au parc national et lieux historique national de Kejimikujik (Keji) en Nouvelle-Écosse. Keji a mis en place des programmes de surveillance qui s'appuient fortement sur la participation des gens, permettent d'obtenir des informations importantes tout en facilitant l'offre d'activités pratiques, à la fois aux

personnes qui visitent le parc et aux habitantes et habitants de la région. On note en particulier le programme Keji Quest, qui propose aux élèves de 4<sup>e</sup> année des activités ou des programmes dans la nature liés au programme d'études, avec des visites préalables dans les écoles, des activités sur place dans le parc et aux stations de surveillance et des visites de suivi. On demande aux enseignantes et enseignants d'encourager les élèves à continuer de surveiller l'évolution de leur environnement en participant à des activités comme Observation des couleurs de l'automne et Attention glace. Près de 1 000 élèves ont participé au programme au cours des deux dernières années et ce programme est directement lié à leur programme d'études.

124. Parcs Canada a également lancé une autre initiative intitulée le « Centre de Parcs Canada des Palissades pour l'enseignement de la gérance » au parc national Jasper en Alberta. Ce centre offre un programme éducatif cohésif avec des sessions de formation d'une semaine, complétées par des vidéoconférences avant et après la visite sur place, afin de faire en sorte que les élèves du secondaire apprécient et comprennent mieux la nature et les parcs nationaux à travers le Canada. Le centre offre trois cours valant un plein crédit chacun sur la gérance des terres protégées, les déplacements en hiver et les expériences aquatiques. Il permet également d'enrichir les programmes d'études en biologie, en géologie, en géographie, en histoire, en études sur la faune, en études autochtones et en enseignement de plein air. Parmi les autres programmes d'éducation non formelle et informelle offerts au cours des dernières années, on note un programme offert en partenariat avec *Outward Bound Canada* pour les nouveaux Canadiens et Canadiennes, un programme d'échanges avec le Québec, un grand voyage à bicyclette pour les élèves du secondaire, une journée d'excursion sur la criminalistique et un Sommet sur le leadership des jeunes en environnement.
125. Le Musée canadien de la nature à Ottawa présente une exposition intitulée *Vert tendre* qui examine la valeur des plantes sur le plan écologique, culturel et économique. L'exposition met en valeur le lien entre l'identité canadienne et les plantes qui définissent ses régions et donnent aux gens un sentiment d'appartenance; elle propose un jeu de société dans lequel les joueuses et joueurs assument le rôle de plantes indigènes en péril; et elle explique les multiples utilisations des plantes et leurs cheminements dans le temps et dans l'espace.
126. Le programme « écoTECHNOLOGIE pour véhicules » (éTV) de Transports Canada contribue à réduire les impacts des transports sur l'environnement en collaborant avec la population canadienne, les gouvernements et l'industrie pour identifier les obstacles freinant l'adoption d'innovations technologiques dans les voitures particulières au Canada et pour limiter ces obstacles. Dans le cadre de cette mission, Transports Canada entreprend une série d'activités de liaison et d'éducation pour encourager les gens à faire des choix plus durables en matière d'utilisation de véhicules particuliers. Le site Web d'éTV fournit des informations détaillées sur les nouvelles technologies des véhicules « propres », avec des articles, des résultats de tests et des ressources vidéo. Le programme « écoTECHNOLOGIE pour véhicules » est également présent lors

d'événements publics pour démontrer les nouvelles technologies et informer sur les choix de véhicules propres. En outre, éTV est en train d'élaborer, en collaboration avec la Société du Musée des sciences et de la technologie du Canada, une trousse pédagogique EduKit et un programme virtuel dont pourront se servir les enseignantes et enseignants du secondaire pour incorporer les informations sur les modes de transport durables dans le programme d'études.

127. Le programme écoMOBILITÉ de Transport Canada a pour but de réduire les émissions provenant du transport urbain des voyageuses et voyageurs en aidant les municipalités à faire adopter des modes de transport moins polluants à leurs habitantes et habitants. Ce programme soutient également un réseau d'information qui fournit des renseignements et des outils aux entreprises de transport et aux responsables de la prise de décisions sur la réduction des émissions provenant du transport urbain. Transports Canada offre également un troisième programme intitulé écoMARCHANDISES, qui a pour but de réduire les effets du transport des marchandises sur la santé et l'environnement, en favorisant l'adoption de nouvelles technologies et de technologies existantes innovantes et durables, de pratiques exemplaires et l'utilisation de sources d'énergie de substitution.
128. En 2008, Ressources naturelles Canada a fondé le Consortium voué au développement durable de la bioéconomie, pour faciliter l'échange d'informations et de connaissances entre les spécialistes et autres personnes intéressées par les nouvelles industries biologiques de conception durable. Les informations s'échangent par l'entremise d'une liste de discussion et l'on organise des webinaires ouverts à toutes et à tous, qui attirent généralement entre 50 et 100 participantes et participants de tout le pays. Parmi les sujets abordés, on trouve : nouveaux développements dans les évaluations du cycle de vie; problèmes et approches du développement durable dans l'agriculture; problèmes et approches du développement durable dans l'exploitation forestière; méthodes pour inclure la dimension sociale; projets d'énergie propre faisant intervenir les Premières nations; et discussion sur les outils et les bases de données. Tous les documents des webinaires sont disponibles sur demande.
129. La Semaine nationale des sciences et de la technologie (SNST) favorise l'éducation en vue du développement durable au moyen d'activités, d'événements et de ressources conçus pour sensibiliser la population canadienne, et en particulier les jeunes, aux sciences et à la technologie et à leur impact sur les collectivités et sur la société. En 2009, les activités étaient centrées sur le thème « L'exploration et la découverte : une fenêtre sur le passé, le présent et l'avenir », avec des contributions de l'Année internationale de la Planète Terre. Ressources naturelles Canada et le Groupe thématique Sciences et technologie du gouvernement fédéral ont géré cet événement d'envergure nationale avec 222 organismes qui y ont participé et 176 activités à travers le Canada. La SNST a été lancée depuis la station spatiale internationale par l'astronaute canadien Robert Thirsk. Les festivités de la SNST se déroulent partout au pays depuis

près de 20 ans, avec la participation des gouvernements, de l'industrie, d'organismes à but non lucratif et d'organismes d'enseignement et de recherche.

130. Le Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales (BÉOG) a été créé en avril 2005 au sein de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, en vue d'accélérer l'écologisation des opérations du gouvernement fédéral. Le BÉOG donne des conseils et de l'orientation aux ministères sur une vaste gamme d'activités liées à l'écologisation des opérations : approvisionnement écologique, gestion des déchets électroniques, édifices durables, etc. Il appuie l'élaboration de politiques et d'un cadre de gestion du rendement concernant l'écologisation des opérations gouvernementales. La *Politique d'achats écologiques* du gouvernement du Canada s'applique à l'approvisionnement en biens et en services et aux travaux de construction à toutes les étapes du processus, depuis la planification et l'acquisition jusqu'à l'élimination, en passant par l'utilisation et l'entretien. Cette politique s'efforce de permettre au gouvernement de s'approvisionner, de fonctionner et d'éliminer ses biens de façon à protéger l'environnement et à favoriser la réalisation des objectifs en développement durable. L'éducation est une dimension importante de l'écologisation des achats du gouvernement et le BÉOG a élaboré, entre autres cours, un cours de formation sur les achats écologiques pour les employées et employés du gouvernement fédéral, offert par l'École de la fonction publique du Canada. Le BÉOG favorise également les échanges d'informations par l'intermédiaire du Forum sur les achats écologiques, qui rassemble plus de 60 ministères et organismes du gouvernement fédéral.
131. Au sein du Bureau du vérificateur général du Canada, le Commissaire à l'environnement et au développement durable fournit au parlement des analyses et des recommandations objectives et indépendantes relatives aux efforts faits par le gouvernement fédéral en vue de protéger l'environnement et de favoriser le développement durable (DD). Le commissaire a publié un document de discussion intitulé *La gestion du développement durable* situant le DD dans son cadre stratégique sur le plan environnemental, social et économique, afin de sensibiliser davantage les gens et de favoriser le dialogue, avec les hauts fonctionnaires du gouvernement fédéral, sur la mise en application de pratiques et de techniques du développement durable. Cette étude contient des exemples de pratiques et de techniques analytiques susceptibles de contribuer à relever les défis de la mise en œuvre du DD.
132. L'Agence canadienne de développement international a des fonds réservés à la mise à contribution du grand public et liés au développement international. Certains des projets peuvent être considérés comme étant des projets qui facilitent la réalisation des buts du développement durable :
  - Le projet « La jeunesse contre le VIH/sida » se concentre sur la pandémie du VIH/sida et insiste sur son impact sur l'Afrique subsaharienne et en particulier sur les femmes. Grâce à ce projet, des étudiantes et étudiants du Collège Vanier de Montréal sont incités à offrir un soutien continu et à prendre des mesures

éclairées pour soutenir les efforts du Canada en coopération internationale. Les étudiantes et étudiants offrent des conférences sur la Journée mondiale du Sida, ont créé un site Web sur le VIH/sida, participent à des ateliers de formation et en organisent, de même qu'ils ont obtenu de la formation et une meilleure compréhension de la pandémie par une visite au Malawi.

- Énergie et réduction de la pauvreté – Le projet encourage 22 municipalités de la Colombie-Britannique à réduire leur empreinte énergétique par le biais de diverses initiatives d'éducation du grand public. Les municipalités seront éduquées sur le lien entre l'énergie, la consommation, la pauvreté et le développement, en partie, à l'aide d'une tournée éducative guidée par des experts en ces domaines originaires de pays de l'hémisphère Sud.

### Organisations non gouvernementales et le secteur privé

133. YOUCAN est l'une des nombreuses organisations non gouvernementales qui participent à l'éducation sur le développement durable. Il s'agit d'une organisation à but non lucratif spécialisée dans des méthodes de résolution non violente de conflits dirigées par des jeunes. Son programme de consolidation de la paix est offert aux enfants et aux jeunes dans les écoles et les collectivités. Elle offre également des formations selon une approche réparatrice pour les éducatrices et éducateurs et pour les membres de la communauté. Le projet *Inside the Walls* (sous les verrous) est conçu pour aider les détenues et détenus dans les prisons à incorporer des compétences en résolution de conflits dans leur vie et dans leurs relations. L'organisation offre des modules de formation sur la résolution de conflits entre communautés culturelles, l'entraide, les cercles de paix et la consolidation active de la paix.
134. La Fondation pour l'étude des processus de gouvernement au Canada est un organisme à but non lucratif qui aide les jeunes Canadiennes et Canadiens à mieux comprendre les rôles et les fonctions des trois paliers de gouvernement démocratique au Canada, tout en les sensibilisant au sens de la citoyenneté au Canada. Les participantes et participants suivent des sessions d'une semaine dans lesquelles on leur offre l'occasion d'en apprendre davantage sur la gouvernance, la démocratie et la citoyenneté, de rencontrer des personnalités influentes de la vie publique et d'échanger des informations et des idées avec d'autres étudiantes et étudiants de partout au Canada.
135. L'organisme Équiterre est un organisme québécois à but non lucratif qui se concentre sur la construction d'une société meilleure et qui encourage les citoyennes et citoyens, les organismes et les gouvernements à faire des choix équitables et respectueux de l'interdépendance et de l'écologie. Équiterre offre des solutions dans le cadre de ses projets axés sur des résultats, de ses activités de sensibilisation et de ses travaux de recherche. Il organise des projets sur l'agriculture, les transports, le secteur des affaires, l'énergie, la consommation responsable et la lutte contre le changement climatique. L'un de ses projets de recherche a porté sur la mise en évidence des meilleures stratégies pour encourager les consommatrices et consommateurs à faire des choix

responsables lors de leurs achats alimentaires. L'organisme a une autre initiative qui offre un certificat en horticulture écologique aux entreprises.

136. Le Programme Éducation Environnement et Citoyenneté basé au Québec se sert du modèle « Recherche-Action pour la Résolution de Problèmes Communautaires » (RA : RPC) pour aider les gens à résoudre les problèmes dans leur communauté qui concernent l'environnement physique, biophysique et social. Il peut s'agir de problèmes de violence, d'intimidation, de pollution, de vandalisme, de gaspillage d'énergie et de pauvreté. Le programme est disponible à tous les niveaux d'études et pour les adultes. L'Office national du film a produit un film sur ce programme intitulé *Les porteurs d'espoir*.
137. Par l'intermédiaire de projets comme celui d'un club de jeunes pour l'écologie et de programmes sur les modes de vie durables, l'organisme *Ecology North* (écologie Nord) basé à Yellowknife, dans les Territoires du Nord-Ouest, favorise la prise de décisions raisonnables sur le plan environnemental chez les individus, dans les collectivités et dans les régions. Le club de jeunes offre des formations aux jeunes âgés de sept à 14 ans sur la terre, l'écologie locale et les méthodes pour réduire l'impact de la vie humaine sur l'environnement. Les activités avec les adultes comprennent des ateliers sur les économies d'énergie, une foire sur les modes de vie durables, un service de location d'assiettes pour que les organismes n'aient pas à utiliser des articles jetables lorsqu'ils organisent des événements et des visites d'installations éconergétiques.
138. La *Bedeque Bay Environmental Management Association* (association de gestion environnementale de la baie de Bedeque) de l'Île-du-Prince-Édouard est un organisme à but non lucratif dont la mission est d'offrir des conseils aux citoyennes et citoyens de la région pour préserver et revaloriser leur environnement dans le cadre d'activités de planification et d'éducation, de partenariats et de projets. Les activités se concentrent sur l'érosion des sols, la qualité de l'eau, la préservation des habitats naturels, le changement climatique et la sensibilisation du grand public. Le programme de surveillance, d'éducation et de communication sur l'eau aide les membres de la communauté à mieux comprendre les écosystèmes aquatiques et à assumer la responsabilité de la préservation de ces ressources dans le cadre de la gérance de l'environnement. Le programme offre généralement des ressources fondées sur le programme d'études et un programme spécialement conçu pour la Confédération des Mi'kmaq de l'Île-du-Prince-Édouard, qui est une alliance des Premières nations.
139. Au Nouveau-Brunswick, le *Falls Brook Centre* (centre Falls Brook) est un centre de démonstration et d'éducation en matière de développement durable qui s'efforce de promouvoir des pratiques durables exemplaires en exploitation forestière et en agriculture. L'essentiel de son travail consiste à favoriser le développement des collectivités, grâce à la production de bienfaits sociaux et économiques pour les membres de la communauté, sans faire de tort à l'environnement. Pour cela, le centre se concentre, dans une large mesure, sur des programmes éducatifs pour des auditoires

du Canada et de l'étranger. Il organise également des forums communautaires, des études de cas, des projets de mise à contribution des jeunes et un travail approfondi d'offre de programmes dans les écoles et d'élaboration de ressources, tout cela en vue de réaliser sa mission.

140. La Fondation David Suzuki, dirigée par le scientifique bien connu, collabore avec le gouvernement, les entreprises et les particuliers en vue d'assurer la préservation de l'environnement, grâce à des activités d'éducation scientifique, de militantisme et de travail sur les politiques publiques. Les principaux buts de la fondation sont de protéger le climat, de transformer l'économie, de préserver la nature, de renouer les liens avec la nature et de développer la communauté. L'organisme a renouvelé ses efforts en matière de mise à contribution du grand public, en s'appuyant sur des programmes éducatifs sur une alimentation saine pour la planète, la réduction des empreintes carboniques et la création de milieux de travail écologiques.
141. L'organisation non gouvernementale L'éducation au service de la Terre a un programme pour les jeunes intitulé « LigueÉcolo<sup>MD</sup> » pour relier l'éducation et l'action. Ses buts sont les suivants :
  - mettre les élèves au défi et leur donner les moyens de passer à l'action sur les problèmes de développement durable qui les affectent directement, pour qu'ils puissent créer des collectivités plus durables;
  - aider les enseignantes et enseignants à atteindre les objectifs du programme d'études via des activités d'apprentissage stimulantes et axées sur l'environnement;
  - mettre à contribution les organismes communautaires et les bénévoles pour qu'ils s'efforcent, en collaboration avec les écoles, de mieux comprendre les enjeux et de les soutenir dans leurs plans d'action.
142. La société du secteur privé BC Hydro fournit des ressources aux enseignantes et enseignants et parraine également de nombreux programmes pour les jeunes et les familles. Le club « Super Science » est un programme après l'école pour les élèves des écoles des centres-villes, qui cible les enfants à risque. Le programme *Pitch-In BC* est un programme géré par des bénévoles dans les collectivités de la Colombie-Britannique qui encourage les gens à recycler, à composter, à nettoyer les cours d'eau et l'environnement et à économiser l'énergie. BC Hydro apporte également son soutien à *Green Kids Inc.*, qui est une troupe de théâtre à but non lucratif vouée à l'éducation sur l'environnement pour les jeunes dans le cadre de spectacles. Cette troupe a fait des tournées dans les centres commerciaux en Colombie-Britannique et en Alberta.
143. Le programme *ECO-Cell*, qui est un programme de recyclage des téléphones portables, et le Zoo de Toronto collaborent avec plus de 90 autres zoos, aquariums et institutions exposant la faune afin d'éduquer les visiteuses et visiteurs et le grand public sur l'impact négatif de l'industrie du téléphone portable, qui est en pleine expansion, sur la faune et

en particulier sur les gorilles et leur habitat en Afrique. Le programme *ECOexecutives* est un nouveau programme soutenu par le Zoo de Toronto qui consiste en une série d'ateliers d'une journée sur le développement durable pour les chefs de petites et moyennes entreprises. Ces ateliers se concentrent sur l'amélioration ou la création d'une approche écologique des affaires, de façon à valoriser ce qu'on appelle le « triple bilan », à savoir aussi bien les résultats économiques que les résultats sociaux et environnementaux de l'entreprise. Le zoo a également mis sur pied un partenariat appelé *Ways of Knowing Partnership* (partenariat sur les différents savoirs) par l'intermédiaire de l'initiative *Turtle Island Conservation* (conservation Turtle Island). L'équipe rassemble des détentrices et détenteurs de savoirs traditionnels, des Aînées et Aînés et des membres de la communauté afin de définir les besoins de la communauté en matière de conservation, de souligner la valeur des savoirs traditionnels et de sensibiliser les non-Autochtones aux savoirs traditionnels des Autochtones.

144. Les colloques offrent des occasions de relier l'éducation en vue du développement durable aux thèmes et aux centres d'intérêt propres aux instances qui les organisent. On voit cela, par exemple, dans le colloque international organisé en 2010 par l'Association canadienne pour la reconnaissance des acquis (ACRDA), dont le thème est « Les pratiques d'évaluation innovatrices qui appuient le développement durable ». Les pratiques et les fonctions de l'évaluation et de la reconnaissance des acquis (ERA) sont examinées à travers le prisme du développement durable, dans la mesure où l'ERA cherche à réutiliser et à recycler les compétences transférables et les apprentissages préalables de la même façon que les gens abordent le développement durable et l'environnement.
145. Comme on l'a vu dans cette section du rapport, de nombreux programmes d'éducation non formelle et informelle en vue du développement durable sont offerts à travers le Canada par des ministères et organismes gouvernementaux, des organismes à but non lucratif, des fondations, des associations et des entreprises du secteur privé, dans toutes sortes de contextes et de formats pour les enfants, les jeunes, les familles et les adultes. Ces programmes se concentrent le plus souvent sur la dimension environnementale du développement durable, mais certains abordent les enjeux sociaux du développement durable. Les aspects économiques du développement durable reçoivent moins d'attention.

### **La mise en œuvre de l'EDD en tant que processus multidécisionnel**

146. La dernière section de ce chapitre sur la promotion du développement durable dans le cadre de l'éducation formelle, non formelle et informelle examine la nature de l'éducation en vue du développement durable, qui est essentiellement axée sur la collaboration. Les projets décrits ci-dessus comprennent des éléments illustrant la participation de multiples groupes au travail de planification, de prestation de services et d'évaluation. Dans cette section, nous nous concentrons sur les parties intéressées dans la société civile et leur collaboration les unes avec les autres, avec les



gouvernements et avec le secteur privé en vue de faire progresser la société sur le plan des enjeux et de la compréhension du développement durable. Nous présentons les cinq centres d'expertise régionaux pour l'éducation en vue du développement durable au Canada et leurs activités, puis nous examinons bon nombre des groupes de travail provinciaux et territoriaux qui font partie d'EDD Canada. Le travail de la Commission canadienne pour l'UNESCO, effectué de concert avec ses nombreux partenaires, illustre la nature pancanadienne de la collaboration entre multiples parties intéressées.

## Gouvernements et société civile

147. Le ministère de l'Éducation du Manitoba fournit un exemple de partenariats et de collaboration qui renforcent et élargissent la portée de ses activités et leur efficacité. Parmi ses principaux partenaires, on trouve Canards Illimités, *Manitoba Forestry Association* (association forestière du Manitoba), l'Institut international du développement durable, L'éducation au service de la Terre, le Conseil canadien sur l'apprentissage, *Manitoba Education Research Network* (réseau de recherche en éducation du Manitoba) et Manitoba Hydro. Le ministère de l'Éducation du Manitoba assure la coprésidence du *Manitoba Education for Sustainable Development Working Group* (groupe de travail pour le développement durable du ministère de l'Éducation du Manitoba) et soutient le travail en EDD de la *Manitoba Teachers' Society* (société des enseignantes et enseignants du Manitoba), de *Manitoba Association of School Superintendents* (association des directrices et directrices des écoles du Manitoba), de *Manitoba Association of School Business Officials* (Association des responsables des écoles de commerce du Manitoba) et de *Manitoba School Boards Association* (association des conseils scolaires du Manitoba). Le ministère est également en collaboration avec *Manitoba First Nations Education Resource Centre* (centre de ressources en éducation des Premières nations du Manitoba) pour créer une culture de l'éducation en vue du développement durable dans les écoles des Premières nations et faire en sorte que ce centre de ressources fournisse des conseils au ministère de l'Éducation du Manitoba sur les points de vue des Autochtones afin de les intégrer dans les documents des programmes.
148. L'élaboration de la *Stratégie de promotion d'un mode de vie sain de l'Île-du-Prince-Édouard*, avec son emphase sur l'éducation du grand public et l'action, illustre une autre approche globalement axée sur la collaboration. Elle concerne entre autres les ministères suivants : Éducation; Affaires communautaires et culturelles; Agriculture, Développement et Technologie; Procureur général; et Santé et Services sociaux. Des conseils scolaires de la province, des associations éducatives, des départements des administrations municipales, des ministères du gouvernement fédéral, des départements et instituts universitaires, des régies régionales de la santé, des associations et alliances du secteur de la santé et des groupes de travailleuses et travailleurs et de personnes âgées ont tous participé à la consultation. La mission de la stratégie renforce le développement de la collaboration en son sein, étant donné qu'elle s'efforce de travailler avec ses partenaires pour encourager et aider les habitantes et

habitants de l'Île-du-Prince-Édouard collectivement à prendre des mesures aptes à réduire les principaux facteurs de risque associés aux maladies chroniques.

149. L'Alliance des musées d'histoire naturelle du Canada offre un autre exemple de groupes travaillant en collaboration. Cette alliance est en train de célébrer l'Année internationale de la biodiversité en organisant des activités pédagogiques dans divers lieux pour explorer les questions relatives à la biodiversité, les facteurs causant la diminution de la biodiversité, les solutions possibles et les rôles que les musées peuvent et doivent assumer pour aider à réduire la perte de la biodiversité. Quinze institutions, comme le *Yukon Beringia Interpretative Centre* (centre d'interprétation Beringia du Yukon), le *Vancouver Aquarium Marine Science Centre* (centre des sciences marin et aquarium de Vancouver), le *Royal Tyrrell Museum* (musée Royal Tyrrell) en Alberta, le Centre du patrimoine septentrional Prince-de-Galles dans les Territoires du Nord-Ouest et les Jardins botaniques de Montréal offrent un éventail impressionnant de programmes, d'expositions et d'activités pour tous les âges.

### **Centres d'expertise régionaux pour l'éducation en vue du développement durable**

150. L'Institut des hautes études (UNU-IAS) de l'Organisation des Nations Unies a accordé au Canada cinq centres d'expertise régionaux (CER) pour l'éducation en vue du développement durable. Ces centres sont situés à Toronto, à Montréal, à Sudbury, en Saskatchewan et à Vancouver. Les CER sont des réseaux d'organismes existants en éducation formelle, non formelle et informelle dont le but est d'offrir l'éducation en vue du développement durable dans une région ou à une communauté donnée. Les CER cherchent à atteindre les buts de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable en transposant ses objectifs planétaires dans le contexte de collectivités spécifiques.
151. Les membres du CER de la Saskatchewan comprennent des établissements postsecondaires, le *Craik Sustainable Living Project* (projet de mode de vie durable Craik), *Regina Eco-Living Inc.*, le *Royal Saskatchewan Museum* (musée royal de la Saskatchewan), *L.A.M.B. Environmental Education and Consulting* (éducation et consultation environnementales L.A.M.B.), la compagnie de téléphone de la province et des administrations municipales. Le but est d'offrir une éducation qui a un pouvoir de transformation et favorise l'adoption de modes de vie et de moyens d'existence durables. Deux thèmes transversaux — la préservation des collectivités rurales et les approches pédagogiques pour l'EDD dans les régions — orientent les activités en éducation de concert avec les six thèmes suivants :
- le changement climatique;
  - la santé;
  - l'agriculture et la production d'aliments, la consommation et la réduction des déchets à l'échelle locale;
  - le rétablissement des liens avec les écosystèmes des prairies naturelles;

- l'établissement de ponts entre les cultures en vue de l'adoption de modes de vie durable et du développement des collectivités;
- la mise en place d'infrastructures durables, y compris en matière d'eau et d'économies d'énergie.

L'une des initiatives lancées récemment est la création d'un inventaire qui dresse la liste des projets, des chercheuses et chercheurs et des écoles participant à des activités d'EDD. Le Craik Sustainable Living Project, qui est l'un des membres du CER, a offert des séminaires sur la réduction des déchets, les solutions non conventionnelles pour le développement rural et un programme scolaire sur le changement climatique. En outre, le CER a organisé des rencontres et des colloques sur l'EDD.

152. À Sudbury, en Ontario, le CER fait intervenir les organismes suivants : le Service de santé publique de Sudbury et du district, par son programme *La vie active et le mode de vie sain*, Terre à cœur, qui offre *Le milieu naturel*, le Conseil de planification sociale pour l'engagement civique et la Société de développement du Grand Sudbury. Le CER travaille sur les quatre piliers du développement durable — vie active et mode de vie sain; environnement naturel; engagement civique et capital social; et croissance économique — qui font également partie de la *Charte des communautés en santé*. Le CER de Sudbury a fait une promotion soutenue de l'Année internationale de la biodiversité, avec un plan d'action qui fournit une approche complète et détaillée de la réduction des risques pour l'habitat des plantes et de la faune. Ce plan a été élaboré en consultation avec la communauté.
153. Le CER de Toronto est un forum d'échange d'informations et d'établissement de partenariats pour offrir des programmes en développement durable. Ses partenaires sont des établissements postsecondaires, le *Toronto District School Board* (conseil scolaire du district de Toronto), l'Office de protection de la nature de Toronto et de la région, *Citizens' Environment Watch* (surveillance de l'environnement par les citoyennes et citoyens), *Education Alliance for a Sustainable Future* (alliance sur l'éducation pour un avenir durable) et Environnement Canada. Le but est d'intégrer les problèmes locaux en matière de développement durable dans les programmes d'éducation formelle, non formelle et informelle de la région de Toronto. Le CER a entrepris d'établir un inventaire de référence sur les travaux de recherche, les formations et les programmes en EDD. L'analyse des carences a démontré qu'on manque de ressources dans les domaines de l'EDD que sont la lutte contre la pauvreté et les études sur la paix.
154. Le CER de Montréal a été reconnu en 2008. Ses membres sont : la ville de Montréal; I.C.I. Environnement, qui est un réseau de 16 établissements postsecondaires actifs dans le domaine des sciences, de la technologie, du génie environnemental et du développement durable; la Biosphère; et la Commission scolaire de Montréal. Le CER a dressé un inventaire des projets en EDD lancés par ses membres et fournit un programme en écoléadership.

155. En 2009, le CER de Montréal et la Biosphère ont organisé la 4<sup>e</sup> Conférence internationale des CER en éducation en vue du développement durable de l'Université des Nations Unies à Montréal. Plus de 150 déléguées et délégués internationaux ont discuté des enjeux fondamentaux se rapportant aux CER et des prochaines étapes pour le réseau, y compris son rôle dans la célébration de l'Année internationale de la biodiversité. Le CER de Sudbury a pris les devants dans la promotion de l'Année internationale de la biodiversité, avec le lancement récent de son plan d'action sur la biodiversité, qui fournit une approche complète et détaillée pour réduire les risques pour l'habitat des plantes et de la faune. Ce plan est une façon de mettre à contribution la communauté, d'aider à réduire la perte de la biodiversité et de sensibiliser les gens à l'importance de la biodiversité et des écosystèmes pour la santé et le bien-être. Il a été élaboré en consultation avec le grand public et est considéré comme un document « vivant », autrement dit un document pour lequel la communauté continue d'avoir son mot à dire.
156. En janvier 2010, le groupe de travail et réseau sur l'éducation en vue du développement durable, *Walking the Talk*, de la Colombie-Britannique, a reçu sa désignation formelle de nouveau centre d'expertise régional des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable pour la région de North Cascadia de la Colombie-Britannique. Ce nouveau CER a été officiellement inauguré en mai 2010 et son but est de poursuivre son travail pour faire de la deuxième moitié de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable une réussite prolongée dans sa région.

### **Groupes de travail provinciaux et territoriaux sur l'EDD**

157. La plupart des instances ont un groupe de travail qui se consacre à l'éducation en vue du développement durable et qui est membre d'EDD Canada (voir plus haut). Les activités de ces groupes de travail sont décrites dans les autres chapitres; nous mettons ici l'accent sur les exemples de structures multidécisionnelles et le fait que ces structures leur permettent d'entreprendre tout un éventail d'initiatives.
158. L'Alliance pour l'éducation à la viabilité au Nouveau-Brunswick a un comité directeur qui rassemble le Conseil de conservation du Nouveau-Brunswick, *Energeia Inc.*, L'éducation au service de la Terre Nouveau-Brunswick, le ministère de l'Éducation du Nouveau-Brunswick et Nature Nouveau-Brunswick ainsi qu'un grand nombre d'organismes participants. Elle compte parmi ses membres : Entreprises Nouveau-Brunswick; *Healthy Families Healthy Communities Association* (association de familles en santé, collectivités en santé); l'Association pulmonaire du Nouveau-Brunswick; l'Union des municipalités du Nouveau-Brunswick; la Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick; l'Association des enseignantes et des enseignants de sciences de l'Atlantique; et le *Maliseet Nation Conservation Council* (conseil de conservation de la nation Maliseet) — ainsi que de nombreux groupes issus des universités, du collège communautaire, des

écoles et des districts scolaires de la province et autres groupes qui s'intéressent à la conservation.

159. L'alliance a présenté un plan d'action avec des buts qui correspondent à la stratégie de la CEE-ONU. Son objectif est de développer et de maintenir les efforts de collaboration de toutes les organisations intéressées par l'éducation à la viabilité au Nouveau-Brunswick. Lors de la conférence de mars 2010 de l'alliance, on a souligné les progrès réalisés par les équipes qui s'efforcent de réaliser les buts du plan d'action. L'équipe des politiques a élaboré une ébauche de politique verte pour les écoles et est en train d'en discuter avec le ministère de l'Éducation. L'équipe des écoles a désigné une personne-ressource dans chaque école et a élaboré des ateliers sur l'éducation à la viabilité qui seront présentés lors des journées de développement professionnel. L'équipe d'action des collectivités a développé une trousse de ressources en ligne qui peuvent servir aux collectivités. L'équipe des forums régionaux a organisé des forums régionaux dans six régions de la province dans le but de relier les écoles, les jeunes et les groupes communautaires et de les soutenir dans la préparation de leurs projets locaux sur la viabilité. Plusieurs projets d'action en éducation à la viabilité ont découlé de ces forums.
160. *Sustainability Education in Nova Scotia for Everyone* (éducation durable pour tous en Nouvelle-Écosse) (SENSE) est un groupe d'organismes, d'entreprises et d'individus qui se consacrent à la promotion des idées et des pratiques qui aideront la Nouvelle-Écosse à se mettre sur la voie du développement durable. Il compte plus de 150 membres issus des gouvernements, des conseils scolaires, des associations d'enseignantes et enseignants et d'organismes communautaires, de l'industrie et d'organismes non gouvernementaux. Parmi ses initiatives, on note les suivantes :
- Rencontres du réseau : le groupe SENSE organise chaque trimestre des rencontres en tête-à-tête et par téléconférence dans la province pour favoriser l'échange d'idées et d'informations et l'organisation d'activités.
  - Répertoire des ressources en développement durable : le groupe SENSE est en train d'élaborer un répertoire en ligne, qui compte déjà des centaines de ressources.
  - Écologisation des écoles et des installations : le groupe SENSE est en train de collaborer avec les écoles en vue d'écologiser la gestion et le fonctionnement des installations et de mettre au point un processus standardisé pour la gestion responsable des installations.
  - *Atlantic Canada Sustainability Initiative* (initiative pour le développement durable du Canada atlantique) : cette initiative, qui s'appuie sur le cadre stratégique élaboré par *The Natural Step* (l'étape naturelle), collabore avec des groupes communautaires, des entreprises et des municipalités sur la planification du développement durable.
  - Symposium sur l'éducation en vue du développement durable : le *Green Roots Symposium* (symposium Racines vertes) de 2010 a été organisé par les ministères de l'Éducation et de l'Environnement de la Nouvelle-Écosse et le

groupe SENSE sur le thème « Action communautaire pour le développement durable, l'éducation et les partenariats ». Les sessions ont examiné des mesures pour faire progresser l'EDD en Nouvelle-Écosse, le concept Mi'kmaq de « vision à deux yeux » comme principe directeur pour le développement durable et la célébration du travail en DD effectué par les groupes communautaires.

161. La vision *Education for Sustainable Development* (éducation pour le développement durable) (ESD) Alberta est que la communauté planétaire perçoive l'Alberta comme étant une société sécurisée, équitable et économiquement viable qui protège et améliore les systèmes terrestres. Parmi les organismes participant à l'ESD Alberta, on trouve : le ministère de l'Éducation de l'Alberta; le ministère de l'Environnement de l'Alberta; l'*Alberta Council for Environmental Education* (conseil de l'Alberta pour l'éducation environnementale); le projet Asokan; *Carbon Busters Inc.*; le projet *Human Rights City* (ville respectant les droits de la personne)(Edmonton); la ville d'Edmonton; EcoCanada; le Réseau de l'éducation globale; l'Institut Pembina; l'Université de l'Alberta; et de nombreux individus préoccupés par ces questions. ESD Alberta comprend quatre sous-groupes et chacun d'entre eux a une notice d'impact et un modèle logique :

- La notice d'impact pour l'apprentissage à vie en matière de développement durable décrit le modèle du groupe, qui est un modèle d'éducation centrée sur la collectivité dans lequel les gens se créent des espaces pour travailler ensemble afin de bâtir des collectivités saines, dynamiques, sécurisées et durables.
- La notice d'impact pour les leaders en développement durable souligne que le leadership dans le domaine de la paix, de la justice sociale et des modes de vie durables se développe grâce au mentorat, à l'éducation et à des initiatives de participation à tous les niveaux dans la société.
- Le modèle logique pour les collectivités durables s'efforce de faire en sorte que les collectivités de l'Alberta adoptent des modes de vie durables, en fixant des objectifs comme la formation des concepteurs, des promoteurs et des spécialistes de la rénovation pour qu'ils bâtissent des édifices conçus selon la perspective du développement durable.
- Le sous-groupe responsable des organismes est en train d'élaborer des ateliers qui seront mis à l'essai auprès de certains organismes choisis pour les aider à adopter des pratiques et des politiques exemplaires en matière de développement durable. Le but est d'offrir ensuite les ateliers partout en Alberta.

162. Le *Prince Edward Island Sustainability Network* (réseau en vue du développement durable de l'Île-du-Prince-Édouard) a été établi dans le cadre d'une coopération entre plusieurs organismes — le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance; le ministère de l'Environnement; le ministère de l'Énergie; le ministère des Forêts; et les Partenariats des Forêts Modèles — en partenariat avec L'éducation au service de la Terre, Environnement Canada et le ministère de l'Éducation de l'Alberta. Le

groupe n'en est qu'aux premiers stades de son développement et se concentre sur les efforts visant à donner plus de retentissement à l'EDD et au réseau auprès des responsables qui prennent les décisions. La vision du groupe est que l'ensemble de la population de l'Île-du-Prince-Édouard intègre les principes, les valeurs et les pratiques du développement durable dans ses activités quotidiennes, afin de créer un avenir plus durable sur le plan de l'intégrité de l'environnement, de la viabilité économique et de la justice sociale pour la génération actuelle et les générations à venir.

163. À Terre-Neuve-et-Labrador, le comité directeur a été élargi et l'on poursuit les efforts visant à former un groupe de travail. Le comité directeur a organisé, en collaboration avec le ministère de l'Éducation, un atelier d'une journée pour les chefs de districts scolaires afin d'examiner le rôle que l'EDD joue déjà dans le système scolaire et de décrire les prochaines étapes. On prévoit également une série de rencontres régionales qui déboucheront sur la formation du groupe.
164. La fonction du Groupe de travail sur l'EDD du Nunavut est de fournir des conseils et des orientations aux ministères de l'Éducation, du Développement économique et des Transports, et de l'Environnement et à leurs organismes partenaires en vue d'offrir, à tous les niveaux, des possibilités d'éduquer la population du Nunavut sur le développement durable. L'un des objectifs du groupe est d'élaborer un plan d'action pour favoriser la sensibilisation du grand public, les activités d'éducation d'ordre général dans la communauté et des initiatives spécifiques dans les écoles, mais aussi d'offrir un forum de discussion sur les difficultés et les inquiétudes et d'échanges de pratiques exemplaires. Le plan de travail est fortement axé sur les collectivités.
165. La mission de l'*Education Alliance for Sustainable Ontario* (alliance en éducation pour un Ontario durable) (EASO) est d'offrir un forum de collaboration et de leadership pour faire progresser l'éducation afin de créer des collectivités et des écosystèmes florissants et divers. L'EASO a en particulier travaillé dans le secteur de l'éducation formelle, en offrant des ateliers de perfectionnement professionnel sur les programmes intégrés d'EDD auprès de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario et de l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens, et en nouant des partenariats avec les départements de sciences de l'éducation des universités pour faire progresser l'intégration de l'EDD dans les programmes de formation des enseignantes et enseignants. L'éducation au service de la Terre élabore, en consultation avec le ministère de l'Éducation et avec l'EASO, une ressource pour les enseignantes et enseignants, intitulée *Relier les points* qui servira de guide pratique sur l'utilisation des thèmes de l'environnement et du développement durable dans l'intégration de l'apprentissage; ce guide est disponible en français et en anglais. Dans le domaine de l'éducation informelle, l'EASO travaille avec l'Office de protection de la nature de Toronto et de la région sur un projet pilote intitulé EcoCentre, programme d'homologation et de mise aux normes semblable au programme EcoSchools décrit plus haut, conçu pour les centres éducatifs.

166. Le Manitoba Education for Sustainable Development Working Group (MESDWG) a été le tout premier groupe de travail formé en tant que projet pilote en 2005 et a servi de cadre de référence pour les autres groupes établis à travers le pays. Le Manitoba a également été, avec Environnement Canada et L'éducation au service de la Terre, un partenaire de la mise sur pied du Conseil national d'experts en éducation en vue du développement durable (devenu depuis EDD Canada). Les membres du MESDWG comprennent des divisions scolaires, des établissements postsecondaires, des représentantes et représentants du gouvernement, Manitoba Hydro, l'Institut international du développement durable, le Manitoba First Nations Education Resource Centre, le *Centre for Indigenous Environmental Resources* (centre de ressources environnementales pour les Autochtones), des associations d'éducatrices et éducateurs, *Youth Encouraging Sustainability* (les jeunes pour le développement durable), la Manitoba Forestry Association, LP Canada Ltd. et d'autres groupes encore.

167. Cinq comités ont défini des stratégies et des priorités qui les guideront dans leur travail :

- Mise à contribution des jeunes : un atelier de mise à contribution des jeunes a permis d'attirer plus de 40 organismes et groupes. On prévoit à l'avenir un stage en EDD pour les jeunes et un programme de leadership en EDD dans les universités et les collèges.
- Éducation des Autochtones : on a organisé un atelier sur l'initiative en EDD en 2010 dans le Nord du Manitoba pour présenter des informations sur les projets déjà en fonctionnement pour l'EDD, engager un dialogue sur les approches de l'élaboration de projets en EDD, créer un cadre pour les plans d'action et examiner les prochaines étapes à envisager.
- Formation des enseignantes et enseignants : l'équipe a consulté le ministère de l'Éducation du Manitoba sur le nouveau cours de 12<sup>e</sup> année « Citoyens du monde et développement durable », évoqué plus haut.
- Mesure de l'EDD : les rapports de recherche entrepris par l'IIDD et le ministère de l'Éducation du Manitoba sont décrits plus haut.
- Partenariats en EDD : la première session de la série de sessions d'éducation des éducatrices et éducateurs de 2010 a permis de faciliter l'offre d'activités d'apprentissage et les échanges d'information dans la communauté de l'éducation environnementale.

### **Commission canadienne pour l'UNESCO**

168. La Commission canadienne pour l'UNESCO a des membres et des partenaires partout au Canada à tous les paliers de gouvernement, dans les associations professionnelles, dans les établissements d'enseignement et de recherche et dans la société civile, qui offrent leur soutien et apportent des contributions à son travail en vue de réaliser les idéaux de l'UNESCO, y compris la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable.



169. L'une des activités qui se poursuivent au sein de la commission est la coordination de la célébration de la Semaine internationale des apprenants adultes (SIAA) au Canada. Cet événement, qui représente un effort de collaboration entre la commission, les ministères de l'Éducation et des partenaires de partout au pays, se concentre sur les réussites des apprenantes et apprenants et sur l'apprentissage des adultes en tant qu'outil de démocratisation et de lutte contre la pauvreté. Au Canada, la SIAA a un thème bien particulier chaque année. En 2008, elle a commémoré le 60<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et le droit à l'éducation et à l'apprentissage. En 2009, elle était reliée à la Sixième Conférence internationale de l'UNESCO sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VI), dont le thème était « Vivre et apprendre pour un futur viable : l'importance de l'apprentissage des adultes ». Pour 2010, la SIAA a été reliée au *Cadre d'action* de CONFINTEA VI, qui invitait les gouvernements à assurer un accès égal à l'éducation pour toutes et tous, sachant qu'il est essentiel d'avoir une éducation favorisant l'intégration de toutes et de tous si on veut récolter les fruits du développement humain, social et économique. Dans le cadre des célébrations de la SIAA, la commission prépare tous les ans une publication de type magazine qui est disponible sur son site Web. Elle en distribue également des milliers d'exemplaires partout au Canada.
170. La commission continue d'accorder une grande priorité au développement du Réseau du système des écoles associées (réSEAU) de l'UNESCO au Canada. Cinquante-deux écoles font désormais partie du système, avec des approches pédagogiques innovantes adoptées dans le cadre d'activités sur la justice sociale, des jumelages avec des écoles de l'hémisphère Sud et des projets pilotes sur des sujets comme la résolution pacifique des conflits, la protection de l'environnement, l'éducation et la prévention pour lutter contre la consommation de drogues, l'éducation physique et la promotion de la diversité culturelle. On peut citer comme exemple de projet du réSEAU la marche contre la pauvreté qui s'est déroulée à Winnipeg et a fait intervenir 12 écoles du réSEAU et 600 élèves de tous les niveaux des secteurs public et privé. Les élèves ont collecté une tonne d'aliments non périssables dont ils ont pu faire don à la banque alimentaire de la région. Une autre des écoles du réSEAU s'est concentrée sur la sécurité alimentaire et a organisé des projets sur la pauvreté, le changement climatique, la violence et les droits de la personne, avec en particulier une collecte de fonds pour un projet en Bolivie. On a désormais un comité spécial qui travaille sur un plan d'action en vue de renforcer le réSEAU au niveau national. On a également commencé à développer le réseau de relations entre les écoles du réSEAU et les réserves de la biosphère.
171. Chaque année, la Commission canadienne pour l'UNESCO parraine le Prix pour la science au service de la paix et du développement, décerné à un élève s'étant illustré lors de l'Expo-sciences pancanadienne. Ce prix porte sur les sciences au service de l'humanité, y compris dans ses besoins les plus fondamentaux, dans l'environnement et le développement durable, la paix et la résolution de conflits, l'éducation scientifique ou dans les sciences et l'éthique. La gagnante ou gagnant du prix peut participer à l'Expo-

sciences internationale, organisée pour favoriser la participation des jeunes aux sciences.

172. Les réserves de la biosphère sont une composante-clé du programme « L'homme et la biosphère » de l'UNESCO. Le Canada compte 15 réserves de biosphères dans huit provinces, avec divers écosystèmes, de la côte de l'Atlantique à la côte du Pacifique. Ces biosphères sont établies pour explorer la conciliation du développement économique, du développement social et de la protection de l'environnement, dans le cadre de partenariats entre les gens et la nature. Les gens et les organismes de la région concernée jouent un rôle central dans la fondation et le fonctionnement de chaque réserve de la biosphère, qui offre un soutien à la recherche, à la surveillance, à l'éducation et à l'échange d'informations liés aux enjeux locaux, nationaux et internationaux de la conservation et du développement. L'Association canadienne des réserves de la biosphère est un organisme à but non lucratif composé de membres qui assurent la coordination des réserves de la biosphère. Le financement du gouvernement fédéral pour les réserves et l'association, qui s'élève à cinq millions de dollars sur cinq ans, soutient la surveillance de l'environnement, la promotion des activités de tourisme durables, l'aide aux pratiques agricoles durables, les campagnes de sensibilisation du grand public au développement durable et la promotion d'activités sur le développement durable.
173. Les droits de la personne bénéficient d'une attention considérable de la part de la commission dans le cadre de son travail. La 48<sup>e</sup> assemblée générale annuelle de la commission, avec 200 participantes et participants, était structurée selon le thème « Droits et responsabilités : nouveaux défis pour l'apprentissage et l'action ». La commission a collaboré avec l'organisme Journalistes pour les droits humains pour préparer une trousse de formation d'éducatrices et éducateurs en droits humains, a encouragé le développement de la Coalition des municipalités contre le racisme et la discrimination dans le cadre du réseau international de l'UNESCO et a joué un rôle dans l'organisation du Séminaire nordique autochtone sur le thème « Perspectives autochtones de la Déclaration universelle des droits de l'homme ».
174. La commission a également participé à plusieurs événements liés à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable. Elle a été partenaire du 4<sup>e</sup> Congrès mondial des jeunes, « ReGénération 2008 », où elle a présenté des ateliers sur les différences entre les pays pour ce qui est des besoins environnementaux et du droit à une éducation de qualité. La commission a été un commanditaire de la conférence *Choose the Future* (choisissez l'avenir) sur l'éducation en vue du développement durable en 2008 et a fait, en tant que membre du conseil exécutif, une présentation sur les tendances actuelles dans la recherche sur l'EDD. La commission a parrainé, en collaboration avec une troupe de théâtre et de danse de Montréal et de nombreux autres partenaires, un projet appelé « Célébrons la biodiversité », dans lequel 700 enfants de collectivités défavorisées ont été exposés aux enjeux de la biodiversité.

175. La commission collabore régulièrement avec des partenaires et les membres de ses commissions sectorielles pour faire la promotion des conventions, des recommandations, des décennies, des années et des autres projets de l'UNESCO. La Commission canadienne pour l'UNESCO collabore depuis 2005 avec le gouvernement et la société civile, dans le cadre de rencontres, de présentations, de parrainages, de participations à des événements et d'initiatives de coopération, à la promotion de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable.
176. Dans cette section, nous avons mis en valeur les efforts de coopération entre de multiples partenaires de différents secteurs — gouvernement, éducation, société civile, secteur privé — qui collaborent à des projets et des plans liés à l'éducation en vue du développement durable. On peut également illustrer un autre point de vue sur la réalité multidécisionnelle de l'EDD en faisant référence au grand nombre d'ONG, d'associations, d'établissements postsecondaires, de groupes autochtones, de défenseurs de l'environnement, de défenseurs de la justice sociale, d'entreprises et d'autres actrices et acteurs qui apportent leur contribution à l'éducation en vue du développement durable. Nous mettons en relief leurs rôles essentiels sur ce plan tout au long du présent rapport.

## **Doter les éducatrices et éducateurs des compétences nécessaires en développement durable**

177. Le questionnaire de la CEE-ONU se concentre sur deux aspects des efforts faits pour préparer les enseignantes et enseignants à intégrer le développement durable dans leur enseignement. Dans un premier temps, il s'attarde sur la formation préalable et sur la formation en milieu de travail pour les éducatrices et éducateurs et pour les personnes occupant des postes de direction en éducation. Par ailleurs, il s'intéresse aux occasions qui sont offertes aux éducatrices et éducateurs de coopérer dans leur travail sur l'éducation en vue du développement durable. Les exemples de formations fournis ci-dessous combinent souvent ces deux dimensions, parce que les enseignantes et enseignants en cours de formation sont aussi encouragés à créer des réseaux d'entraide. En plus de la formation des enseignantes et enseignants, on note également des formations pour les leaders communautaires, les responsables de la formation des adultes, les dirigeantes et dirigeants des entreprises et pour d'autres personnes qui s'efforcent d'adopter des pratiques relevant du développement durable.
178. En collaboration avec divers partenaires, le ministère de l'Éducation de la Nouvelle-Écosse offre, aux enseignantes et enseignants, aux organismes gouvernementaux et aux groupes non formels et informels, des ateliers sur l'intégration de l'éducation en vue du développement durable dans les programmes d'études et dans les structures de

soutien. À titre d'exemple, il offre des sessions de perfectionnement professionnel sur les enjeux du développement durable dans le cadre de son programme d'instituts d'été. En 2010, il offre des cours sur les sujets suivants :

- Exploitation durable des forêts : ce programme comprend des excursions parrainées dans des forêts aménagées, des exploitations et des moulins, élaborées en vue de fournir des informations sur l'environnement forestier.
- Exploration des questions de justice sociale dans la salle de classe M-6 : ces ateliers examinent l'utilisation qu'on peut faire de la littérature pour enfants, des conversations et des activités d'apprentissage dans la salle de classe, dans le contexte de l'apprentissage de la littératie, pour encourager les élèves à explorer le domaine de la justice sociale.
- Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable : cet atelier se concentre sur l'EDD, avec des volets spécifiques structurés en fonction des matières choisies par les enseignantes et enseignants. Les participantes et participants font correspondre aux activités des résultats d'apprentissage des cours qu'ils enseignent, de façon à combiner l'environnement, l'économie et la justice sociale.
- Cartographie d'une année de vie saine : cette session présente des activités d'enseignement et d'apprentissage utiles pour les nouveaux résultats d'apprentissage en vie saine pour les élèves de la 7<sup>e</sup> à la 9<sup>e</sup> année. On expose les enseignantes et enseignants à des pratiques exemplaires et on les invite ensuite à échanger leurs idées et à élaborer ensemble une carte du programme pour l'année à venir.

Dans tous les cas, on fournit aux enseignantes et enseignants des ressources et des documents qu'ils peuvent utiliser dans leur enseignement dans la salle de classe.

179. Le ministère de l'Éducation du Manitoba aide les facultés des sciences de l'éducation à incorporer l'EDD dans la formation préalable des enseignantes et enseignants en fournissant des formations sur l'EDD aux futurs enseignants et enseignantes et en organisant un séminaire sur l'EDD pour les membres de la faculté. Ceci a débouché sur la formation d'un comité de représentantes et représentants des facultés chargé de faire des recommandations sur l'incorporation de l'EDD dans la formation préalable des enseignantes et enseignants. En Alberta, les facultés des sciences de l'éducation disposent de cours se rapportant aux thèmes du développement durable, tandis que l'Université de l'Alberta est en train d'envisager d'intégrer les principes de l'EDD dans l'élaboration de cours spécifiques. Avec les révisions en cours dans le système de formation au Québec, on est en train de réviser les programmes d'études des universités pour la formation préalable des enseignantes et enseignants et les formations en milieu de travail offertes par les commissions scolaires, afin d'y intégrer les nouveaux domaines et les nouvelles approches.

180. Les programmes de formation en milieu de travail du ministère de l'Éducation de la Saskatchewan favorisent la mise en œuvre des nouveaux énoncés fondateurs des programmes d'études évoqués plus haut, qui incorporent les principes de l'éducation environnementale (EE) dans tous les programmes d'études. Avec la version révisée du programme d'études de l'Ontario, on a également intégré les principes de l'EE dans la formation continue pour l'implémentation de tous les programmes d'études révisés et dans les ateliers offerts pendant l'été aux enseignantes et enseignants par la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, en consultation avec le ministère de l'Éducation. Les associations de directrices et directeurs d'école de l'Ontario ont mis sur pied des webinaires (séminaires offerts sur le Web) pour faciliter l'instauration du nouveau cadre stratégique sur l'éducation environnementale présenté plus haut. En outre, les sites Web de ces associations offrent une ressource en ligne conçue pour aider les directrices et directeurs à parvenir aux buts énoncés dans le cadre des politiques en éducation environnementale.
181. Le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance de l'Île-du-Prince-Édouard et le Prince Edward Island Sustainability Network s'associent à l'Association des enseignantes et des enseignants de sciences de l'Atlantique pour organiser le congrès annuel de 2010 de l'association sur le thème de l'EDD. L'institut d'été de l'Atlantique de 2010, organisé à l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard, se concentre sur le thème « Innovation et collaboration : Bâtir des communautés résilientes », en prêtant attention aux aspects suivants : développement social et économique; prévention des crimes et sécurité de la communauté; promotion de la santé et de la sécurité; et durabilité de l'environnement. Cet institut ne vise pas les enseignantes et enseignants, mais s'adressent à ceux qui prennent la direction des activités innovantes dans la communauté.
182. La Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario offre plusieurs ateliers sur l'écologie en coopération avec les ministères de l'Éducation et des Richesses naturelles de l'Ontario. Les ateliers portent à la fois sur le niveau primaire et sur le niveau secondaire et permettent aux participantes et participants de discuter de diverses approches de l'éducation environnementale et de former des partenariats avec des individus, des organismes et des agences qui offrent des programmes d'éducation environnementale.
183. L'*Alberta Teachers' Association* (association des enseignantes et enseignants de l'Alberta) offre un programme complet d'ateliers, de cours et d'autres sessions de perfectionnement professionnel sur bon nombre de questions relatives au développement durable :
- Orientation sexuelle et identité des sexes : une série de trois ateliers sur l'exploration des problèmes et du vécu quotidien des élèves s'identifiant comme étant homosexuels, bisexuels ou transsexuels; l'examen des préjugés, de

l'autorité et des privilèges; et les mesures pour assurer la sécurité dans les écoles.

- Prise en compte de la diversité culturelle dans les écoles de l'Alberta : cet atelier explore les compétences culturelles en tant qu'approche pour l'examen des croyances, des attitudes, des politiques, des structures et des pratiques qui permettent aux écoles d'adopter une approche efficace sur le plan des relations interculturelles.
- Mise sur pied d'écoles favorisant l'intégration : cet atelier se concentre sur le racisme, le sexisme et l'homophobie et propose des stratégies pédagogiques visant à créer des communautés d'apprentissage qui favorisent l'intégration de toutes et de tous.
- Ma rue verte – Éducation environnementale et environnement planétaire : ce programme tente d'offrir des possibilités de mettre pleinement à contribution les élèves et les enseignantes et enseignants dans l'apprentissage sur l'environnement et l'éducation sur le développement durable.

184. L'académie sur la durabilité et l'éducation (ADEd) est un partenariat entre L'éducation au service de la terre et l'école de gestion Schulich, la faculté d'éducation de l'Université York et la Chaire UNESCO en Réorientation de la formation des Enseignants vers le développement durable, à l'université York à Toronto. Le Séminaire pour dirigeantes et dirigeants en éducation de l'ADEd motive et outille les hauts fonctionnaires de l'éducation à diriger l'intégration de la durabilité dans tous les aspects du système d'enseignement formel, dont : les politiques publiques, le programme d'études, l'enseignement, l'apprentissage, le perfectionnement professionnel et la gestion durable des ressources humaines, matérielles et financières. Les groupes cibles sont les hauts fonctionnaires des ministères de l'Éducation, des conseils et commissions scolaires et des facultés de l'éducation de partout au Canada. Le séminaire a également pour objectif de créer des réseaux qui pourront collaborer à l'avenir.

185. Le Séminaire pour dirigeantes et dirigeants en éducation de l'ADEd a été offert en Ontario et au Manitoba. Il a rassemblé des participantes et participants de districts scolaires de cinq provinces, de six ministères de l'Éducation et de huit facultés des sciences de l'éducation. Vingt divisions scolaires (sur 37) du Manitoba ont participé au séminaire, et le ministère de l'Éducation du Manitoba a collaboré avec l'Université York pour créer une trousse et un guide sur l'EDD à utiliser après le séminaire de l'ADEd, afin que les anciens participants et participantes puissent offrir des formations sur l'ED dans leur division scolaire. Lors de l'ADEd d'octobre 2010 au Manitoba, on espère la participation de six autres divisions scolaires du Manitoba, ainsi que de déléguées et délégués du Manitoba First Nations Education Resource Centre et du Yukon. La Saskatchewan est en train de prévoir des activités d'éducation sur le développement durable pour les cadres supérieurs de l'administration par l'intermédiaire de l'ADEd pour le début de 2011.

186. Les organisations non gouvernementales offrent également des activités approfondies de perfectionnement professionnel en EDD et sur le DD. Le Réseau canadien d'éducation et de communication relatives à l'environnement (EECOM) est un réseau national bilingue sur l'éducation et la communication relatives à l'environnement, qui collabore avec des groupes provinciaux et de multiples secteurs pour consolider et développer les compétences des éducatrices et éducateurs, des responsables des communications, des apprenantes et apprenants et des consommatrices et consommateurs et pour développer les capacités en matière d'apprentissage sur l'environnement et de développement durable. L'EECOM a facilité la mise en place des publications annuelles *Canadian Journal of Environmental Education* (revue canadienne de l'éducation environnementale) et *Éducation relative à l'environnement : regards, recherches, réflexions* et continue de leur apporter un soutien financier. Il produit également des bulletins d'information électroniques bimensuels en français et en anglais.
187. L'EECOM offre, avec plusieurs partenaires, des cliniques sur le leadership afin de développer les capacités dans les organismes provinciaux, régionaux et nationaux du secteur de l'éducation relative à l'environnement. Ces cliniques abordent de façon intensive le développement des compétences en organisation et en leadership pour les professionnelles et professionnels de l'éducation relative à l'environnement et offrent des occasions d'échanger des informations et des idées et d'élaborer et de peaufiner des plans d'action.
188. L'Alberta Council for Environmental Education offre également des cliniques sur le leadership, auxquelles participent des équipes des organismes membres du conseil. Chaque équipe se définit un but avant la clinique. Elle dispose, pendant la session, d'un certain temps pour créer ce plan d'action en vue d'atteindre le but et s'engage à mettre en œuvre le plan choisi après la clinique. Les membres de l'équipe aident à préparer le programme de la clinique, afin de s'assurer qu'il réponde bien à leurs besoins, en choisissant des sujets comme les travaux de recherche les plus récents, le développement des organisations et la conception et l'évaluation de programmes.
189. On a conçu un atelier spécial d'activités pratiques sur l'EDD pour les étudiantes et étudiants du *Northern Teachers Education Program* (programme d'éducation des enseignantes et enseignants du Nord) de l'Université de Brandon, avec une approche de type immersion, pour aider les étudiantes et étudiants à mieux comprendre l'EDD, en organisant une excursion dans un parc provincial du Manitoba. Cet atelier bénéficiait de l'appui de la Forêt Modèle du Manitoba et était organisé par le Manitoba First Nations Education Resource Centre, l'Université de Brandon et le Bureau de gestion des ressources du *West Region Tribal Council* (conseil tribal de la région de l'Ouest). Les étudiantes et étudiants ont interagi avec des Aînées et Aînés de Premières nations, des spécialistes de l'environnement et des représentantes et représentants de l'industrie de l'exploitation forestière. Ils en ont appris davantage sur la vision du monde des Ojibways en ce qui concerne la forêt et leurs enseignements traditionnels, ainsi que sur les

pratiques durables en exploitation forestière. Ces enseignantes et enseignants en formation étaient censés faire un suivi de l'atelier en élaborant des plans de leçon sur ce qu'ils avaient appris, destinés à être publiés et distribués dans les écoles des Premières nations entourant le parc.

190. EcoSource est un organisme en éducation relative à l'environnement basé en Ontario qui offre ses services aux jeunes, aux adultes et aux familles. Il s'est mis en partenariat avec l'Université York pour offrir des cours de perfectionnement professionnel sur les approches à l'école tout entière pour l'éducation en vue du développement durable. Le cours examinait le DD et l'EDD, les points de vue des Autochtones, l'art de diriger et de gérer les changements et les nouvelles politiques et pratiques en Ontario.
191. Les éducatrices et éducateurs de la Société pour la nature et les parcs du Canada dans le Sud de l'Alberta offrent des ateliers de perfectionnement professionnel pour les enseignantes et enseignants, les spécialistes en éducation environnementale, des groupes du monde des affaires et les spécialistes travaillant auprès des jeunes. Parmi les sujets abordés, on trouve la biologie, au cours d'une session sur les grizzlys, les espèces en péril, la conception d'excursions de cinq minutes sur le terrain et des mesures pour encourager les gens à passer à l'action et à s'engager dans le domaine.
192. LEAD Canada, la filière canadienne de *Leadership for Environment and Development* (leadership en matière d'environnement et de développement), est en train d'offrir un programme de perfectionnement professionnel pour les gens qui s'intéressent à la formation en leadership sur le développement durable. Cette formation est offerte aux professionnelles et professionnels en milieu de carrière dans tous les secteurs et comprend 20 journées d'étude sur une période de 18 mois.
193. L'Association des collèges communautaires du Canada a créé un site de réseautage hébergeant des groupes d'affinité. Ces groupes d'affinité comprennent des individus de la communauté des collèges communautaires qui partagent la même position, se concentrent sur le même secteur ou ont d'autres centres d'intérêt en commun. Ils se rassemblent pour échanger des idées, des pratiques exemplaires ou à éviter, leurs soucis en matière de militantisme et tout autre sujet qui les intéresse. On trouve, parmi ces groupes d'affinité, un groupe sur l'environnement, un groupe sur l'électricité et les énergies renouvelables et le groupe d'affinité de *World Federation of Colleges and Polytechnics* (fédération mondiale des collèges et écoles polytechniques) sur le développement durable et les énergies renouvelables.
194. Comme nous l'avons souligné dans l'introduction du présent document, le Canada est membre du Groupe d'experts sur les compétences en matière d'éducation en vue du développement durable de la CEE-ONU, qui a reçu pour mandat de préparer des recommandations d'ordre général pour les responsables des politiques et un éventail de compétences en EDD pour les éducatrices et éducateurs. Parmi les 19 membres du groupe se trouve Léonard Rivard, doyen de la faculté d'éducation du Collège



universitaire de Saint-Boniface, qui représente le Canada. En plus de son travail sur le rapport de la CEE-ONU sur les compétences en EDD pour les enseignantes et enseignants, qui sera publié en 2011, M. Rivard travaille dans des activités apparentées au Canada. Sa présentation à l'Association canadienne des doyens et doyennes d'éducation a débouché sur le parrainage d'une session conjointe avec l'Association canadienne pour la formation des enseignants, lors de l'assemblée générale annuelle de la Société canadienne pour l'étude de l'éducation, en mai 2010, sur les compétences des enseignantes et enseignants pour l'éducation en vue du développement durable. M. Rivard a également rendu compte des activités du groupe d'experts de la *Western Association of Deans of Education* (association des doyennes et doyens de l'éducation de l'Ouest) et informe régulièrement le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) et le sous-ministre de l'Éducation du Manitoba, Gerald Farthing, qui est le membre canadien du Comité directeur CEE pour l'éducation au développement durable, sur les derniers développements.

195. Le titulaire actuel de la Chaire UNESCO en réorientation de la formation des enseignants vers le développement durable est Charles Hopkins, de l'Université York à Toronto. M. Hopkins œuvre tant sur la scène nationale que sur la scène internationale, avec des présentations lors de congrès et d'ateliers, des rencontres avec les associations, les doyennes et doyens de l'éducation, des fonctionnaires du gouvernement et d'autres parties intéressées, pour prodiguer des explications, des encouragements et du soutien en ce qui a trait à l'intégration de l'EDD dans l'éducation et la formation à l'enseignement. À titre d'exemple, M. Hopkins rencontre régulièrement les présidentes et présidents des associations d'enseignantes et enseignants des matières fondamentales en Ontario (histoire, sciences, mathématiques) pour discuter des rôles et des contributions possibles de leurs matières en question dans l'EDD et de la formation de groupes d'intérêts particuliers au sein de ces associations pour enquêter sur ces questions.
196. M. Hopkins travaille également en collaboration avec la *Dearness Environmental Society* (société environnementale Dearness), organisme à but non lucratif qui offre des programmes et des services d'éducation environnementale aux écoles, aux collectivités et aux entreprises de l'Ontario. Ensemble, ils ont collaboré avec les conseils scolaires de l'Ontario pour susciter un tournant dans la culture vers l'écologie. Il participe à l'élaboration et à l'offre du programme sur le leadership de l'ADEd pour l'EDD, et ses présentations lors des programmes sont enregistrées par la Dearness.
197. Sur la scène internationale, M. Hopkins a mis au point le Réseau international pour la réorientation de la formation des enseignants pour tenir compte de la durabilité. Il est parti d'un seul institut de formation à l'enseignement dans 30 pays il y a quelques années pour atteindre des réseaux de trois, quatre établissements ou plus encore dans 60 pays. Le travail du réseau s'est élargi et concerne désormais non seulement la recherche mais aussi un travail de mise en œuvre en vue de susciter des changements en réponse à la *Déclaration de Bonn*.

198. La formation des enseignantes et enseignants et des autres professionnelles et professionnels concernés par l'éducation en vue du développement durable est assurée par les ministères, les conseils et commissions scolaires, les associations d'enseignantes et enseignants, les universités, les organismes à but non lucratif et de nombreux autres groupes, qui se servent de salles de classe et d'un processus d'apprentissage actif et dont le travail débouche souvent sur le développement de réseaux d'éducatrices et éducateurs. Comme dans tous les autres chapitres de ce rapport, les exemples présentés ne représentent qu'une petite proportion de la kyrielle de possibilités disponibles.

## Outils et matériels nécessaires à l'EDD

199. Les questions concernant les outils et le matériel pour l'éducation en vue du développement durable sont au nombre de trois : « Est-ce qu'on produit des ressources en EDD? », « Est-ce qu'il existe des mécanismes de contrôle de la qualité? » et « Est-ce que les ressources sont disponibles? ». Pour les trois questions, la réponse est oui. Comme ce sont les mêmes organismes qui sont souvent responsables de deux ou trois de ces fonctions, nous organisons les informations en fonction du type d'organisme, en commençant par les gouvernements et en décrivant ensuite en détail les contributions des organisations non gouvernementales. La majorité des ressources portent sur les aspects environnementaux du développement durable, même s'il existe de nombreuses autres ressources.
200. Les guides et les cadres stratégiques fournis par le ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique pour le développement durable sont décrits plus haut. Ils sont tous disponibles par l'intermédiaire du site « Green Schools » pour les éducatrices et éducateurs. En 2009, l'organisme a créé un bulletin intitulé *Green Schools Newsletter* (bulletin des écoles écologiques), qui couvre les initiatives en développement durable au ministère, dans les districts scolaires et dans les écoles, ainsi que les ressources pour l'enseignement et pour les mesures en développement durable. À titre d'exemple, le numéro d'avril 2010 met en valeur les nouveaux documents du ministère, les initiatives du district scolaire de Campbell River et les ressources disponibles auprès de Youth 4 Action, avec une liste de documents imprimés, de vidéos en ligne et de liens sur le développement durable.
201. La plupart des instances ont un processus selon lequel les ressources se rapportant aux résultats d'apprentissage, y compris ceux qui relèvent de l'éducation en vue du développement durable, font l'objet d'une autorisation en fonction de processus d'évaluation standard, afin de s'assurer qu'elles répondent à des critères bien précis. À titre d'exemple, le ministère de l'Éducation de l'Alberta utilise des critères comme la congruence avec le programme d'études, la qualité de la conception sur le plan

pédagogique et technique, la prise en compte de la diversité, la promotion du respect, la préférence pour les éléments de contenu canadiens et l'intégration d'éléments de contenu autochtones valables. Les ressources pédagogiques et didactiques imprimées et numériques sont autorisées soit en tant que ressources de base soit en tant que ressources d'appui. Les ressources de base et les guides qui les accompagnent sont disponibles en français et en anglais, tandis que les documents d'appui sont disponibles soit en français soit en anglais. Ils sont tous accessibles par l'intermédiaire de la base de données des ressources pédagogiques et didactiques autorisées.

202. Dans les instances du Canada, on examine de près les ressources pour y dépister les préjugés, et les ressources de l'EDD subissent le même examen. En Nouvelle-Écosse, le document intitulé *Bias Evaluation Instrument* (instrument d'évaluation des partis pris) explique le processus d'évaluation des ressources pédagogiques et les critères d'évaluation utilisés pour dépister les partis pris en ce qui concerne le système de croyances, l'apparence, les capacités et incapacités, les structures familiales, le sexe, les origines ethnoculturelles et le statut socioéconomique. Cet outil est destiné aux éducatrices et éducateurs, aux consultantes et consultants, aux responsables de l'administration, aux bibliothécaires, aux responsables de la rédaction des programmes et aux éditrices et éditeurs et leur permet d'examiner les ressources pédagogiques destinées à être utilisées dans les écoles publiques. La Nouvelle-Écosse prévoit également élaborer un site Web portant spécifiquement sur l'EDD pour tous les niveaux.
203. Toutes les instances ont des outils et des ressources se rapportant à l'EDD dans leurs listes de ressources. Les enseignantes et enseignants du Nouveau-Brunswick ont accès à des informations sur un vaste éventail de ressources pour l'éducation environnementale et l'EDD dans le cadre de deux sites Web du ministère de l'Éducation, « Écoles vertes » et *Greening Our Schools*. Le portail pour les sciences au secondaire offre d'autres liens et d'autres ressources pour les résultats d'apprentissage se rapportant à l'EDD dans le programme d'études.
204. Les enseignantes et enseignants ont également accès aux ressources produites par d'autres ministères de leur gouvernement, comme par exemple au Nunavut, où les ressources émanent du ministère de l'Environnement, du ministère de la Culture, de la Langue, des Aînés et de la Jeunesse et d'autres encore. Le ministère de l'Éducation fournit des ressources en ligne, en particulier des ressources liées au nouveau programme en arts du langage, sur des sujets comme la paix. À mesure que le gouvernement élaborera le nouveau programme d'études, il élaborera des ressources supplémentaires pour l'EDD. Dans les Territoires du Nord-Ouest, le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles procure des liens vers des activités pédagogiques et vers une liste complète d'organismes fournissant des ressources pédagogiques, comme *Climate Change North* (changement climatique du Nord), Parcs Canada, Éducation-Nature, *EcoKids*, l'Association forestière canadienne, *Environmental Education North* (éducation environnementale du Nord) et Environnement Canada.

205. À l'Île-du-Prince-Édouard, le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance dirige un groupe de travail interministériel sur l'EDD qui rassemble plusieurs ministères du gouvernement. L'une de ses tâches est la mise en évidence de ressources se rapportant à l'EDD qui peuvent être examinées et éventuellement utilisées pour faciliter la mise en œuvre du programme d'études en EDD. La Saskatchewan a récemment organisé deux sessions avec le personnel des ministères pour offrir des informations d'ordre général sur l'EDD, identifier les possibilités spécifiques dans le programme d'études d'aborder des thèmes du savoir essentiels dans l'EDD et entamer l'élaboration d'un document sur la portée des résultats d'apprentissage se rapportant à l'EDD et leur organisation en séquence, qui pourra servir aux responsables de la rédaction des programmes afin d'incorporer l'EDD dans le nouveau programme d'études.
206. Le ministère de l'Éducation du Manitoba a élaboré une bibliographie annotée intitulée *Learning Resources for Education for Sustainable Development (ressources d'apprentissage pour l'éducation en vue du développement durable), Kindergarten to Grade 12: A Reference for Selecting Learning Resources (de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année : une référence pour sélectionner les ressources d'apprentissage)*. Le Manitoba et d'autres provinces ont collaboré avec L'éducation au service de la Terre pour passer en revue les ressources pédagogiques et mettre en valeur les documents de grande qualité et pertinents pour l'EDD. Le processus d'examen s'est concentré à la fois sur la qualité et sur les liens de correspondance avec le programme d'études. Il fallait non seulement que les ressources portent sur les multiples dimensions du développement durable, mais également qu'elles incluent des activités ou des plans de leçons et qu'elles correspondent bien aux attentes du programme d'études selon l'âge des apprenantes et apprenants.
207. Le ministère de l'Éducation de l'Ontario a préparé une publication intitulée *Penser vert, agir pour l'avenir! – Projets, activités et ressources des éducatrices et éducateurs de l'Ontario*, pour aider les écoles de l'Ontario à offrir des programmes d'études environnementales, en leur fournissant des outils pratiques et des stratégies que les éducatrices et éducateurs ont échangé entre eux et qui peuvent être utilisés dans les conseils scolaires, les écoles et dans les collectivités. Parmi les autres ressources à venir, on compte la disponibilité en ligne de projets et de pratiques exemplaires en éducation environnementale qui ont été élaborés au niveau des écoles et des conseils scolaires avec l'aide financière du ministère. Le ministère est en train d'élaborer une nouvelle édition de *Penser vert, agir pour l'avenir! – Projets, activités et ressources des éducatrices et éducateurs de l'Ontario*, qui s'inspire de pratiques et de projets plus récents en la matière.
208. L'Université Mémorial de Terre-Neuve-et-Labrador a produit le *St. John's Sustainable Living Guide* (guide de mode de vie durable de St. John's), qui est le fruit d'un projet de classe dans un cours de cycle supérieur en géographie sur la conservation et l'exploitation durable des ressources naturelles.

209. Environnement Canada offre tout un éventail d'outils et de ressources pour l'enseignement au primaire et au secondaire, ainsi que pour les groupes communautaires et les groupes de jeunes. Il met en ligne des plans de leçon, des guides pour l'enseignement et des ressources supplémentaires, ainsi que des suggestions d'activités et des liens vers des musées, des conférencières et conférenciers, des réseaux et des formations.
210. Le gouvernement du Canada offre gratuitement le logiciel RETScreen®, qui est un logiciel d'analyse de projets d'énergies propres et un outil destiné à favoriser le développement durable. Le logiciel RETScreen est disponible dans 35 langues et compte plus de 250 000 utilisatrices et utilisateurs de par le monde. La formation fait partie intégrante du système, non seulement dans le logiciel lui-même, mais également dans le secteur de l'énergie propre en général. Cette formation peut aller d'une conférence ponctuelle à un cours sur deux semestres. Les ressources de formation comprennent des webémissions, des diapositives pour les présentations, des notes pour les responsables des formations, des études de cas, des devoirs, des solutions et une série d'outils juridiques relatifs aux énergies propres. Plus de 270 universités et collèges de par le monde se servent de RETScreen pour l'enseignement et la recherche, pour faciliter la prise de décisions sur les énergies propres et pour favoriser l'échange de connaissances et le développement des capacités en développement durable à l'échelle planétaire. RETScreen a été élaboré par le centre CanmetÉNERGIE de Ressources naturelles Canada au Québec, en collaboration avec plusieurs partenaires, dont le centre de recherche Langley de la NASA (administration nationale aérospatiale et spatiale) en Virginie, la Section énergie du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à Paris et le *Renewable Energy and Energy Efficiency Partnership* (partenariat pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique) (REEEP) à Vienne.
211. Ressources naturelles Canada a élaboré une vidéo sur le traitement des sables bitumeux et le travail effectué par son centre de recherche CanmetÉNERGIE en Alberta, en vue de trouver des solutions aux problèmes environnementaux associés à l'exploitation de cette ressource. La vidéo a été élaborée pour la Semaine nationale des sciences et de la technologie de 2009, à l'intention des enseignantes et enseignants de la ville d'Edmonton, en Alberta. Plus de 500 copies ont été distribuées par l'intermédiaire de partenaires et par les chercheuses et chercheurs de CanmetÉNERGIE, qui se sont rendus dans les écoles. La vidéo est disponible en ligne, ainsi que de nombreuses autres ressources.
212. Transports Canada a collaboré avec le Musée des sciences et de la technologie du Canada pour développer des ressources pour les écoles. La trousse pédagogique Edukit aide les enseignantes et enseignants du secondaire à incorporer des informations sur les modes de transport durables dans leur enseignement et un programme virtuel

complète le programme d'études avec des informations supplémentaires, des leçons et des activités sur les transports durables.

213. Bon nombre de gouvernements provinciaux et territoriaux fournissent également, avec de nombreux autres partenaires, du soutien aux organisations non gouvernementales, aux organismes écologiques et aux organismes communautaires qui produisent et offrent des ressources pédagogiques pour l'EDD.
214. L'initiative Green Street/Ma rue verte, soutenue par la Fondation de la famille J. W. McConnell, la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE) et la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), offre des programmes d'éducation sur l'environnement qui sont crédibles, qui ont fait l'objet d'une sélection préalable et qui correspondent au programme d'études; elle fournit aussi une plate-forme dont les enseignantes et enseignants et les élèves peuvent se servir pour échanger des idées et collaborer sur des projets d'intérêt mutuel; et elle accorde des subventions pour des projets, pour encourager les élèves à s'engager aux niveaux scolaire et communautaire.
215. L'initiative Ma rue verte a élaboré des *Critères d'excellence pour favoriser l'engagement des jeunes dans l'éducation relative à l'environnement pour un avenir viable*, de façon à déterminer les programmes à mentionner sur son site. Les critères de sélection fixent des exigences pour l'intérêt des thèmes, la conception et le contenu des programmes, les méthodes pédagogiques, les mécanismes ayant un effet à long terme, le marketing, les communications et l'évaluation. Ma rue verte soutient les programmes qui mettent fortement à contribution les jeunes dans la protection de l'environnement et a élargi les thèmes de son programme pour intégrer des questions plus générales liées à l'environnement et à la durabilité. L'initiative a fait référence au mécanisme de mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable pour élargir sa liste de thèmes, qui comprend désormais :
- la biodiversité
  - le changement climatique
  - les écosystèmes
  - l'énergie
  - l'eau
  - les modes de vie et les modes durables de consommation
  - l'alimentation et l'agriculture
  - la paix et les droits de la personne
  - la santé humaine et l'environnement
  - la gouvernance et la citoyenneté
  - l'urbanisation et les modes de transport durables
  - les savoirs autochtones et locaux

216. Les groupes qui soutiennent Green Street/Ma rue verte ont également d'autres liens avec l'EDD. La CSQ a déjà été mentionnée ci-dessus en ce qui concerne les écoles Brundtland. La Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants a récemment publié *La vie en vert, un monde en paix*, document qui développe le lien entre le pacifisme et l'environnement et comprend des activités d'exploration de solutions aux niveaux international et régional, en vue de parvenir à l'harmonie et à l'équilibre entre la paix et l'environnement. Ce document est accompagné d'un site Web qui héberge tous les outils dont l'enseignante ou enseignant a besoin pour offrir les activités.
217. *GreenLearning* (apprentissage écologique) est une ressource pour les enseignantes et enseignants qui s'intéressent aux tendances qui affecteront le bien-être des élèves à l'avenir et souhaitent aider les élèves à parvenir à une compréhension plus holistique et plus porteuse d'espoir des problèmes complexes en matière d'énergie et d'environnement. Cette ressource porte sur la conservation, les écosystèmes, l'énergie, la qualité de vie et les scénarios possibles pour l'avenir. GreenLearning est une initiative fournie par la *Pembina Foundation for Environmental Research and Education* (fondation Pembina pour la recherche et l'éducation environnementales), qui est un organisme caritatif. La Pembina Foundation fait la promotion de l'enseignement public et de l'information du public de même que des travaux de recherche, de développement et de production de ressources et de programmes éducatifs qui aident les éducatrices et éducateurs des programmes d'éducation formelle et informelle dans les écoles, auprès des adultes et dans la communauté.
218. La base de données « Ressources pour repenser » (R4R) est une base de données gratuite en ligne fournie par L'éducation au service de la Terre qui comprend des ressources pédagogiques évaluées par des spécialistes et correspondant au programme d'études, qui soutient un apprentissage actif et interdisciplinaire sur les principaux enjeux d'ordre environnemental, social et économique. La base R4R comprend plus de 660 ressources imprimées, électroniques et audiovisuelles publiées par des organismes à but non lucratif, des gouvernements et des organismes éducatifs. Les ressources ont été examinées par des enseignantes et enseignants avant d'être incluses dans la base. On peut faire des recherches par thème, par niveau, par matière, par instance et par langue.
219. *Green Teacher* (enseignante ou enseignant écologique) est un organisme à but non lucratif qui publie des ressources pour aider les éducatrices et éducateurs, tant en dehors de l'école qu'à l'école, à sensibiliser les jeunes aux enjeux planétaires et environnementaux, depuis le primaire jusqu'au secondaire. La principale activité de l'organisme est la publication de *Green Teacher*, magazine trimestriel présentant des idées émanant d'enseignantes et enseignants qui ont obtenu de bons résultats. L'organisme a également publié cinq livres : *Greening School Grounds: Creating Habitats for Learning* (des écoles écologiques : créer des habitats pour l'apprentissage) (en anglais seulement); un livre en français intitulé *Des idées fraîches à l'école : Activités et*

*projets pour contrer les changements climatiques; et une série de trois livres sur l'enseignement de l'écologie à la maternelle, à l'école intermédiaire et au deuxième cycle du secondaire.*

220. Au Québec, le Centre REP'ERE – Ressources pédagogique en éducation relative à l'environnement est relié à la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement de l'Université du Québec à Montréal. Ce centre offre divers services, dont une riche collection de ressources de près de 3 000 monographies, périodiques, trousseaux d'enseignement, jeux, vidéos et disques compacts liés à l'éducation environnementale. Il offre également des services de consultation et de formation, organise des événements et produit des ressources en éducation environnementale.
221. Le mandat du *Canadian Environmental Literacy Project* (projet canadien d'éducation en environnement) est d'élaborer des ressources en accès libre pour le programme d'études pour faciliter l'enseignement des études environnementales dans les universités, les collèges et les écoles secondaires du Canada. Il se concentre sur les ressources portant sur les enjeux canadiens dans leur contexte local, régional et international. Le site offre une base de données consultable et des liens avec d'autres organismes qui proposent des informations sur les questions environnementales, ainsi qu'une liste de programmes en études environnementales dans les établissements postsecondaires.
222. Le programme EcoKids est un programme gratuit d'éducation environnementale ciblant les écoles primaires, qui offre des ressources et des activités liées au programme d'études. Le site Web est conçu pour les enfants, les familles et les éducatrices et éducateurs et propose des informations encourageant les enfants à se faire leur propre opinion, à prendre des décisions et à participer aux activités offertes. Les sujets comprennent la faune, le Nord, l'utilisation des terres, les déchets, le Jour de la Terre, les changements climatiques, les Premières nations et les Inuits et l'énergie renouvelable.
223. Canards Illimités se concentre en particulier sur le gibier d'eau et les marécages. L'organisme offre des programmes sur les marécages et sur l'éducation environnementale basés sur le programme d'études et destinés aux élèves de tous les âges. Le projet Webfoot présente des plans de leçons, des ressources, des jeux et des concours pour les enfants à l'intérieur et à l'extérieur de la salle de classe et élargit ces services avec de l'aide pour les parents, les propriétaires fonciers, les agricultrices et agriculteurs, les chercheuses et chercheurs, les médias, les amatrices et amateurs du plein air et les sportives et sportifs. Ma rue verte et d'autres commanditaires du secteur privé apportent leur soutien à Canards Illimités Canada en offrant gratuitement des programmes en éducation environnementale dans les écoles à travers le Canada.
224. Le programme d'éducation environnementale du Sierra Club dans la région de l'Atlantique s'est déroulé en Nouvelle-Écosse pendant l'année scolaire 2009-2010 pour



encourager les gens à mieux comprendre et mesurer les problèmes d'ordre environnemental et à passer à l'action. Les philosophies de base du programme sont de rassembler les gens, de renouer les liens avec la terre, de renforcer les moyens d'action des gens et d'éduquer par la pratique.

225. Climate Change North est un site Web éducatif géré par le *Northern Climate Exchange* (échange sur le climat nordique) à Yukon College. Climate Change North a été créé par des gens du Nord pour les gens du Nord, avec :
- des ressources provenant de matières et conseils des Autochtones;
  - des plans de leçons élaborés par des enseignantes et enseignants et des éducatrices et éducateurs du Nord;
  - des leçons clairement liées aux résultats d'apprentissage du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut;
  - des documents contextuels avec des exemples et des images tirés du Nord;
  - un format convivial pour les débutantes et débutants en informatique.
226. Le site de l'Alberta Council for Environmental Education est conçu pour décrire des programmes et des services s'adressant à tous les auditoires — jeunes, adultes, groupes communautaires, enfants à l'école — et à tout organisme ou service. Il fournit des informations sur des organismes d'éducation environnementale, des ressources pédagogiques, des présentations, des ateliers et des événements. On peut se servir du site pour faire des recherches sur les ressources et activités pertinentes, pour promouvoir des organismes, des ressources et des événements et pour nouer des réseaux de relations avec des collègues et trouver des partenaires.
227. *Taking IT Global* (point de vue mondial) est un organisme à but non lucratif qui permet de créer une communauté d'apprentissage collaborative, principalement pour les jeunes âgés de 13 à 30 ans, offrant une communauté et des ressources pédagogiques en ligne. Dans la liste des questions qu'il aborde, qui comprend l'environnement, les droits de la personne, la santé, la paix et les conflits et la mondialisation, Taking IT Global fournit des liens vers des organismes, des publications, des blogs, des politiques, des statistiques et des actualités. Pour les éducatrices et éducateurs, il offre l'occasion de participer à une communauté mondiale de spécialistes de l'éducation et d'avoir accès à des ressources comme *Tread Lightly : Avancer vers un futur plus vert* et *GRUB – Youth Perspectives on Food Choices and Food Systems* (perspective des jeunes sur les choix et les systèmes alimentaires).
228. Les musées, les parcs et les autres sites de sciences naturelles offrent tout un éventail de programmes et de ressources pour les enseignantes et enseignants et pour les enfants et les familles. Le Royal Saskatchewan Museum propose des programmes scolaires sur les traditions des Premières nations, les sciences de la Terre et les sciences de la vie. À titre d'exemple, le laboratoire sur les écosystèmes présente aux élèves les effets des activités humaines sur les environnements de la Saskatchewan et la nécessité

de trouver un équilibre entre utilisation des ressources et conservation. Le *Living Prairie Museum* (musée vivant des Prairies) à Winnipeg, au Manitoba, offre des programmes pour les enfants et les adultes qui peuvent se dérouler au musée ou dans la salle de classe. L'un de ces programmes examine la prairie à herbes hautes, sa diversité et ses difficultés actuelles.

229. L'Office national du film (ONF), producteur et distributeur de films du secteur public, est une source importante de documents visuels sur l'EDD. L'ONF a créé, à partir de son inventaire très riche, des listes de diffusion sur de nombreux thèmes relatifs à l'environnement. L'une de ces sélections, intitulée *Empreintes – Environnement et manières de vivre*, réunit des films qui documentent le lien entre les questions environnementales et la vie sociale et culturelle de la population canadienne. D'autres listes de diffusion portent sur la lutte contre le racisme, la diversité des cultures canadiennes, la paix, le statut de nation et le racisme en milieu de travail. L'ONF publie des guides pédagogiques qui fournissent des liens avec les programmes d'études des différentes provinces, des options pour l'évaluation et des stratégies pédagogiques.
230. Dans le cadre d'une initiative récente de l'ONF en partenariat avec la Commission canadienne pour l'UNESCO, on a élaboré deux listes de diffusion conçues pour célébrer l'Année internationale de la biodiversité et l'Année internationale du rapprochement des cultures en 2010. Ces films peuvent être téléchargés du site Web de l'ONF, échangés par l'intermédiaire de bulletins électroniques ou de messages de courriel, intégrés dans des articles de blogs et communiqués à l'aide de Facebook et de Twitter. L'ONF offre également une plate-forme pour la discussion sur les films et les questions qu'ils soulèvent.
231. Ce chapitre assez long sur les ressources produites, disponibles et évaluées en vue de faciliter l'enseignement et l'apprentissage sur le développement durable ne présente qu'une sélection des ressources fournies et des organismes concernés. Les ministères de l'Éducation produisent, financent, alimentent, évaluent et diffusent tout un éventail de ressources liées aux résultats d'apprentissage se rapportant aux enjeux intrinsèques du développement durable. Les organisations non gouvernementales jouent souvent bon nombre des mêmes rôles : certaines, comme Green Street/Ma rue verte et Ressources pour repenser, définissent leurs thèmes de façon très générale et incluent des ressources qui ont été examinées par des éducatrices et éducateurs. D'autres, comme Canards Illimités et REP'ERE, se concentrent sur les ressources environnementales et, dans quelques-uns des exemples fournis, comme Climate Change North, l'organisme se limite à la fois à un sujet et à une région spécifique. Quoi qu'il en soit, tous ces groupes — et bien d'autres encore — fournissent des outils et des ressources facilitant l'enseignement et l'apprentissage dans le domaine du développement durable.

## Recherche-développement en EDD

232. La recherche sur l'éducation en vue du développement durable et le développement de l'éducation en vue du développement durable font l'objet de nombreuses questions de la part de la CEE-ONU en ce qui a trait au contenu, au soutien, aux programmes du postsecondaire, à la diffusion des résultats et au soutien à l'innovation et à la mise en commun des capacités en EDD. Il est difficile de répondre à chacune de ces questions séparément, car, dans de nombreux cas, ce sont les mêmes établissements et organismes qui s'occupent à la fois de la recherche, du développement et de la diffusion. Le présent chapitre est organisé en vue d'examiner quelques exemples d'approches de la recherche sur l'EDD, en commençant par le rôle important de l'enseignement postsecondaire, avec l'examen à la fois des instituts de recherche et de quelques études. Nous présentons le rôle de certaines Chaires de l'UNESCO au Canada dans des domaines apparentés au développement durable, puis certains aspects du travail des organisations non gouvernementales et du gouvernement fédéral.
233. L'Association des collèges communautaires du Canada (ACCC) a publié deux rapports portant sur le rôle des collèges dans l'innovation. Son rapport de 2009, intitulé *Les collèges, les instituts et les cégeps contribuent à accélérer l'innovation, la productivité et la compétitivité*, mettait en valeur le travail des collèges, des instituts, des écoles polytechniques et des cégeps dans la recherche-développement appliquée. Parmi les principaux sujets abordés dans ce document, on trouve : les énergies renouvelables; les ressources naturelles et les sciences et les technologies environnementales; la technologie du bâtiment; et les sciences de la vie, les sciences médicales et les sciences de la santé. Parmi les sujets liés au DD, on trouve : la qualité de l'air; l'énergie des vagues; un laboratoire vivant pour la conception de bâtiments éconergétiques; et la valorisation des résidus et la production d'énergie verte.
234. Le deuxième rapport de l'ACCC, *Partenariats pour la productivité et les compétences avancées – Le rôle des collèges dans le système d'innovation du Canada*, publié en 2010, révèle une croissance substantielle de la participation des collèges à la recherche appliquée au cours des quatre dernières années, avec des augmentations du financement du secteur privé, des centres de recherche spécialisés, des divisions consacrées à la recherche appliquée et des partenariats en recherche appliquée. Bon nombre des centres de recherche et des laboratoires spécialisés qui se trouvent dans les collèges, les instituts, les écoles polytechniques, les cégeps et les collèges universitaires sont liés aux pratiques du DD, avec 31 centres sur les ressources naturelles et l'environnement, 21 sur les sciences et les technologies environnementales, 20 sur les sciences de la vie, les sciences médicales et les sciences de la santé et 17 sur l'innovation sociale. Une observation des domaines de la recherche, de l'innovation et de la spécialisation révèle un profond engagement envers le développement durable :

- cinquante-trois domaines de spécialisation dans le secteur des ressources naturelles et de l'énergie : énergies renouvelables, habitations durables et gestion des déchets, etc.
- vingt-cinq domaines de spécialisation dans le secteur des sciences et des technologies environnementales : développement urbain, mise en valeur de la forêt boréale, etc.
- trente-neuf domaines de spécialisation dans les sciences de la vie, les sciences médicales et les sciences de la santé : sécurité alimentaire, nutrition, promotion de la santé, etc.
- dix-neuf domaines de spécialisation en innovation sociale, avec des projets sur la justice, l'économie sociale et le développement économique en milieu rural.

235. Le Social Economy Research Network of Northern Canada (SERNNNoCa) rassemble des partenaires communautaires, des collèges et des universités du Nunavut, du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest, de Nunavik (dans le Nord du Québec) et du Labrador dans le cadre d'un programme de recherche de cinq ans examinant l'économie sociale dans le Nord. Ce projet est financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et la subvention est gérée par le Collège du Yukon. Le travail du SERNNNoCa s'articule autour de quatre thèmes :

- le profil de l'économie sociale au Nord du Canada;
- les régimes de gestion des ressources et économie sociale dans le Nord;
- la situation de l'économie sociale dans le Nord;
- les communautés autochtones et l'économie sociale.

236. Le *Nunavut Research Institute at Nunavut Arctic College* (institut de recherche du Nunavut au Collège de l'Arctique du Nunavut) fait partie du réseau et assure le leadership dans le domaine du développement et de la promotion de l'*Inuit Qaujimanituqangit (savoir traditionnel inuit)*, des sciences, de la recherche et de la technologie en tant que ressource contribuant au bien-être des habitantes et habitants du Nunavut. Les sujets de recherche portent sur la vie et les besoins au Nunavut, l'exploration écologique, la glace marine, les changements climatiques, les contaminants, les concepts d'autorité et d'identité, la conservation, le savoir traditionnel, les liens entre le changement social et la culture autochtone, l'accès à des aliments sains et la prévention de la violence.

237. Le *Centennial College* (collège Centennial) de l'Ontario a établi l'*Institute for Global Citizenship and Equity* (institut de citoyenneté et équité mondiales), dans lequel se concentrent les activités et les travaux de recherche liés à l'enseignement sur la justice sociale et l'éducation civique au collège. Le programme de recherche s'inscrit dans un cadre qui s'inspire des éléments essentiels que sont la terre, le feu, l'eau et le vent. Les activités relatives à la terre, par exemple, comprennent l'environnement, les services communautaires et l'ethnicité, la culture et l'identité.

238. Les universités ont créé plusieurs centres de recherche qui explorent les questions liées au développement durable. À l'Université de la Colombie-Britannique, le Centre de Droit International du Développement Durable (CDIDD) promeut les sociétés durables et la protection de l'écosystème en faisant progresser les connaissances, le développement et la mise en œuvre du droit international sur le développement durable. Les chercheurs du CDIDD comprennent des juristes savants et des érudites et érudits de toutes les régions du monde et s'inspirent de diverses traditions juridiques. Le centre publie des livres, des articles, des documents de travail et des documents juridiques en français, en anglais et en espagnol et il organise des ateliers, des cours et des congrès. Le CDIDD fournit également des formatrices et formateurs et des ressources pour le développement des capacités des organismes, auxquels peuvent faire appel les gouvernements des pays en voie de développement et les organisations internationales dans le domaine du droit national et international en matière de développement durable.
239. Le Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne de l'Université d'Ottawa, en Ontario, s'efforce de poursuivre la discussion sur les liens entre les droits de la personne, la gouvernance, les réformes juridiques et le développement. Il apporte son soutien aux institutions des droits de la personne au Canada et à l'étranger et il se livre à des activités multidisciplinaires de recherche et d'évaluation dans ces domaines. Le projet FORCE (Femmes organisées : en route vers la concrétisation de l'égalité) est un exemple d'une telle activité. Il s'agit d'un partenariat entre les groupes et les chercheuses et chercheurs du secteur des droits de la femme au Canada et en Afrique, qui œuvre à faire progresser les droits des femmes et des filles en Afrique. Le centre octroie également des récompenses aux étudiantes et étudiants en vue de promouvoir la recherche, comme par exemple la bourse de recherche sur les droits de la personne ou la promotion de la santé et la Bourse George F. Henderson en droits de la personne.
240. *The Trudeau Centre for Peace and Conflict Studies* (le centre Trudeau pour les études sur la paix et la résolution de conflits) du *Munk Centre for International Studies* (centre Munk pour les études internationales) à Toronto se livre à des recherches en vue de mieux comprendre la paix et les conflits, en se concentrant sur les liens entre les pénuries de ressources et la violence, les sources de justice dans les affaires internationales et le lien entre le stress environnemental et les conflits violents. Le centre a publié des rapports sur les pénuries environnementales, les capacités des états et les liens entre la violence civile et l'environnement, la population et la sécurité.
241. Le *Centre for Sustainable Community Development* (centre pour le développement des collectivités durables) de l'Université Simon Fraser en Colombie-Britannique offre des programmes à la fois d'enseignement et de recherche, qui se concentrent sur la mobilisation des collectivités. Dans ses travaux de recherche, le centre cherche à élaborer des solutions pratiques et efficaces aux problèmes environnementaux, sociaux

et économiques et à soutenir les entreprises et les collectivités qui s'efforcent de faire la transition vers des approches relevant du développement durable.

242. À l'Université de la Saskatchewan, l'*International Centre for Northern Governance and Development* (centre international pour la gouvernance et le développement du Nord) se concentre sur la région du Nord circumpolaire et ses relations avec le Nord de la Saskatchewan. Le centre met l'accent sur l'innovation et a pour but de faire progresser la recherche, la formation des étudiantes et étudiants de cycle supérieur et le développement des capacités dans le domaine de la gouvernance et du développement, en partenariat avec les communautés du Nord et les communautés autochtones, l'industrie et le gouvernement.
243. L'*Institute of Island Studies* (institut des études insulaires) (IIS) de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard soutient le développement de politiques publiques progressistes dans la province en étudiant l'économie, la culture et l'environnement dans les îles de petite taille. L'IIS effectue des recherches agricoles et organise des forums publics dans le cadre desquels on envisage des stratégies pour diversifier l'économie selon des approches adaptées aux îles de petite taille, dont les ressources sont limitées. Dans le cas de l'agriculture, ces approches font intervenir l'utilisation de récoltes plus diverses, de grande qualité et de volume plus réduit, afin de limiter l'érosion des sols et l'application de pesticides à l'échelle industrielle, qui est probablement un des facteurs expliquant les taux relativement élevés de certains cancers, de certaines maladies chroniques et de certains défauts de naissance dans la province.
244. Bon nombre des Chaires UNESCO dont les titulaires sont dans des universités du Canada ont des liens avec le développement durable. La Chaire UNESCO en développement durable de l'Université Laval au Québec, dont est titulaire Philippe La Prestre, se concentre sur l'analyse des dimensions sociopolitiques du développement durable dans une perspective pluridisciplinaire et sur le renforcement des capacités de formulation de politiques intégrées, en lien avec l'environnement et le développement durable. Cette Chaire est affiliée à l'Institut Hydro-Québec en environnement, développement et société de l'Université Laval.
245. Toujours à l'Université Laval, Claude Dubé est titulaire de la Chaire UNESCO en patrimoine culturel et fait la promotion d'activités liées à quatre thèmes : métiers et savoir-faire traditionnels; médias et patrimoine; coopération et partenariat; sensibilisation au patrimoine culturel et diffusion des travaux de recherche. Parmi les partenariats de recherche de la Chaire, on trouve un partenariat avec l'Économusée d'Europe du Nord, dont le but est de préserver un patrimoine culturel vivant et accessible dans les régions isolées.
246. À l'Université de Montréal, la Chaire UNESCO en paysage et environnement se concentre sur le développement social et les caractéristiques culturelles des paysages et des territoires et cible trois domaines dans ses recherches : les paysages urbains, les

questions rurales et l'environnement. Chaque année, le titulaire de la Chaire, Philippe Poullaoune-Gonidec, organise un atelier qui rassemble des étudiantes et étudiants, des professeures et professeurs et des professionnelles et professionnels de partout dans le monde pour aider des villes à résoudre des problèmes de planification urbaine. Ces ateliers ont eu lieu au Maroc, en Tunisie, au Liban, en Corée du Sud, en Chine et au Japon.

247. La Chaire UNESCO d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique se situe à l'Université du Québec à Montréal. La titulaire de la Chaire, Josiane Boulad-Ayoub, cherche à confronter la rigueur de la réflexion philosophique aux problèmes du monde actuel et à rendre cette approche plus répandue. Elle se veut un élément essentiel de la sensibilisation aux valeurs de la démocratie, de la justice sociale et de la culture de la paix. Des congrès, des publications, des séminaires de recherche virtuelle et des sessions de discussion rassemblent des érudites et érudits en visite dans l'établissement et des chercheuses et chercheurs des universités canadiennes.
248. Le *Working Group and Network on Sustainability Education* (groupe de travail et réseau sur l'éducation en vue du développement durable) de la Colombie-Britannique, qui est une organisation non gouvernementale, a enquêté sur la participation de collectivités diverses sur le plan linguistique et culturel à l'éducation sur le développement durable et a décrit comment les groupes communautaires peuvent collaborer pour favoriser cette participation. Son rapport, intitulé *Catalyzing Collaboration: Building Culturally Inclusive Sustainability Education in Metro Vancouver* (*catalyser la collaboration : bâtir une éducation durable culturellement inclusive dans le district régional du Grand Vancouver*), fournit huit recommandations et un modèle pour une éducation sur le développement durable qui favorise une éducation durable culturellement inclusive à l'avenir.
249. L'initiative Green Street/Ma rue verte a produit, dans le cadre d'un autre projet visant à renforcer la participation des gens, un manuel intitulé *The Green Street Guide to Authentic Youth Engagement* (*guide de Ma rue verte pour un réel engagement des jeunes*). La fonction de ce manuel est d'aider les organismes qui travaillent dans le domaine de l'éducation sur l'environnement et le développement durable à approfondir l'intégration et la mise à contribution des jeunes. Cette ressource offre : des notions de base sur la mise à contribution des jeunes; des conseils sur les meilleures approches pour travailler avec les jeunes; des idées de projets; des fiches de travail, des formulaires et des listes de critères pour les projets; et d'autres références et ressources.
250. En 2010, l'Institut international du développement durable (IIDD) a entrepris une étude en vue de mieux comprendre les progrès qui ont été accomplis pour aider les écoles des Premières nations au Manitoba à lancer des programmes et des initiatives en développement durable. Le but était d'identifier les réussites et les difficultés, tout en préparant des recommandations et des stratégies pour combler les lacunes. Le rapport

s'intitule *The Decade of Education for Sustainable Development (DESD) and Sustainability Education in First Nations Schools in Manitoba* (la décennie de l'éducation en vue du développement durable et de l'éducation durable dans les écoles des Premières Nations au Manitoba).

251. En 2009, le Conseil canadien sur l'apprentissage a publié un document intitulé *Passer le test environnemental : Les avantages liés aux cours « écolos » en salle de classe*, dans lequel il évalue les travaux de recherche sur les avantages liés à l'éducation sur l'environnement pour l'apprentissage en général. Les conclusions du rapport soulignent le fait que la nature polyvalente de l'éducation environnementale est un élément clé de son efficacité, car elle permet l'intégration de nombreuses techniques auxquelles on reconnaît une éducation de qualité, comme la pensée critique, la recherche, l'apprentissage pratique et coopératif, ainsi que le travail en groupe. Le rapport insiste aussi sur la nécessité du perfectionnement professionnel des enseignantes et enseignants et du soutien du personnel administratif de l'école et de la division scolaire.
252. Le Conseil canadien sur l'apprentissage a organisé un colloque national en 2008 sur le thème *Viabilité des communautés – Cheminement vers une culture d'apprentissage chez les adultes au Canada*. Les sessions offertes se sont penchées sur les liens entre la participation active des citoyennes et citoyens, la société civile et la gouvernance; l'alphabétisation des adultes et le développement durable des collectivités; et le développement rural et régional.
253. Toujours en 2008, le Manitoba Education for Sustainable Development Working Group a organisé, en partenariat avec la *Science Teachers Association of Manitoba* (association des enseignantes et enseignants de sciences du Manitoba) et le ministère de l'Éducation du Manitoba, un congrès sur l'éducation en vue du développement durable dans le contexte international. Sous le thème *Choose the Future*, plus de 450 déléguées et délégués ont assisté aux discours des conférencières et conférenciers sur 16 enjeux de l'EDD, dont : la responsabilité des sociétés commerciales, le changement climatique, les villes de l'avenir, le leadership en EDD, la sécurité alimentaire, les perspectives des Autochtones et les ressources naturelles. Les actes du congrès ont été publiés par l'Institut international du développement durable sous le titre *Conference Report: Choose the Future: Education for Sustainable Development (rapport de conférence : choisissez l'avenir : éducation pour le développement durable)*.
254. En 2009 a eu lieu le cinquième Congrès mondial d'éducation relative à l'environnement à Montréal, où près de 2 200 participantes et participants de 106 pays ont échangé leur savoir-faire et renforcé leurs partenariats. Cet événement avait été organisé afin d'examiner l'éducation relative à l'environnement dans toute sa portée et de :
- promouvoir le rôle que l'éducation environnementale exerce sur le développement et l'enrichissement de l'identité humaine, de même que sur l'amélioration de la santé des individus, des collectivités et des sociétés;



- mettre en évidence la contribution que l'éducation relative à l'environnement apporte à l'innovation sociale en abordant les thèmes socioécologiques et faire ressortir l'apport de l'écodéveloppement dans toutes les sociétés;
- souligner l'importance du rôle que l'éducation portant sur l'environnement peut avoir sur l'élaboration des politiques publiques et comment ces politiques peuvent consolider l'éducation environnementale.

255. Le gouvernement fédéral a également fourni des rapports de recherche sur le développement durable. Parcs Canada a produit la deuxième édition de son rapport *Agir sur le terrain*, intitulée *Agir sur le terrain II : Travailler avec les Canadiens pour améliorer l'intégrité écologique des parcs nationaux du Canada*. Ce rapport met en valeur des exemples d'intendance partagée dans l'ensemble du pays et témoigne de la diversité des approches novatrices et créatrices qu'utilisent le personnel des parcs et les partenaires afin de relever les défis propres à l'amélioration et au maintien de l'intégrité écologique des parcs nationaux du Canada.
256. Grâce à un financement du Programme d'innovation en matière de bioproduits agricoles d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, Ressources naturelles Canada et la *Saskatchewan Flax Development Commission* (commission de la Saskatchewan sur le développement du lin) ont mis à l'essai l'utilisation du cadre stratégique de The Natural Step pour aider l'industrie canadienne du lin à définir le développement durable dans son contexte et à élaborer des buts stratégiques en matière de développement durable. Cette activité s'est déroulée avec l'intervention des parties concernées à différentes étapes de la chaîne de valeur, de sorte que tous les participants ont pu s'exprimer dans les mêmes termes sur le développement durable. Cette approche s'est avérée être à la fois rentable et économe en temps et a produit des résultats concrets. Elle est recommandée aux autres responsables en développement de nouvelles industries biologiques. La vision et les buts en matière de développement durable définis en 2009 servent à l'heure actuelle à la conception et à la sélection de nouvelles chaînes de valeur. Le travail effectué a fait l'objet de présentations lors de congrès au Canada, en Belgique et en Espagne.
257. On trouve des activités de recherche sur les enjeux du développement durable dans les établissements postsecondaires, les organisations non gouvernementales et les gouvernements. Les instituts de recherche et les programmes de spécialisation dans les collèges et les universités portent sur des aspects spécifiques du développement durable et participent souvent à des initiatives d'enseignement et de collaboration avec des partenaires des secteurs public et privé. Le travail des Chaires UNESCO illustre une approche internationale de la recherche sur le développement durable et de la diffusion des résultats de cette recherche.

## Coopération internationale dans le domaine de l'EDD

258. La coopération entre les institutions et organisations canadiennes et leurs homologues internationaux se déroule à tous les niveaux de l'éducation, tant dans l'éducation formelle que dans l'éducation non formelle. Bon nombre des projets bénéficient de subventions du gouvernement du Canada par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international. Le questionnaire de la CEE-ONU s'intéresse tout particulièrement à la coopération avec les autres pays faisant partie de la CEE-ONU — et ce sont ces pays que nous mettons en relief dans les exemples fournis, avec également des projets des autres régions du monde. Comme dans tous les chapitres du présent rapport, les exemples suivants ne sont que la partie émergée de l'iceberg en ce qui concerne la participation internationale du Canada aux enjeux liés à l'éducation dans l'environnement durable et pour le développement durable.
259. Equitas, le Centre international d'éducation aux droits humains, basé à Montréal, est un chef de file en éducation aux droits humains qui offre des formations, pour permettre aux participantes et participants de se livrer à un travail plus efficace en éducation aux droits humains, et qui assure également une mission de surveillance et de militantisme. Bon nombre de personnes qui ont suivi le programme Equitas ont par la suite travaillé avec Equitas en vue d'élaborer des programmes conjoints qui puissent s'appliquer dans leur région. On a ainsi élaboré de nouveaux programmes en Asie, en Afrique, en Europe centrale et en Europe de l'Est. Parmi les projets actuels, on compte des programmes de renforcement des capacités en éducation aux droits humains en Europe centrale, en Europe de l'Est et en Asie centrale et un programme de développement des capacités en éducation aux droits humains pour le Centre européen des droits des Roms.
260. Le Centre International des Villes Durables est un partenariat entre les trois paliers de gouvernement, le secteur privé et des organismes de la société civile. Parmi ses projets en cours, on trouve les suivants :
- Villes Durables : Réseau PLUS – Ce réseau se compose de plus de 40 villes, régions et collectivités dans des pays développés ou en voie de développement de l'Amérique du Nord et du Sud, de l'Asie et de l'Europe centrale. Les participantes et participants échangent leurs pratiques exemplaires, leur savoir-faire, leurs outils et ce qu'ils ont appris sur la planification à long terme pour le développement durable des villes.
  - Programme de soutien aux gouvernements locaux – Ce programme se concentre sur le renforcement des capacités et de l'efficacité des gouvernements locaux et sur la coopération et l'échange de compétences en République tchèque, en République slovaque, en Hongrie et en Pologne.
261. Le YMCA de la région de Vancouver offre un programme de trois mois d'apprentissage et de bénévolat pour des participantes et participants âgés de 17 à 30 ans de partout dans le monde, connu sous le nom de *YMCA Youth Peace Network* (réseau sur la paix pour les jeunes du YMCA). Les participantes et participants acquièrent des compétences

en leadership, en consolidation de la paix, en résolution de conflits, en développement communautaire et en protection de l'environnement.

262. L'*Early Childhood Development Virtual University* (université virtuelle du développement de la petite enfance) est essentiellement un programme de renforcement des capacités élaboré dans le contexte du développement durable et de la spécificité culturelle, qui offre de la formation au leadership en éducation des jeunes enfants en Afrique. Cette université virtuelle, créée par Allan Pence, titulaire de la Chaire UNESCO en éducation, en soins et en développement des jeunes enfants à l'Université de Victoria en Colombie-Britannique, offre à la fois un programme de cycle supérieur et un programme menant à un certificat. L'un de ses principes fondamentaux est l'utilisation de savoirs locaux et traditionnels et l'amélioration de l'accessibilité à ces savoirs par l'intermédiaire d'un outil de référence en ligne sur le développement des jeunes enfants.
263. Ressources naturelles Canada participe à titre de conseiller et d'examineur à un projet de l'Union européenne intitulé PROSUITE qui a été lancé en automne 2009. Ce projet dont le nom est l'abréviation de *PROspective SUstainability Assessment of TEchnologies* (évaluation prospective des technologies en vue du développement durable) consiste en l'élaboration et l'application d'une méthodologie standardisée pour l'évaluation des technologies. Il se déroule sous la direction de l'Université d'Utrecht aux Pays-Bas et vise à élaborer une méthodologie cohérente et rigoureusement scientifique pour l'évaluation des technologies actuelles et à venir sous l'angle du développement durable. Quatre nouvelles technologies qui ont un grand retentissement — le bioraffinage, la nanotechnologie, les appareils portatifs multifonctions et le stockage et la séquestration du carbone — seront étudiées. Ressources naturelles Canada offrira son expertise en évaluation intégrée en vue d'élaborer de nouveaux outils d'évaluation des dimensions économique, environnementale et sociale des technologies selon une approche standardisée et détaillée et ces outils seront offerts sous forme de logiciels gratuits en libre accès.
264. Forêts Canada, qui fait partie de Ressources naturelles Canada, compte en son sein le secrétariat du Réseau international de Forêts Modèles (RIFM). Le RIFM est une communauté de pratique mondiale dont les membres s'efforcent de réaliser un but commun, à savoir la gestion durable des paysages forestiers. Le RIFM comprend plus de 50 Forêts Modèles et 30 pays membres répartis sur les cinq continents. Les Forêts Modèles reposent sur une démarche novatrice qui allie les besoins sociaux, culturels et économiques des collectivités locales à la durabilité à long terme des vastes paysages dont les forêts constituent un élément important. Elles sont intentionnellement des initiatives de grande envergure à participation volontaire qui rassemblent les parties prenantes locales de la foresterie, la recherche, l'agriculture, l'exploitation minière, les activités récréatives et d'autres intérêts dans un paysage donné. Les organisations de Forêts Modèles fixent leurs propres priorités, mais on retrouve des thèmes communs comme la biodiversité, la conservation, le développement économique durable, l'éducation et la bonne gouvernance.

265. L'Agence canadienne de développement international (ACDI), qui est une agence du gouvernement du Canada, subventionne des projets de développement à travers le monde. Voici un petit échantillon de projets se rapportant au DD et à l'EDD :

- Développement du secteur agricole communautaire au Tadjikistan – Le projet est d'aider les collectivités à se développer de façon équitable et durable, de renforcer la diversité agricole et de soutenir les activités de développement à long terme.
- PREF – Possibilités de formation dans des domaines recherchés – Ce projet au Sri Lanka permet de faire accepter le bien-fondé du développement des compétences chez les populations marginalisées, en établissant des programmes de formation professionnelle durables pour lutter contre la pauvreté.
- Fonds genre et développement – Le but de ce projet est d'encourager la participation égale des femmes camerounaises aux activités de lutte contre la pauvreté et au développement durable.
- Gouvernance et gestion municipales – Ce projet en Guyane vise à renforcer l'efficacité de la gouvernance et à assurer la viabilité des municipalités en favorisant la bonne gouvernance et en réduisant la pauvreté.
- Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement – La contribution de l'ACDI permet de faire profiter le Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement d'une expertise internationale pour favoriser l'analyse des politiques et la formulation de recommandations au gouvernement de la Chine sur les mesures de développement durables en ce qui concerne l'environnement.
- Programme Canada-Russie de partenariat pour le développement du Nord – Trois régions de la Russie ont bénéficié d'un soutien lors de leurs réformes politiques visant à améliorer les systèmes de gouvernance et à favoriser le développement économique dans les domaines prioritaires que sont les programmes pour la jeunesse, la préservation et le développement culturels, le développement économique durable et le développement de l'entrepreneuriat.

266. Les projets décrits ici donnent une idée des nombreux autres efforts de collaboration internationale qui sont en cours et qui veillent constamment à offrir des programmes d'éducation en vue du développement durable et des possibilités de développement durable.

## **Savoirs autochtones, locaux et traditionnels**

267. Nous avons souligné l'influence et l'intégration des savoirs autochtones dans l'éducation en vue du développement durable tout au long du présent document. Ces savoirs constituent une qualité essentielle de l'EDD à travers le Canada. Le présent chapitre met

en relief quelques-uns des documents des programmes des provinces et territoires et quelques-unes des institutions qui abordent spécifiquement l'intégration des savoirs autochtones, ainsi que le travail de quelques-uns des nombreux centres et réseaux autochtones qui concentrent leurs efforts sur le développement durable.

268. Dans le cadre de sa refonte des programmes d'études, le ministère de l'Éducation de la Saskatchewan a énoncé sa vision pour l'éducation des Premières nations et des Métis, qui est celle d'un système éducatif provincial dont les fondements mêmes placent les modes de connaissance des Premières nations et des Métis côte à côte avec les contributions passées, présentes et à venir des peuples autochtones et métis afin de créer un système éducatif qui soit à l'écoute des cultures et qui profite à l'ensemble des apprenantes et apprenants. L'éducation des Premières nations et des Métis jouera un rôle fondamental dans les plans des divisions scolaires, dans l'examen et la révision des politiques et des pratiques actuelles dans les divisions et les écoles, dans tous les domaines de la planification des programmes et dans toutes les matières.
269. Le ministère de l'Éducation du Yukon a fourni aux enseignantes et enseignants une publication intitulée *Handbook 2008-2009: Yukon First Nations Education Resources in Public Schools (manuel 2008-2009 : ressources pour l'éducation dans les écoles publiques des Premières Nations du Yukon)*. Ce manuel fournit des informations préliminaires sur les *Premières Nations du Yukon* et sur certains programmes, services et ressources en éducation des Premières nations qui sont disponibles. Il a pour but de favoriser l'intégration de la culture, de l'histoire et de la langue des Premières nations dans la salle de classe.
270. Le ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique a préparé le guide intitulé *Shared Learnings: Integrating BC Aboriginal Content K-10 (apprentissages partagés : intégrer le contenu autochtone de la maternelle à la 10<sup>e</sup> année en Colombie-Britannique)*, pour qu'il soit utilisé dans toutes les écoles. Ce guide est organisé par niveau et par matière et chaque section contient des éléments de contenu relatifs aux Autochtones qui sont adaptés aux niveaux et aux matières, des suggestions pour l'intégration dans la salle de classe et des listes de ressources recommandées et produites localement. Il y a également des informations sur les peuples autochtones en Colombie-Britannique.
271. Le Collège de l'Arctique du Nunavut offre ses services à une vaste région du Nord-Est du Canada, avec une population qui est composée à plus de 80 p. 100 d'Inuits. Les principes de l'enseignement et de l'apprentissage du collège comprennent les éléments suivants :
- respecter et honorer la langue et la culture des Inuits;
  - faire participer les Aînés et Aînées de façon à ce qu'ils fassent partie intégrante de la vie au collège;
  - favoriser la compréhension de la culture et des langues des Inuits;

- valoriser les liens entre les étudiantes et étudiants et la famille et la communauté.

272. Le *Confederation College* (collège Confederation) du Nord de l'Ontario comprend le *Negahneewin College of Academic and Community Development* (collège Negahneewin de développement académique et communautaire), qui est un établissement collégial offrant, au sein et par l'intermédiaire du Confederation College, des programmes d'intérêt particulier aux étudiantes et étudiants autochtones et qui s'efforce d'intégrer la compréhension de la culture des Autochtones dans l'ensemble des programmes à temps plein.

273. Dans le Secteur des politiques de l'Assemblée des Premières nations, le Secteur de la gestion de l'environnement (SGE) travaille dans divers domaines de l'environnement revêtant une importance sur les plans international, national, régional et local. L'Assemblée des Premières nations est l'organisation nationale qui représente les citoyennes et citoyens des Premières nations au Canada. Le SGE dispose d'un mandat pour mener des recherches, élaborer des politiques et défendre les intérêts des Premières Nations. Tout le travail du SGE vise à favoriser la reconnaissance de la compétence des Premières Nations dans le domaine de l'environnement, tout en étant conforme aux droits ancestraux et issus de traités relatifs à la gestion de l'environnement. Bon nombre des principales questions et activités abordées par la SGE concernent l'éducation, la consultation et la sensibilisation relatives aux communautés des Premières nations. Parmi ses initiatives, on trouve les suivantes :

- Espèces en péril – l'un des buts pour 2010 est d'élaborer une boîte à outils et une publication.
- Étude sur la nourriture, l'alimentation et l'environnement des Premières Nations – projet de recherche sur 10 ans sur la sécurité et l'apport nutritionnel des régimes alimentaires traditionnels dans plus de 100 communautés des Premières nations. Cette étude traitera du thème de la santé de l'environnement.
- Programme national sur les contaminants de l'environnement chez les Premières nations – l'APN soutient ce programme et en fait la promotion au sein des communautés des Premières nations.
- Changements climatiques – la SGE dirige une recherche sur les impacts bien particuliers des changements climatiques pour les Premières nations, en particulier en ce qui a trait aux énergies renouvelables et à la santé humaine.

274. Le Centre for Indigenous Environmental Resources (CIER) est un organisme national à but non lucratif dirigé par les Premières nations qui s'intéresse aux questions environnementales et est basé à Winnipeg. Le rôle du CIER est d'aider les Premières nations à développer leur capacité de faire face aux problèmes qu'elles rencontrent sur le plan environnemental, avec des programmes s'intéressant aux mesures spécifiques de lutte contre les changements climatiques, à l'établissement de collectivités durables, à la protection des terres et des eaux et à la préservation de la biodiversité. Le site Web

du CIER donne également accès à une collection de ressources se rapportant aux Autochtones et à l'environnement. Le site comprend des listes toutes faites de lectures sur les sujets les plus populaires et on peut faire des recherches par sujet sur l'ensemble de la collection.

275. À l'*Inuit Tapiriit Kanatam* (ITK), on est en train de mettre sur pied un centre du savoir inuit pour diriger les activités d'éducation et de formation destinées à garantir que les Inuits et le savoir des Inuits jouent un rôle de plus en plus actif dans l'avancée des sciences de l'Arctique axées sur le développement durable. L'établissement de ce centre découle du fait que, malgré l'augmentation récente de l'intérêt pour le point de vue des Inuits et la participation des Inuits à la recherche scientifique, il reste encore des difficultés importantes dans l'acquisition du savoir inuit et la compréhension de son utilité à l'élaboration de politiques publiques.
276. Le *First Nations Environmental Network* (réseau environnemental des Premières Nations) (FNEN) est un organisme national composé d'individus, de groupes à but non lucratif et de Premières nations étroitement impliqués dans les questions d'ordre environnemental. Les principes du FNEN comprennent la foi, l'honnêteté, la bienveillance, le partage et le respect. Par l'intermédiaire des valeurs traditionnelles des Autochtones et en suivant la voie de leurs ancêtres, les membres du FNEN encouragent les efforts visant à protéger, à défendre et à soigner notre mère nourricière, la Terre.
277. Le Manitoba First Nations Education Resource Centre (MFNERC) s'efforce d'offrir son appui dans le programme d'études et les projets pour une éducation de qualité ancrée dans l'environnement local et dans la communauté locale, afin de faire progresser l'EDD dans les écoles des Premières nations. Il a mis sur pied de nombreux projets éducatifs ciblant les trois dimensions du développement durable, à savoir la dimension environnementale, la dimension économique et la dimension sociale. On compte parmi ces projets des initiatives soutenant les modes de vie et de subsistance traditionnels dans les terres, comme le piégeage et la pêche. L'organisme a également des projets dans les domaines suivants : jardins d'école; camps pour les jeunes sur les savoirs culturels et traditionnels; programmes d'immersion en langue des Premières nations; astronomie selon une perspective autochtone; cartographie communautaire avec des noms traditionnels; et intégration des connaissances et de la culture des Premières nations dans le programme d'études.
278. Le MFNERC a reçu un financement du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien du gouvernement fédéral pour soutenir le système éducatif des Premières nations au Manitoba en développant ses capacités en EDD et pour qu'il joue un rôle actif en faveur de l'EDD à l'échelle provinciale et locale. Le MFNERC prévoit organiser des sessions de perfectionnement professionnel pour les éducatrices et éducateurs des Premières nations, de mettre sur pied un programme de subventions pour l'organisation de projets locaux en EDD et de développer le programme d'études. Le ministère de l'Éducation du Manitoba est un partenaire de cette initiative.

279. Les organismes des Premières nations ont également reçu des fonds de l'Agence canadienne de développement international pour la diffusion de leurs connaissances sur la scène internationale :

- Diffusion du savoir sur la justice traditionnelle maya – Ce projet vise à mieux faire connaître et comprendre les pratiques de justice des peuples autochtones et mayas grâce à deux séries d'ateliers offerts au Guatemala et au Canada.
- Une nation n'est pas conquise – Ce projet, qui réunit l'Association des femmes autochtones du Canada et deux organismes autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes, vise à développer les capacités des femmes autochtones à prendre part au dialogue sur les politiques, particulièrement sur les sujets liés à l'égalité des sexes et au développement durable.
- Partage de connaissances sur le modèle des coopératives – Ce projet favorise l'échange de connaissances entre l'Association de coopératives des Inuits et la Coopérative des Aymaras du Chili, afin d'améliorer la situation socioéconomique de leurs collectivités.

280. En plus de leur collaboration avec des gouvernements et des organismes à travers le Canada afin de diffuser leurs connaissances et de les intégrer dans les pratiques du développement durable et l'éducation en vue du développement durable, les groupes autochtones s'efforcent, au sein même de leurs organismes, d'approfondir les questions relatives au développement durable et de protéger les droits des peuples et des communautés autochtones.

## Problèmes et obstacles

281. Jusqu'à présent, le présent rapport a mis en relief un éventail considérable et varié de sujets, de prestataires, d'approches, de ressources et de recherches dans le domaine de l'éducation en vue du développement durable mais, comme nous l'avons souvent indiqué, cet éventail est loin d'être complet. En dépit de la quantité et de la qualité impressionnantes des initiatives pour l'éducation en vue du développement durable, il reste à la fois des problèmes et des obstacles, en particulier en ce qui a trait à l'intégration véritable de l'éducation en vue du développement durable dans l'éducation à tous les niveaux. Même si on a fait des progrès considérables dans ce domaine, une bonne partie de ce qu'on appelle l'EDD reste encore limitée à des modules dans des programmes, éparpillés dans le programme d'études. Par conséquent, on ne dispose pas de l'énorme capacité de changement qui pourrait être canalisée par la pleine intégration de l'éducation en vue du développement durable. Dans le domaine éducatif, le changement est un processus lent et délibéré, et les progrès accomplis doivent donc être célébrés en même temps que les obstacles et les défis sont identifiés.



282. Les défis présentés ci-dessous émanent des nombreuses sources que nous avons consultées lors de la préparation de ce document, de nos discussions avec des expertes et experts en éducation en vue du développement durable et de notre discussion avec le Groupe de travail sur l'éducation en vue du développement durable du CMEC. Nous avons organisé les problèmes sous les catégories suivantes : terminologie; priorités en éducation; responsabilité; processus de changement; intégration; et financement.
283. **Terminologie** – L'éducation en vue du développement durable est confrontée à de grandes difficultés lorsqu'il s'agit d'atteindre une compréhension commune de ce qu'elle signifie et de ce qu'elle inclut. L'une des difficultés particulières est la confusion entre l'éducation en vue du développement durable et l'éducation environnementale. Dans sa définition la plus large, l'EDD représente un changement fondamental dans le contenu, le déroulement et l'organisation de l'éducation et joue un rôle primordial à la fois pour garantir l'accès à une éducation de qualité et pour retenir les apprenantes et apprenants dans des programmes d'éducation de qualité. L'EDD est également souvent considérée principalement sous l'angle des aspects environnementaux d'une éducation de qualité et non sous celui des facteurs sociaux et économiques. Lorsqu'on examine l'éducation sous un angle collectif, on constate que tous les aspects du développement durable se retrouvent souvent dans le contenu et dans le déroulement des programmes, mais qu'ils sont rarement traités en tant que concept unifié. Même les personnes qui sont impliquées dans l'EDD ont des interprétations différentes de la portée et des conséquences de l'EDD. Cette confusion fait qu'il est difficile de progresser, parce qu'on passe trop de temps à s'entendre sur une interprétation commune du concept.
284. **Priorités en éducation** – Les éducatrices et éducateurs et les administratrices et administrateurs sont souvent conscients de l'importance de l'éducation en vue du développement durable, mais les priorités restent la littératie, la numératie, les sciences, les compétences pour l'emploi et d'autres composantes du système. Les cours, que ce soit au primaire, au secondaire, au postsecondaire ou dans l'éducation des adultes, ont déjà des programmes très chargés et il est donc difficile d'introduire de nouveaux éléments de contenu, de nouvelles perspectives et de nouvelles approches. Les changements à la direction des ministères (ministres et sous-ministres) créent d'autres problèmes, parce que les nouveaux fonctionnaires risquent d'avoir des priorités différentes et qu'il faut alors recommencer le travail d'introduction et de défense de l'EDD.
285. **Responsabilité** – En ce qui concerne les écoles, bon nombre des décisions pertinentes à l'EDD et au DD ne sont pas prises dans les établissements eux-mêmes, mais au niveau des conseils, des commissions ou des divisions scolaires ou même au niveau du ministère ou du gouvernement. Ceci peut freiner l'adoption d'une approche globale à l'ensemble de l'établissement, même si de nombreux ministères sont aujourd'hui d'un plus grand soutien envers l'EDD dans leurs propres politiques et dans leurs propres mécanismes de financement. La question de la responsabilité peut également se

compliquer par la portée de l'éducation en vue du développement durable, qui transcende le cloisonnement des responsabilités sur le plan des matières, des politiques et de l'administration, de sorte que l'on ne sait pas toujours clairement qui est le principal responsable de l'EDD. Dans certains cas, on décide que l'EDD est une responsabilité qu'il faut se partager entre départements ou entre disciplines.

286. **Processus de changement** – L'échelle des changements qu'implique l'éducation en vue du développement durable dans le domaine éducatif, avec la réorientation des modèles, des valeurs et de l'éthique en éducation, constitue un problème difficile à surmonter. Pour pouvoir apporter le moindre changement au système éducatif public, il faut également obtenir des changements correspondants au niveau postsecondaire, en particulier dans les établissements de formation à l'enseignement. Les responsables de la formation des enseignantes et enseignants doivent modifier ce qu'ils enseignent et leur approche de leur propre enseignement pour bien préparer les futurs enseignantes et enseignants au travail dans la salle de classe. Les enseignantes et enseignants qui exercent déjà dans la salle de classe ont besoin à la fois de formation et de soutien pour leur école et pour leur division.
287. **Intégration** – Ce qui manque souvent à l'EDD, c'est une approche, une stratégie et un cadre stratégique cohésifs puisque l'EDD est multidisciplinaire. Ceci rend difficile la création de résultats d'apprentissage spécifiques pour l'EDD et, du fait, la mesure des progrès accomplis. La journée d'école et le programme d'études au postsecondaire sont organisés selon des blocs de temps séparés pour les différentes matières, ce qui soulève la question de savoir où insérer le développement durable. On se demande comment relier l'EDD aux autres initiatives de façon à ce que l'élargissement de l'éducation soit plus facile à accomplir, comme par exemple avec l'intégration d'un contenu et de perspectives autochtones et l'apprentissage par l'intermédiaire des arts.
288. **Financement** – L'obtention d'un financement adéquat pour l'EDD est toujours un problème, en particulier pour les organisations non gouvernementales. Sans mandat défini pour l'éducation en vue du développement durable et sans conception claire de l'EDD, il est difficile d'obtenir un soutien financier, en particulier en période de récession économique.
289. Les expertes et experts de l'Université de Calgary ont soulevé un problème supplémentaire lié à l'éducation en vue du développement durable, qui est l'intégration des populations vulnérables. Cette préoccupation concerne de nombreux groupes, comme les femmes, les personnes défavorisées sur le plan économique, les collectivités rurales et d'autres encore, et certains de leurs problèmes sont abordés dans les programmes d'EDD. Mais l'un des groupes qu'on ne retrouve pas dans les publications et les projets sur l'éducation en vue du développement durable est celui des personnes handicapées. Ce groupe n'a pas été pris en compte, lorsqu'il s'agit d'examiner les impacts spécifiques du développement durable que ces personnes sont susceptibles de rencontrer ou les efforts déployés pour les faire participer aux initiatives d'EDD. Les

personnes handicapées forment, au sein d'une population diverse sur le plan culturel, un groupe qui est souvent victime de pauvreté, d'inégalités et de problèmes de santé qui ont un impact dans la portée du développement durable. Ces personnes pourraient donc profiter de l'EDD non seulement en tant qu'étudiantes et étudiants, mais aussi en tant que fournisseurs de connaissances et d'engagement et comme participantes et participants à des recherches et initiatives.

290. Les problèmes mentionnés ci-dessus peuvent être intimidants et limiter l'adoption de l'EDD dans l'éducation. Cependant, comme le montre le présent rapport, des changements sont en cours au Canada et des efforts concertés se poursuivent avec un succès considérable pour relever ces défis.

## **Améliorer la mise en œuvre de l'EDD**

291. Aucun de ces problèmes et de ces obstacles ne pourra être surmonté à l'aide de solutions faciles et rapides. Ils doivent plutôt être soigneusement examinés afin d'appliquer l'EDD. Tous les problèmes et obstacles exigent des efforts soutenus d'éducation, de négociation, d'adaptation, de planification et de changement aux niveaux législatif, des politiques, des programmes et des stratégies.
292. Si l'on s'entend de façon générale sur le fait que l'avenir dépend dans une large mesure de la collaboration entre tous les secteurs de la société en vue de parvenir à un développement durable, il est important d'avoir un système de valeurs commun aux nombreuses parties intéressées pour définir le processus de prise de décisions et de mise en œuvre de ces décisions. Pour cela, il est essentiel d'avoir un système éducatif qui donne aux gens les moyens de reconnaître les difficultés et les possibilités qu'ils ont en commun, d'appliquer leurs compétences en réflexion critique à l'interprétation des aspects complexes de la question et de bâtir des partenariats afin de prendre des décisions et d'adopter des mesures pour parvenir à un développement durable.
293. En 2009, le groupe de travail et réseau de la Colombie-Britannique sur l'éducation en vue du développement durable a demandé aux participantes et participants présents à son congrès comment susciter un mouvement cohésif en faveur de l'éducation en vue du développement durable. Les résultats de cette discussion ont paru dans un rapport intitulé *How Sustainability Education? Solutions Summit Report, June 2009*. Les différentes étapes suggérées présentent ce que le groupe décrit comme une feuille de route vers l'éducation en vue du développement durable.
294. Les étapes proposées par la Colombie-Britannique pour l'éducation en vue du développement durable fournissent les éléments de base d'une réponse à la question posée par la CEE-ONU concernant l'assistance nécessaire pour en améliorer la mise en œuvre. Nous les avons modifiés pour tenir compte des suggestions et des stratégies

présentées dans d'autres documents ayant contribué à la préparation du présent rapport :

- Refondre le système éducatif de façon à ce que les principes de l'éducation en vue du développement durable soient intégrés dans la base même des systèmes éducatifs.
- Faire participer tout le monde dans tous les secteurs et dans toutes les institutions.
- Entrer en communication et en contact les uns avec les autres, avec les personnes opposées à l'éducation en vue du développement durable et avec le grand public, afin de maintenir la vitalité d'un dialogue transformateur.
- Collaborer et échanger les uns avec les autres.
- Cultiver des leaders et des agentes et agents de changement.
- Élaborer des processus et des outils communs pour la gestion et les mesures.
- Élaborer de nouvelles stratégies pour le financement et les ressources.
- Se faire collectivement les avocates et avocats de politiques qui favorisent les changements par démarches descendante et ascendante dans les systèmes éducatifs.

295. Le présent *Rapport pour le Canada* met en relief les éléments suivants : des politiques en matière d'éducation; des refontes et des révisions des programmes d'études; des mesures d'élargissement des programmes, du contenu et des résultats d'apprentissages; des initiatives de formation des éducatrices et éducateurs et de formation en leadership; des collaborations à l'échelle pancanadienne, régionale et provinciale/territoriale; et des initiatives d'organismes à but non lucratif et d'organismes communautaires. Tous ces éléments cherchent à surmonter les problèmes et à favoriser une plus vaste mise en œuvre de l'éducation en vue du développement durable dans les systèmes éducatifs et partout au Canada.

## Remarques de conclusion

296. La Stratégie de la CEE-ONU pour l'éducation en vue du développement durable et la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable ont eu un impact considérable au Canada et sont directement liées à l'établissement de groupes de travail pancanadiens et aux conseils que ces groupes ont prodigués pour l'élaboration de politiques, de programmes d'études, de ressources et de programmes dans tous les secteurs de l'éducation.

297. Les rapports pour le Canada qui ont été préparés pour rendre compte à la CEE-ONU et à l'UNESCO des activités en éducation en vue du développement durable dans le pays se sont servis d'exemples pour répondre aux questions. Cette approche permet difficilement de faire des comparaisons directes entre le rapport de la période 2005-

2007 et celui de la période 2007-2010. Il y a cependant des signes de progrès évidents, comme le développement des politiques provinciales et territoriales, les cadres stratégiques pour les programmes d'études et d'autres documents qui traitent des concepts du développement durable et qui font de ces concepts des notions centrales en éducation. Les organisations non gouvernementales participent de plus en plus à l'offre de programmes, à la formation des enseignantes et enseignants, à l'élaboration de ressources et à la recherche dans le domaine. Les établissements postsecondaires ont plus de programmes et d'initiatives de recherche qui portent sur l'EDD. On observe une plus grande intégration des modes de connaissance autochtones dans bon nombre de programmes d'études, en particulier en ce qui a trait à la dimension environnementale du développement durable et aux relations avec la terre. La longueur même de ce deuxième rapport, qu'il a fallu augmenter pour couvrir de façon adéquate les nombreuses initiatives et parties intéressées participant aux activités en EDD, prouve que l'éducation en vue du développement durable est en plein développement partout au Canada.

298. Tout en reconnaissant et en célébrant ces progrès, il est important de prendre conscience qu'il reste beaucoup à faire pour que l'éducation en vue du développement durable fasse davantage partie intégrante de l'éducation au Canada.

## **Annexe – Sources utilisées lors de la préparation du rapport**

### **Ministères provinciaux et territoriaux responsables de l'éducation**

#### **Alberta**

Ministère de l'Éducation de l'Alberta

<http://www.education.gov.ab.ca>

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Technologie de l'Alberta

<http://www.advancededucation.gov.ab.ca>

#### **Colombie-Britannique**

Ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique

<http://www.gov.bc.ca/bced>

Ministère de l'Éducation supérieure et du Développement du marché du travail de la Colombie-Britannique

<http://www.gov.bc.ca/aved>

#### **Île-du-Prince-Édouard**

Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance de l'Île-du-Prince-Édouard

<http://www.gov.pe.ca/education>

Ministère de l'Innovation et de l'Enseignement supérieur de l'Île-du-Prince-Édouard

<http://www.gov.pe.ca/ial>

#### **Manitoba**

Ministère de l'Éducation du Manitoba

<http://www.edu.gov.mb.ca/ed>

Ministère de l'Enseignement postsecondaire et de l'Alphabétisation du Manitoba

<http://www.edu.gov.mb.ca/acl/index.fr.html>

#### **Nouveau-Brunswick**

Ministère de l'Éducation du Nouveau-Brunswick

<http://www.gnb.ca>

Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail du Nouveau-Brunswick

<http://www.gnb.ca>

#### **Nouvelle-Écosse**

Ministère de l'Éducation de la Nouvelle-Écosse

<http://www.ednet.ns.ca>

### **Nunavut**

Ministère de l'Éducation du Nunavut

<http://www.edu.gov.nu.ca>

### **Ontario**

Ministère de l'Éducation de l'Ontario

<http://www.edu.gov.on.ca>

Ministère de la Formation et des Collèges et Universités de l'Ontario

<http://www.edu.gov.on.ca/fre/tcu>

### **Québec**

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec

<http://www.mels.gouv.qc.ca>

### **Saskatchewan**

Ministère de l'Éducation de la Saskatchewan

<http://www.education.gov.sk.ca>

Ministère de l'Enseignement supérieur, de l'Emploi et du Travail de la Saskatchewan

<http://www.aeel.gov.sk.ca>

### **Terre-Neuve-et-Labrador**

Ministère de l'Éducation de Terre-Neuve-et-Labrador

<http://www.gov.nl.ca/edu>

### **Territoires du Nord-Ouest**

Ministère de l'Éducation, de la Culture et de l'Emploi des Territoires du Nord-Ouest

<http://www.ece.gov.nt.ca>

### **Yukon**

Ministère de l'Éducation du Yukon

<http://www.education.gov.yk.ca>

## **Ministères et organismes du gouvernement du Canada**

Agence canadienne de développement international

<http://www.acdi-cida.gc.ca>

Biosphère

<http://biosphere.ec.gc.ca>

Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales  
Achats écologiques  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/index-fra.html>

Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/index-fra.html>

Environnement Canada  
<http://www.ec.gc.ca>

Parcs Canada  
<http://www.pc.gc.ca>

Parcs Canada - Keji Quest  
<http://www.friendsofkeji.ns.ca/kejiquest/index.html>  
Programme « Adieu Bazou » d'Environnement Canada  
<http://www.adieubazou.ca>

Programme « Agissons pour l'environnement » d'Environnement Canada  
<http://www.ec.gc.ca/education>

Réseau international de Forêts Modèles  
<http://www.imfn.net/index.php?q=fr/node/363>

Ressources naturelles Canada  
<http://www.nrcan-rncan.gc.ca>

RETSscreen  
Ressources naturelles Canada  
<http://www.retscreen.net>

Semaine nationale des sciences et de la technologie  
Les sciences et la technologie pour les Canadiens  
<http://www.science.gc.ca>

Transports Canada  
<http://www.tc.gc.ca>

Transports Canada – écoTECHNOLOGIE pour véhicules (éTV)  
<http://www.tc.gc.ca/eTV>



Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca>

## **Liens pancanadiens**

Commission canadienne pour l'UNESCO  
<http://www.unesco.ca>

Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)  
<http://www.cmec.ca>

## **Organisations non gouvernementales, organismes à but non lucratif, société civile et secteur privé**

Alberta Council for Environmental Education  
<http://abcee.org>

Alliance des musées d'histoire naturelle du Canada  
[http://www.naturalhistorymuseums.ca/iyb\\_f.htm](http://www.naturalhistorymuseums.ca/iyb_f.htm)

Alliance pour l'éducation à la viabilité au Nouveau-Brunswick  
<http://www.nben.ca>

Assemblée des Premières nations  
<http://www.afn.ca>

Association canadienne des doyens et doyennes d'éducation  
<http://www.csse-scee.ca/groupes/apropos/acde>

Association canadienne des réserves de la biosphère  
<http://www.biospherecanada.ca>

Association canadienne pour la formation des enseignants  
<http://www.csse-scee.ca/groupes/apropos/cate-acfe>

Association canadienne pour la reconnaissance des acquis  
<http://capla.ca>

Association des collèges communautaires du Canada  
<http://www.accc.ca>

Association des universités et collèges du Canada  
<http://www.aucc.ca>

Association québécoise pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement  
<http://www.aqpere.qc.ca>

BC Hydro  
<http://www.bchydro.com>

Bedeque Bay Environmental Management Association  
<http://www.bbema.ca>

Canadian Environmental Literacy Project  
<http://www.celp.ca/>

Canards Illimités Canada  
<http://www.ducks.ca/fr/index.html>

Centrale des syndicats du Québec  
<http://www.csq.qc.net/index.cfm/2,0,1676,9656,0,0,html>

Centre du savoir inuit  
<http://www.itk.ca>

Centre for Indigenous Environmental Resources  
<http://www.cier.ca>

Centre International des Villes Durables  
<http://sustainablecities.net>

Centre REP'ERE  
<http://www.unites.ugam.ca/ERE-UQAM/Repere/index.html>

Centres d'expertise régionaux (CER) en éducation en vue du développement durable

- CER de la Colombie-Britannique (North Cascadia)  
<http://www.walkingthetalk.bc.ca>
- CER de la Saskatchewan  
<http://www.saskrce.ca>
- CER de Montréal  
[http://www.cer-montreal.ca/fr/accueil/accueil\\_fr.html](http://www.cer-montreal.ca/fr/accueil/accueil_fr.html)
- CER de Toronto  
<http://www.toronto.ca/legdocs/mmis/2010/pe/bgrd/backgroundfile-26577.pdf>

- CER du Grand Sudbury  
[http://www.ias.unu.edu/resource\\_centre/RCE%20Greater%20Sudbury.pdf](http://www.ias.unu.edu/resource_centre/RCE%20Greater%20Sudbury.pdf)

Climate Change North

[http://www.climatechangenorth.ca/section-BGF/B1f\\_Backgrounders\\_F.html](http://www.climatechangenorth.ca/section-BGF/B1f_Backgrounders_F.html)

Dearness Environmental Society

<http://www.dearness.ca>

EcoKids

<http://www.ecokids.ca>

Ecology North

<http://www.ecologynorth.ca>

EcoSource

<http://www.ecosource.ca>

EDD Canada

<http://www.esdcanada.ca/fr>

Educational Alliance for Sustainable Ontario

<http://www.sustainable-ontario.org/index.html>

ENvironnement JEUnesse

<http://www.enjeu.qc.ca>

Equitas

<http://equitas.org/en/?lang=fr>

Équiterre

<http://www.equiterre.org/a-propos>

ESD Alberta

<http://www.esdcanada.ca/fr/alberta>

Établissements verts Brundtland

<http://www.evb.csq.qc.net/index.cfm/2,0,1666,9457,0,0,html>

Falls Brook Centre

<http://www.fallsbrookcentre.ca/>

Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants

<http://www.ctf-fce.ca>

Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario  
<http://www.otffeo.on.ca>

First Nations Environmental Network  
<http://fnen.org>

Fondation David Suzuki  
<http://www.davidsuzuki.org>  
Fondation de la famille J. W. McConnell  
<http://www.mcconnellfoundation.ca/fr>

Foundation for the Study of Processes of Government in Canada  
<http://www.forum.ca>

Green Learning  
<http://www.greenlearning.ca>

Green Street/Ma rue verte  
<http://www.green-street.ca/eep.aspx?lang=fr>

Green Teacher  
<http://www.greenteacher.com/francais.html>

Groupe de travail et réseau de la Colombie-Britannique sur l'éducation en vue du développement durable  
<http://www.walkingthetalk.bc.ca>

Hydro-Québec  
<http://www.hydroquebec.com>

Institut international du développement durable  
[http://www.iisd.org/default\\_fr.aspx](http://www.iisd.org/default_fr.aspx)

LEAD Canada  
<http://www.leadcanada.net>

L'éducation au service de la Terre  
<http://www.lsf-1st.ca/fr>

Living Prairie Museum  
<http://www.winnipeg.ca/publicworks/naturalist/livingprairie/LPMbrochure.pdf>

Manitoba Education for Sustainable Development Working Group  
<http://www.mesdwg.ca>

Manitoba First Nations Education Resource Centre

<http://www.mfnerc.org>

Manitoba Hydro

<http://www.hydro.mb.ca/francais/>

Manitoba Model Forest

<http://manitobamodelforest.net>

Musée canadien de la nature

<http://nature.ca>

Office national du film du Canada

<http://www.onf.ca>

Ontario EcoSchools

<http://www.ontarioecoschools.org>

Ontario Principals' Council

<http://www.principals.on.ca>

Pembina Foundation

<http://www.pembinafoundation.org/>

Prince Edward Island Sustainability Network

<http://www.esdcanada.ca/fr/prince-edward-island-sustainability-network>

Programme en éducation à l'environnement et citoyenneté

<http://www.claudepoudrier.com>

Réseau canadien d'éducation et de communication relatives à l'environnement

<http://www.eecom.org>

Réseau des collèges canadiens en matière d'environnement

<http://www.eco.ca/ccen>

Royal Saskatchewan Museum

<http://www.royalsaskmuseum.ca>

Saskatchewan Education for Sustainable Development Network

<http://saskesd.ca>

SEEDS Foundation

<http://www.seedsfoundation.ca>

Sierra Club Atlantic

<http://atlantic.sierraclub.ca>

Sierra Club of Canada, BC Chapter

<http://www.sierraclub.bc.ca>

Société canadienne pour l'étude de l'éducation

<http://www.csse.ca>

Société pour la nature et les parcs du Canada

<http://www.cpaws-southernalberta.org>

Sustainability Education in Nova Scotia for Everyone

<http://www.nsen.ca/education.php>

Taking IT Global

<http://www.tigweb.org>

Walkingthetalk

<http://www.walkingthetalk.bc.ca>

YMCA Youth Peace Network

<http://www.vanymca.org/id/youthpeacenetwork.html>

YOU CAN

<http://youcan.ca>

Zoo de Toronto

<http://torontozoo.ca>

## **Établissements postsecondaires et centres de recherche**

Cégep/Collège Vanier

<http://www.vaniercollege.qc.ca>

Cégep de Saint-Hyacinthe

<http://www.cegepsth.qc.ca>

Centennial College

Institute for Global Citizenship and Equity

<http://www.centennialcollege.ca/citizenshipandequity>

Chaire UNESCO d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique

Université du Québec à Montréal

<http://www.unesco.chairephilo.ugam.ca>

Chaire UNESCO en éducation, en soins et en développement des jeunes enfants

Université de Victoria

<http://www.ecdvu.org>

Chaire UNESCO en patrimoine culturel

Université Laval

<http://www.patrimoineunesco.chaire.ulaval.ca>

Chaire UNESCO en paysage et environnement

Université de Montréal

<http://www.unesco-paysage.umontreal.ca>

Chaire UNESCO en réorientation de la formation des enseignants vers le développement durable

Université de York

<http://www.unesco.org/fr/unitwin/access-by-region/europe-and-north-america/canada/unesco-chair-in-reorienting-teacher-education-towards-sustainability-430/>

Chaire UNESCO sur le développement durable

Université Laval

<http://www.ihgeds.ulaval.ca>

Coady International Institute

<http://coady.stfx.ca>

Collège Cambrian

<http://www.cambriancollege.ca>

Collège Camosun

<http://camosun.ca>

Collège de l'Arctique du Nunavut

<http://www.nac.nu.ca>

Collège Fleming

<http://www.flemingc.on.ca>

Collège Lethbridge  
<http://www.lethbridgecollege.ab.ca>

Collège Selkirk  
<http://selkirk.ca>

Collège universitaire de Saint-Boniface  
<http://www.ustboniface.mb.ca>

Confederation College  
<http://www.confederationc.on.ca>

Institut d'études pédagogiques de l'Ontario de l'Université de Toronto  
<http://www.oise.utoronto.ca>

Institut de recherche du Nunavut  
<http://www.nri.nu.ca>

Nova Scotia Community College  
<http://www.nsc.ca>

Social Economy Research Network of Northern Canada  
<http://dl1.yukoncollege.yk.ca/sernno.ca>

Université Dalhousie  
<http://www.dal.ca>

Université de Brandon  
<http://www.brandonu.ca>

Université de la Colombie-Britannique  
Centre de Droit International du Développement Durable  
<http://www.cisd.org>

Université de l'Alberta  
<http://www.ualberta.ca>

Université de la Saskatchewan  
International Centre for Northern Governance and Development  
<http://artsandscience.usask.ca/icngd>

Université de l'Île-du-Prince-Édouard  
<http://www.upei.ca>



Université de Toronto  
The Trudeau Centre for Peace and Conflict Studies à la Munk School of Global Affairs  
<http://www.munkschool.utoronto.ca/trudeaucentre/>

Université de Trent  
<http://www.trentu.ca>  
Université de Winnipeg  
<http://www.uwinnipeg.ca>

Université d'Ottawa  
Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne  
<http://www.cdp-hrc.uottawa.ca/?lang=fr>

Université du Nord de la Colombie-Britannique  
<http://www.unbc.ca>

Université Laval  
<http://www.ulaval.ca>

Université McMaster  
<http://www.mcmaster.ca>

Université Simon Fraser  
Centre for Sustainable Community Development  
<http://www.sfu.ca/cscd>

Université York  
<http://yorku.ca>

## Documents

ALBERTA. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Alberta's High Quality Curriculum: Development and Implementation*, s. d. Document consulté le 19 avril 2010 à  
[http://education.alberta.ca/media/824183/curric\\_dev.pdf](http://education.alberta.ca/media/824183/curric_dev.pdf)

ALBERTA. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Pathways to Possibilities: The Revised Career and Technology Studies Program*, 2010. Document consulté le 1<sup>er</sup> mai 2010 à  
<http://education.alberta.ca/media/1102807/ctsbooklet.pdf>

ALBERTA. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Social studies kindergarten to grade 12: Program rationale and philosophy*, 2005. Document consulté le 3 mai 2010 à  
[http://www.education.alberta.ca/media/773705/soc10\\_2.pdf](http://www.education.alberta.ca/media/773705/soc10_2.pdf)

ASSOCIATION DES COLLÈGES COMMUNAUTAIRES DU CANADA. *ACCC Pan-Canadian Protocol for Sustainability*, 2009. Document consulté le 31 mai 2010 à <http://www.accc.ca/english/advocacy/sustainability.htm>

ASSOCIATION DES COLLÈGES COMMUNAUTAIRES DU CANADA. *Les collèges, les instituts et les cégeps contribuent à accélérer l'innovation, la productivité et la compétitivité*, octobre 2009. Document consulté le 16 avril 2010 à [http://www.accc.ca/ftp/pubs/brochures/200910\\_Recherche.pdf](http://www.accc.ca/ftp/pubs/brochures/200910_Recherche.pdf)

ASSOCIATION DES COLLÈGES COMMUNAUTAIRES DU CANADA. *Partenariats pour la productivité et les compétences avancées : Le rôle des collèges dans le système d'innovation du Canada*, février 2010. Document consulté le 18 avril 2010 à <http://www.accc.ca/ftp/pubs/etudes/201002docdinfocherche.pdf>

ASSOCIATION DES UNIVERSITÉS ET COLLÈGES DU CANADA. *En plein essor : Édition 2008 du rapport sur la recherche universitaire et la mobilisation du savoir*, 2008. Document consulté le 20 avril 2010 à [http://www.aucc.ca/momentum/2008\\_report\\_f.html](http://www.aucc.ca/momentum/2008_report_f.html)

BRITISH COLUMBIA WORKING GROUP AND NETWORK ON SUSTAINABILITY EDUCATION. *How Sustainability Education? Solutions Summit Report, June 2009*, 2009. Document consulté le 28 avril 2010 à <http://www.walkingthetalk.bc.ca/working>

BURKE, Brigid, et Gregor WOLBRING. *Notes on Education for All and Education for Sustainable Development: Input for the Report for Canada*, Université de Calgary, 2010. Communication personnelle.

CANADA. BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA. *La gestion du développement durable : Un document de discussion du commissaire à l'environnement et au développement durable*, 2010. Document consulté le 20 avril 2010 à [http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/sds\\_fs\\_f\\_33574.html](http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/sds_fs_f_33574.html)

CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE et ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LA PROMOTION DE L'ÉDUCATION RELATIVE À L'ENVIRONNEMENT. *Éducation relative à l'environnement (ERE) au collégial : de l'intention à l'action au cœur de nos stratégies pédagogiques : Rapport final*, 2009. Document consulté le 19 avril 2010 à <http://www.aqpere.qc.ca/campus/pdf/Rapport%20final%20ERE-STH.pdf>

COLOMBIE-BRITANNIQUE. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Green Schools Newsletter*, vol. 1, n° 4, 2010. Document consulté le 3 mai 2010 à [http://www.bced.gov.bc.ca/greenschools/pdfs/newsletters/newsletter\\_apr2010.pdf](http://www.bced.gov.bc.ca/greenschools/pdfs/newsletters/newsletter_apr2010.pdf)

COLOMBIE-BRITANNIQUE. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Shared learnings: Integrating BC Aboriginal content K-10*, 2006. Document consulté le 18 avril 2010 à <http://www.bced.gov.bc.ca/abed/shared.pdf>

COLOMBIE-BRITANNIQUE. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Sustainable Schools Best Practices Guide*, 2009. Document consulté le 20 avril 2010 à <http://www.bced.gov.bc.ca/greenschools/sustbestpractices.htm>

COLOMBIE-BRITANNIQUE. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Sustainability Course Content: A curriculum framework*, 2010. Document consulté le 6 mai 2010 à <http://www.bced.gov.bc.ca/greenschools/pdfs/sustcoursecontent.pdf>

COLOMBIE-BRITANNIQUE. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Sustainability Education Framework*, 2009. Document consulté le 20 avril 2010 à [http://www.bced.gov.bc.ca/greenschools/sustainability\\_ed.htm](http://www.bced.gov.bc.ca/greenschools/sustainability_ed.htm)

COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO. *Rapport annuel du Secrétaire général 2007-2008*, 2008. Document consulté le 8 mai 2010 à [http://unesco.ca/fr/commission/ressources/documents/RapportduSecGen2007\\_000.pdf](http://unesco.ca/fr/commission/ressources/documents/RapportduSecGen2007_000.pdf)

COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO. *Rapport annuel du Secrétaire général 2008-2009*, 2009. Document consulté le 8 mai 2010 à <http://unesco.ca/fr/commission/ressources/documents/Rapportannuel2008-2009.pdf>

COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO. *Rapport annuel du Secrétaire général 2009-2010*, 2010. Document consulté le 8 mai 2010 à [http://unesco.ca/fr/commission/ressources/documents/UNESCO\\_2010\\_F\\_AR\\_000.pdf](http://unesco.ca/fr/commission/ressources/documents/UNESCO_2010_F_AR_000.pdf)

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE. *Learning from each other: The UNECE Strategy for Education for Sustainable Development*, 2009. Document consulté le 1<sup>er</sup> avril 2010 à <http://www.unece.org/env/esd/Implementation/Publication/LearningFromEachOther.pdf>

CONFÉRENCE MONDIALE DE L'UNESCO SUR L'ÉDUCATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE. *Déclaration de Bonn*, 2009. Document consulté le 1<sup>er</sup> avril 2010 à <http://www.esd-world-conference-2009.org/fr/accueil.html>

CONSEIL CANADIEN SUR L'APPRENTISSAGE. *Passer le test environnemental : Les avantages liés aux cours « écolos » en salle de classe*, 24 juin 2009. Document consulté le 30 avril 2010 à [http://www.ccl-cca.ca/pdfs/LessonsInLearning/06\\_24\\_09-F.pdf](http://www.ccl-cca.ca/pdfs/LessonsInLearning/06_24_09-F.pdf)

CONSEIL CANADIEN SUR L'APPRENTISSAGE. *Viabilité des communautés : Cheminement vers une culture d'apprentissage chez les adultes au Canada*, 2008. Document consulté le 30 avril 2010 à [http://www.ccl-cca.ca/pdfs/adlkc/reports08/2008SymposiumReport\\_FR.pdf](http://www.ccl-cca.ca/pdfs/adlkc/reports08/2008SymposiumReport_FR.pdf)

CONSEIL DES MINISTRES DE L'ÉDUCATION (CANADA), ENVIRONNEMENT CANADA ET COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO. *Rapport à la CEE-ONU et à l'UNESCO sur les indicateurs de l'éducation au développement durable : Rapport pour le Canada*, octobre 2007. Document consulté le 12 mai 2010 à <http://www.cmec.ca/Publications/Lists/Publications/Attachments/104/Canada-Report-ESD-2007-10.fr.pdf>

CONSEIL DES MINISTRES DE L'ÉDUCATION (CANADA). Groupe de travail sur l'éducation en vue du développement durable (GTEDD). *Cadre pancanadien de coopération et d'action pour l'EDD* (ébauche), 2010.

CONSEIL DES MINISTRES DE L'ÉDUCATION (CANADA). Groupe de travail sur l'éducation en vue du développement durable (GTEDD). *Contexte — Élaboration d'un cadre pancanadien de coopération et d'action pour l'EDD*, 12 janvier 2010. Document consulté le 12 mai 2010 à <http://www.cmec.ca/Publications/Lists/Publications/Attachments/222/EDD-mesures-collaboration.pdf>

CONSEIL DES MINISTRES DE L'ÉDUCATION (CANADA). *L'Éducation au Canada – Horizon 2020 : Déclaration conjointe des ministres provinciaux et territoriaux de l'éducation*, 2008. Document consulté le 7 septembre 2010 à <http://www.cmec.ca/Publications/Lists/Publications/Attachments/187/CMEC-2020-DECLARATION.fr.pdf>

ENVIRONNEMENT CANADA. *Planifier un avenir durable – Stratégie fédérale de développement durable pour le Canada*, 2010. Document consulté le 19 avril 2010 à <http://www.ec.gc.ca/dd-sd/default.asp?lang=Fr&n=F93CD795-1>

FÉDÉRATION CANADIENNE DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS. *La vie en vert, un monde en paix*, Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, Ottawa, 2010.

GREEN STREET/MA RUE VERTE. *The Green Street Guide to Authentic Youth Engagement*, mai 2007. Document consulté le 19 avril 2010 à <http://www.green-street.ca/files/GreenStreetYouthEngagementManual.pdf>

HOPKINS, Charles. Interview avec Charles Hopkins, 7 mai 2010.

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD. MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX. *Stratégie de promotion d'un mode de vie sain de l'Île-du-Prince-Édouard*, s. d. Document consulté le 11 mai 2010 à [http://www.gov.pe.ca/photos/original/hss\\_fr\\_hls.pdf](http://www.gov.pe.ca/photos/original/hss_fr_hls.pdf)

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE. *Prince Edward Island Arts Curriculum: Visual Arts 401A*, 2009. Document consulté le 11 mai 2010 à [http://www.gov.pe.ca/photos/original/edu\\_VisArt401A.pdf](http://www.gov.pe.ca/photos/original/edu_VisArt401A.pdf)

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE. *Prince Edward Island Science Curriculum: Applied Science 701A*, 2010. Document consulté le 11 mai 2010 à [http://www.gov.pe.ca/photos/original/edu\\_AppSci701A.pdf](http://www.gov.pe.ca/photos/original/edu_AppSci701A.pdf)

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE. *Prince Edward Island Social Studies Curriculum: Geography 521A*, 2008. Document consulté le 11 mai 2010 à [http://www.gov.pe.ca/photos/original/edu\\_521AGuide.pdf](http://www.gov.pe.ca/photos/original/edu_521AGuide.pdf)

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE. *Conference Report: Choose the Future: Education for Sustainable Development*, 2009. Document consulté le 4 avril 2010 à <http://www.iisd.org/publications/pub.aspx?pno=1080>

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE. *Environment and Sustainable Development Policy: Development in K-12 Schools in Manitoba and Canada*, mars 2008. Document consulté le 17 mai 2010 à [http://www.iisd.org/pdf/2008/enviro\\_sd\\_policy\\_schools.pdf](http://www.iisd.org/pdf/2008/enviro_sd_policy_schools.pdf)

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE. *Measuring Knowledge, Attitudes and Behaviours towards Sustainable Development: Two Exploratory Studies*, janvier 2009. Document consulté le 7 mai 2010 à [http://www.iisd.org/pdf/2009/measuring\\_knowledge\\_sd.pdf](http://www.iisd.org/pdf/2009/measuring_knowledge_sd.pdf)

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE. *Sustainability Policies at the School Division Level in Manitoba: The status of policy development and its relationship to actions in schools*, février 2009. Document consulté le 20 avril 2010 à [http://www.iisd.org/pdf/2009/sd\\_policies\\_mb\\_school\\_division.pdf](http://www.iisd.org/pdf/2009/sd_policies_mb_school_division.pdf)

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE. *The Decade of Education for Sustainable Development (DESD) and Sustainability Education in First Nations Schools in Manitoba*, mars 2010. Sur Internet : [http://www.iisd.org/pdf/2010/decade\\_education\\_sd\\_first\\_nations\\_mb.pdf](http://www.iisd.org/pdf/2010/decade_education_sd_first_nations_mb.pdf)

MANITOBA. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA JEUNESSE. *Learning Resources for Education for Sustainable Development, Kindergarten to Grade 12: A Reference for Selecting Learning Resources*, novembre 2008. Document consulté le 4 mai 2010 à [http://www.edu.gov.mb.ca/k12/learnres/sus\\_dev/k-12\\_learn\\_res.pdf](http://www.edu.gov.mb.ca/k12/learnres/sus_dev/k-12_learn_res.pdf)

MANITOBA. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Écoles éco-globe : Reconnaissance de l'éducation au développement durable dans les écoles de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année*, 2008. Document consulté le 4 mai 2010 à [http://www.edu.gov.mb.ca/m12/dev\\_durable/eco-globe/docs/eco-globe.pdf](http://www.edu.gov.mb.ca/m12/dev_durable/eco-globe/docs/eco-globe.pdf)

MANITOBA. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Education for Sustainable Development: Early Years, K-4; Information for Parents*, s. d. Document consulté le 7 mai 2010 à [http://www.edu.gov.mb.ca/k12/esd/pdfs/k-4\\_brochure.pdf](http://www.edu.gov.mb.ca/k12/esd/pdfs/k-4_brochure.pdf)

MANITOBA. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Education for Sustainable Development: Middle and Senior Years, 5-12; Information for Parents*, s. d. Document consulté le 7 mai 2010 à [http://www.edu.gov.mb.ca/k12/esd/pdfs/5-12\\_brochure.pdf](http://www.edu.gov.mb.ca/k12/esd/pdfs/5-12_brochure.pdf)

NOUVEAU-BRUNSWICK. *Fonds en fiducie pour l'Environnement – Liste des projets approuvés 2010-2011 – Développement durable*, 2010. Document consulté le 9 mai 2010 à <http://www.gnb.ca/0009/0373/0002/FFE-2010-11.pdf>

NOUVEAU-BRUNSWICK. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Les enfants au premier plan*, 2007. Document consulté le 2 février 2010 à [http://www.gnb.ca/0000/publications/4578\\_rapport.pdf](http://www.gnb.ca/0000/publications/4578_rapport.pdf)

NOUVEAU-BRUNSWICK. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Programme d'études : Sciences de l'environnement 54411*, 2007. Document consulté le 5 mai 2010 à <http://www.gnb.ca/0000/publications/servped/sciencesdelenvironnement54411version2007.pdf>

NOUVELLE-ÉCOSSE. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Bias Evaluation Instrument*, avril 2001. Document consulté le 4 mai 2010 à [http://www.ednet.ns.ca/pdfdocs/studentsvcs/bias\\_evaluation/bias\\_eval\\_ss.pdf](http://www.ednet.ns.ca/pdfdocs/studentsvcs/bias_evaluation/bias_eval_ss.pdf)

NOUVELLE-ÉCOSSE. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Science Grade 5 Curriculum*, 2008. Document consulté le 16 mai 2010 à [http://www.ednet.ns.ca/pdfdocs/curriculum/Science5\\_web\\_secured.pdf](http://www.ednet.ns.ca/pdfdocs/curriculum/Science5_web_secured.pdf)

NOUVELLE-ÉCOSSE. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Science Grade 6 Curriculum*, 2008. Document consulté le 16 mai 2010 à [http://www.ednet.ns.ca/pdfdocs/curriculum/Science6\\_Web.pdf](http://www.ednet.ns.ca/pdfdocs/curriculum/Science6_Web.pdf)

NUNAVUT. *Loi sur l'éducation*, 2008. Document consulté le 4 mai 2010 à <http://www.edu.gov.nu.ca/apps/authoring/dspPage.aspx?page=47>

ONTARIO. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Éducation environnementale : Portée et enchaînement des attentes et contenus d'apprentissage*, 2009. Document consulté le 20 avril 2010 à <http://www.edu.gov.on.ca/fre/curriculum/secondary/environment.html>

ONTARIO. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Penser vert, agir pour l'avenir! Projets, activités et ressources des éducatrices et éducateurs de l'Ontario*, 2007. Document consulté le 4 mai 2010 à <http://www.edu.gov.on.ca/fre/document/policy/readySetGreenF.pdf>

ONTARIO. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Préparons l'avenir dès aujourd'hui : La Politique d'éducation environnementale pour les écoles de l'Ontario*, 2009. Document consulté le 3 mai 2010 à <http://www.edu.gov.on.ca/fre/teachers/enviroed/PrepAvenir.pdf>

ONTARIO. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Préparons nos élèves – Préparons notre avenir : L'éducation environnementale dans les écoles de l'Ontario*, juin 2007. Document consulté le 22 avril 2010 à <http://www.edu.gov.on.ca/fre/teachers/enviroed/shapingSchools.pdf>

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *Green at fifteen? How 15-year-olds perform in environmental science and geoscience in PISA 2006*, 2009. Document consulté le 14 mai 2010 à <http://www.oecd.org/dataoecd/52/12/42467312.pdf>

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE. *Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD 2005-2014) – Contextes et structures de l'Éducation pour le développement durable*, 2009. Document consulté le 20 mai 2010 à <http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001849/184944f.pdf>

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE. Exploiter le pouvoir et le potentiel de l'apprentissage et de l'éducation des adultes pour un avenir viable : Cadre d'action de Belém, décembre 2009. Document consulté le 2 mai 2010 à

[http://www.unesco.org/fileadmin/MULTIMEDIA/INSTITUTES/UII/confintea/pdf/working\\_documents/Belem%20Framework\\_Final\\_%20fr.pdf](http://www.unesco.org/fileadmin/MULTIMEDIA/INSTITUTES/UII/confintea/pdf/working_documents/Belem%20Framework_Final_%20fr.pdf)

PARCS CANADA. *Agir sur le terrain II : Travailler avec les Canadiens pour améliorer l'intégrité écologique des parcs nationaux du Canada*, 2008. Document consulté le 17 mai 2010 à

[http://www.pc.gc.ca/fra/docs/bib-lib/~media/docs/bib-lib/pdfs/aslt2%20aotg2\\_f.ashx](http://www.pc.gc.ca/fra/docs/bib-lib/~media/docs/bib-lib/pdfs/aslt2%20aotg2_f.ashx)

QUÉBEC. GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Québec : UNESCO, Brochure d'information*, 2010.

QUÉBEC. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT. *Plan d'action de développement durable, 2008-2012*, 2008. Document consulté le 12 mai 2010 à

<http://www.mels.gouv.qc.ca/sections/publications/publications/BSM/PlanActionDeveloppementDurable2008-2012.pdf>

QUÉBEC. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT. *Programme de formation de l'école québécoise : Enseignement secondaire, deuxième cycle*, 2008. Document consulté le 4 mai 2010 à

<http://www.mels.gouv.qc.ca/sections/programmeFormation/secondaire2/index.asp?page=introduction>

RIVARD, Léonard. *Possible contribution to the ESD pan-Canadian report*, communication personnelle, 2010.

SASKATCHEWAN. COMITÉ DIRECTEUR DU SASKATCHEWAN EDUCATION FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT NETWORK (SESDN). *A guide to the Saskatchewan education for sustainable development (ESD) action framework*, 2009. Document consulté le 26 avril 2010 à

<http://saskesd.ca/images/stories/PDF/guidetosesnactionframework.pdf>

SASKATCHEWAN. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Arts education curriculum : Grades 6-9*, 2008. Document consulté le 4 mai 2010 à

<http://www.education.gov.sk.ca/curriculum%20renewal%20presentations>

SASKATCHEWAN. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Core Curriculum, Principles, Time allocations, and Credit Policy: Social Studies: Grades 6, 7, 8, and 9*, 2008. Document consulté le 4 mai 2010 à

<http://www.education.gov.sk.ca/curriculum%20renewal%20presentations>

SASKATCHEWAN MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *First Nations and Métis Content, Perspectives, and Ways of Knowing*, 2008. Document consulté le 6 mai 2010 à

<http://www.education.gov.sk.ca/curriculum%20renewal%20presentations>

SASKATCHEWAN. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Introduction of Outcomes-based Curricula*, 2008. Document consulté le 2 mai 2010 à

<http://www.education.gov.sk.ca/curriculum%20renewal%20presentations>

SOCIÉTÉ POUR LA NATURE ET LES PARCS DU CANADA et SIERRA CLUB DU CANADA, CHAPITRE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE. *Measuring the Success of Environmental Education Programs*, s. d. Document consulté le 17 mai 2010 à <http://www.cpawscalgary.org/education/pics/ee-success.pdf>

STANTEC CONSULTING LTD. *Integrated Community Sustainability Plan, City of Charlottetown, PEI*, février 2010. Document consulté le 14 mai 2010 à <http://www.city.charlottetown.pe.ca/pdfs/FinalPlanAdoptedByCouncil.pdf>

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Adult Basic Education, Science: A Global View of Ecosystem Sustainability and Weather: Curriculum Guide*, s. d. Document consulté le 6 mai 2010 à <http://www.ed.gov.nl.ca/edu/adultlearning/adult/abe/Science2100CCurriculumGuide.pdf>

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Program of studies 2009-2010*, 2009. Document consulté le 5 mai 2010 à <http://www.ed.gov.nl.ca/edu/K12/curriculum/descriptions.html>

TUCKER, A., C. GOLDHAR, A. MATTHEW, C. DROVER, N. RENAUD, M. AGAPITO, H. ALAM et J. NORMAN. *St John's Sustainable Living Guide*, Memorial University of Newfoundland, 2009. Document consulté le 8 mai 2010 à [http://www.mun.ca/sustain/initiatives/Sustainable\\_Living\\_Guide.pdf](http://www.mun.ca/sustain/initiatives/Sustainable_Living_Guide.pdf)

VINK, Josina. *Catalyzing Collaboration: Building Culturally Inclusive Sustainability Education in Metro Vancouver*, 2009. Document consulté le 23 avril 2010 à <http://www.walkingthetalk.bc.ca/files/CulturalInclusivity.pdf>

YUKON. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *ACES Program Philosophy*, s. d. Document consulté le 11 mai 2010 à <http://www.yesnet.yk.ca/schools/woodst/aces/philosophy.html>

YUKON. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Annual Report 2008-2009*, 2009. Document consulté le 12 mai 2010 à [http://www.education.gov.yk.ca/pdf/2008\\_-\\_2009\\_Department\\_of\\_Education\\_Annual\\_Report.pdf](http://www.education.gov.yk.ca/pdf/2008_-_2009_Department_of_Education_Annual_Report.pdf)

YUKON. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Handbook 2008-2009: Yukon First Nations Education Resources in Public Schools*, 2008. Document consulté le 12 mai 2010 à [http://www.yesnet.yk.ca/firstnations/pdf/08-09/yfne\\_handbook\\_08.pdf](http://www.yesnet.yk.ca/firstnations/pdf/08-09/yfne_handbook_08.pdf)